

Institut d'ethnologie

Faculté des lettres et des sciences humaines

- Rue Saint-Nicolas 4
- CH-2000 Neuchâtel
- [HTTP://WWW.UNINE.CH/ETHNO](http://www.unine.ch/ethno)

Laurence Bodenmann
c/o Jérôme Steinhauser
Flandres, 5
CH-2000 Neuchâtel
laurence.bodenmann@unine.ch

Laurence Bodenmann

***Le tour du globe en 28'000 livres:
Gestions de la « différence » au sein d'une bibliothèque
interculturelle***

Mémoire de licence en ethnologie

23 septembre 2010

directrice du mémoire : Janine Dahinden

membre du jury : Ellen Hertz

Merci

à Janine Dahinden et Ellen Hertz

d'avoir consacré du temps à la lecture critique de ce mémoire

à Reinhard Bodenmann et Margrit Keller

de m'avoir accueillie auprès d'eux, en des conditions optimales pour coucher par écrit la réflexion

à Jérôme Steinhauser, Siegfried Bodenmann et Joëlle Simon

pour leurs relectures et remarques avisées

Merci

à Jérôme Steinhauser

d'avoir été à mes côtés et de m'avoir soutenue tout au long de la rédaction de ce mémoire

Merci

à Amanda Morina

pour les pauses rafraîchissantes et stimulantes passées en sa compagnie



à toute l'équipe de Globlivres

de m'avoir accueillie en son sein

Merci pour vos contributions orales à ce mémoire

Merci pour le partage et les belles amitiés

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
NOTE AU LECTEUR:	3
INTRODUCTION.....	4
1. Introduction au terrain.....	7
1.1. Accès au terrain et situation géographique.....	7
1.2. Genèse et objectifs de la bibliothèque:	10
1.3. Evolution des publics et adaptation des fonds de la bibliothèque:	12
1.4. Personnel de l'institution et modalités de financements:	13
1.5. Considérations bibliothéconomiques:	17
2. Problématique	19
3. Posture épistémologique	22
3.1. Une ethnographie qualitative pour analyser <i>Globlivres</i> :	22
3.2. Des concepts émiqes à analyser:	23
3.2.1. La notion d'interculturalité:	23
3.2.2. Les notions de culture et de « différence culturelle »:.....	24
4. Considérations méthodologiques.....	26
4.1. Posture sur le terrain:	26
4.2. Source des données:	27
4.3. Précautions liées aux apports et aux limitations du terrain:.....	28
4.4. Restitution des données.....	29
PREMIÈRE PARTIE: ANALYSE DE RÉSEAUX.....	31
1. Une analyse de réseau sur mesure :	33
2. Cartographie générale des réseaux:.....	35
3. Ce que nous apprend l'analyse de ces réseaux:.....	37
3.1. <i>Globlivres</i> face à ses réseaux d'acquisition:	37
3.1.1. Un statut d'intermédiation:	39
3.1.2. Les raisons de l'octroi ou du refus d'accès aux réseaux d'acquisition:.....	39
3.2. <i>Globlivres</i> face à ses réseaux de financement:	40
3.2.1. La constitution de réseaux d'alliances pour obtenir des financements:.....	42
3.2.2. La constitution de réseaux de « complémentarité » pour maintenir l'obtention de financements: 44	
3.3. Les arguments d'une « distinction »:	47
3.3.1. D' « autres » ouvrages, en « d'autres langues »:.....	47
3.3.2. Une « autre » gestion, d' « autres » modalités d'accueil des publics:.....	48
3.4. Mobilisations de la notion d'interculturalité dans ce cadre-ci:	50
4. Conclusions intermédiaires:	51

DEUXIÈME PARTIE: ANALYSE DE L'ESPACE	53
1. Méthodologie d'analyse de l'espace.....	55
2. Ce que nous apprend l'analyse de l'espace.....	59
2.1. Donner à voir une « <i>diversité</i> »:.....	59
2.1.1. La « <i>diversité</i> » énoncée en terme de langues:	60
2.1.2. La langue comme « <i>boundary marker</i> »:	62
2.1.3. La langue comme « <i>marqueur d'identité culturelle</i> »:.....	65
2.2. Donner à reconnaître les « <i>différences</i> »: une première acception de l' « <i>interculturalité</i> »: 69	
2.2.1. Accorder une « <i>place</i> » à chaque appartenance:	69
2.2.2. Le « <i>livre-témoignage</i> »: négociation d' « <i>appartenances différentes</i> » dans la sphère publique et renversement symbolique de rapports de force:	71
2.2.3. « <i>Interculturalité</i> » versus « <i>assimilationnisme</i> »:	73
2.3. Performer la « <i>rencontre</i> » entre « <i>cultures</i> »: une deuxième acception de l' « <i>interculturalité</i> »:	75
2.3.1. Reprofigurer l'espace de la bibliothèque en terme de « <i>rencontres</i> »:	75
2.3.2. Reformulations énonciatives de la notion d' « <i>intégration</i> »:	76
2.3.3. « <i>Interculturalité</i> » versus « <i>multiculturalisme</i> »: une redéfinition de l' « <i>identité</i> » à la clef:	78
3. Conclusions intermédiaires:	80
TROISIÈME PARTIE: ANALYSE DES USAGES	82
1. Méthodologie de l'analyse des usages:	84
2. Ce que nous apprend l'analyse des usages de Globlivres:	85
2.1. Des usages effectifs qui pondèrent les usages prescrits de <i>Globlivres</i> en tant que « <i>bibliothèque interculturelle</i> »:	85
2.1.1. Mobilisation de <i>Globlivres</i> comme bibliothèque de proximité:.....	86
2.1.1.1. Profil d'utilisateur n°1: Les usagers de proximité:.....	86
2.1.2. Mobilisation de <i>Globlivres</i> comme lieu d'apprentissage du français:	87
2.1.2.1. Profil d'utilisateur n°2: Les enseignants et leurs élèves :.....	87
2.1.2.2. Profil d'utilisateur n°3: Les requérants d'asile:.....	88
2.1.2.3. Profil d'utilisateur n°4: Les parents « <i>migrants</i> » estimant ne pas maîtriser le français, et leurs enfants :	89
2.2. Les compromis de la direction de <i>Globlivres</i> face à ces usages effectifs:.....	90
2.2.1. Face aux usages de <i>Globlivres</i> comme "bibliothèque de proximité" (profil n°1):	91
2.2.2. Face aux usages de <i>Globlivres</i> comme lieu d'apprentissage du français (profil n°2,3,4): <i>Globlivres</i> comme « <i>passerelle</i> », ou lieu de « <i>transition</i> »:.....	92
2.2.3. Le statut d'exception du français:.....	93
2.2.4. Un renversement ultérieur de rapports de forces entre langue « <i>d'accueil</i> » et langue « <i>d'origine</i> »:	94
2.3. Les conséquences de ces compromis sur l'identité que se donne l'institution:	95
2.3.1. Une piste pour expliquer la défection des publics-cibles de <i>Globlivres</i> : Une autre acception de la notion d'interculturalité:	95
2.3.2. Un « <i>changement d'état d'esprit</i> »?	98
2.3.3. Résistances à l'« <i>institutionnalisation</i> » de <i>Globlivres</i> :.....	100
3. Conclusions intermédiaires:	101
CONCLUSION	103

NOTE AU LECTEUR:

D'un point de vue typographique, j'utilise deux types de guillemets afin de distinguer les termes qui me sont propres et que je souhaite mettre en exergue (" ") des termes que j'ai issus des propos d'autrui (« »).

Afin d'alléger la lecture, après avoir précisé la première fois l'auteur auquel je me rapporte quand j'utilise tel ou tel terme issus de la littérature secondaire, j'écris ce dernier sans guillemets. Il y a des exceptions à cela: le terme « interculturalité », par exemple, que je n'emprunte pas à un auteur en particulier, et que je considère comme étant à définir jusqu'à la fin de mon analyse. Je ne me dispense d'utiliser des guillemets à son égard que lorsque je le précède des expressions « la notion de » ou le « terme de » (les guillemets seraient redondants). Cette démarche vaut également pour les termes: « culture », « différence », « frontière », « migrant », ou « intégration ».

Je mets en italique les termes et phrases qui se rapportent aux dires de mes interlocuteurs pendant la durée de mon terrain, afin de les distinguer des extraits de littérature secondaire.

Du fait qu'il n'est pas toujours significatif de préciser qui a utilisé tel ou tel terme dont l'usage était par ailleurs répandu parmi mes interlocuteurs, je n'en indique pas la référence lorsqu'il ne s'agit que d'un ou deux termes (« *culture d'origine* », ou langue « *d'accueil* », par exemple).

Je n'utilise jamais les guillemets pour invalider les propos ou les termes de mes interlocuteurs. D'un point de vue scientifique, je me dois d'utiliser des guillemets chaque fois qu'un terme est spécifiquement employé par l'un d'eux sur le terrain. Lorsque je parle de relations de « *complémentarité* », par exemple, je ne veux pas dire qu'elles ne sont pas, en fait, complémentaires. Globalement, mon analyse ne vise pas à remettre en question la légitimité de *Globlivres*.

INTRODUCTION

C'est l'envie d'analyser les conceptions et usages d'une bibliothèque au travers d'outils proposés en anthropologie qui m'a amenée à effectuer un terrain ¹ auprès de *Globlivres*. Cette institution m'a plus particulièrement attirée en ce qu'elle est désignée en tant que « *bibliothèque interculturelle* ». Or ce renvoi à l'« interculturelité » propulse cette bibliothèque au rang des objets privilégiés d'une analyse anthropologique. C'est en effet l'une des thématiques que cette discipline examine actuellement, en relation avec les acceptions de la notion de culture qui y sont mobilisées et dont l'anthropologie s'est emparée pour en faire l'une de ses problématiques de prédilection [CUCHE, 1997].

Globlivres n'est pas la seule institution qui soit qualifiée de « *bibliothèque interculturelle* » en Suisse. Plusieurs autres bibliothèques la rejoignent aujourd'hui dans cet intitulé. Nous sommes du reste près de vingt ans après les premières apparitions en masse du terme d'interculturalité pour qualifier des institutions se prévalant d'un nouveau regard sur l'altérité au sein de la sphère publique. Dans le cas de *Globlivres*, cependant, l'appellation en terme d'interculturalité a lieu à la fin des années 1980, avant que ne soient inaugurées les autres *bibliothèques interculturelles* suisses. Pionnière dans son domaine, *Globlivres* présente donc une histoire de plus de vingt ans qui s'est développée en parallèle des évolutions qu'a connues la notion d'interculturalité. En cela, elle offre un terrain privilégié pour étudier les différentes acceptions de l'« interculturelité » qui se profilent au sein d'une même institution, selon les points de vue et les façons de mobiliser cette notion.

Aujourd'hui, alors qu'il s'agit de restituer les données de cette analyse, je choisis de les articuler en trois parties. Elles interrogent la façon dont la notion d'interculturalité a été ² mobilisée, exprimée et comprise à trois niveaux pendant la durée de mon enquête. Ces derniers correspondent dans les grandes lignes aux différents axes d'observation que j'ai adoptés sur le terrain.

¹ Je reviendrai en partie « Accès au terrain » sur la notion de terrain telle qu'elle est utilisée en anthropologie. Quoique ce terme ne décrive pas en propre une réalité, mais une somme d'idées et de méthodes d'analyse, je ne l'utilise pas entre guillemets. Ceci pour alléger la lecture.

² Dans ce travail, j'utilise le passé composé lorsque je souhaite inscrire mes résultats dans la temporalité de mon enquête de terrain.

La première partie de ce travail analyse les façons dont la notion d'interculturalité a été mobilisée au niveau des relations que *Globlivres* a entretenues vis-à-vis d'autres institutions. La question qui y est posée est la suivante: **dans quelle mesure et comment la notion d'interculturalité a-t-elle été mobilisée pour définir les spécificités de *Globlivres* vis-à-vis d'institutions avec lesquelles elle était en réseau?**

Suit une deuxième partie, qui porte sur les manières dont l'« interculturalité » a été formulée au niveau de l'espace et des objectifs proposés dans l'enceinte de *Globlivres*. **Quelles sont les principales acceptions de la notion d'interculturalité qui se sont profilées derrière les façons de donner à voir et d'organiser la « différence » attribuée aux publics-cible de *Globlivres*?**

La troisième partie, enfin, se concentre sur les façons dont la notion d'interculturalité a été mobilisée au niveau des usages que les publics de *Globlivres* ont fait de la bibliothèque. **Comment ces publics se sont-ils approprié la notion d'interculturalité par rapport à ce que proposaient les porte-parole de *Globlivres* ?**

Avant de passer à l'analyse proprement dite, je vais maintenant introduire le lecteur au terrain sur lequel porte mon étude ainsi qu'à la posture épistémologique et au cadre méthodologique qui m'y ont accompagnée.

1. Introduction au terrain

Dans cette section, nous nous attarderons tout d'abord sur l'implantation géographique ainsi que sur l'historique de *Globlivres* tel qu'il m'a été présenté par son personnel. Je présenterai ensuite brièvement ses publics, ses fonds, ainsi que son personnel. Je passerai enfin en revue quelques considérations d'ordre bibliothéconomique.

1.1. Accès au terrain et situation géographique

La notion de terrain apparaît dans la littérature anthropologique pour limiter l'objet d'étude. Cette façon de faire a été maintes fois critiquée par des anthropologues conscients de la complexité des frontières délimitant l'objet en question [LESERVOISIER & VIDAL, 2007]. Ces derniers proposent alors de déconstruire les frontières attribuées *a priori* soit par le chercheur, soit par les sujets de son analyse, recourant, par exemple, à une étude des réseaux constitués autour de l'objet [AMIT, 2002].

Pour ma part, la façon dont j'utilise la notion de terrain ne vise pas tant à délimiter physiquement mon objet d'étude – ici: *Globlivres* – qu'à limiter l'étendue des observations qui s'y rapportent. Il me permet ainsi de circonscrire cet objet non seulement dans l'espace mais aussi dans une temporalité propres à mon enquête. L'espace dont il est question ne se limite pas à l'enceinte de *Globlivres*, il prend également en compte les relations que la bibliothèque a entretenues vis-à-vis d'autres institutions. Quant à la temporalité, je l'ai limitée en moyenne à quatre jours par semaine de présence ³, pendant quatre mois, dans la bibliothèque ou dans son environnement immédiat.

* * *

Mon terrain – ou mes « observations », donc – commençait globalement à la descente du train, à mon arrivée à Renens (VD). C'est dans cette ville que se sont toujours situés les locaux de *Globlivres*, malgré trois déménagements. Renens possède

³ Ces impératifs de temps ont été dictés par un emploi occupé en marge de mes études universitaires.

selon des propos que j'ai pu recueillir auprès d'une utilisatrice de la bibliothèque une « *particularité* », qui en fait une exception au niveau national:

« *A Renens, il y a plus d'étrangers que de Suisses* » ⁴.

Ici, le terme d'« *étranger* » fait référence aux populations qui ne possèdent pas la nationalité suisse mais vivent sur le territoire. Il est repris dans les statistiques relatives à la population de Renens, qui annoncent au moment de mon enquête 53% d'« *étrangers* » [http://www.renens.ch/dev/pres_ren/index.html, consulté le 29.10.08]. De par mes observations, j'ai constaté que, dans cette ville, des référents à des « *cultures* » ramenées à des « *origines* » ⁵ nationales variées tendent à s'afficher au sein de la sphère publique. Par exemple, cette vitrine de magasin d'habits, non loin de la bibliothèque. Les « *origines* » variées y sont données à voir à travers le renvoi à des couleurs de peau différentes [FIG.1].

Malgré le peu d'indications que pouvaient me donner les passants sur mon chemin, j'ai trouvé la bibliothèque dans un lieu que l'on pourrait qualifier de central dans la mesure



FIG.1 : Mannequins aux couleurs de peau différentes exposés dans une vitrine de magasin d'habits, à proximité de Globlivres

⁴ Cf. aussi l'ouvrage de référence proposé par la commune de Renens, qui reprend cette « *particularité* »: MARENDAZ, 2007

⁵ Pour une description du processus qui mène à réifier des « *cultures* » en référence à une « *origine* », et vis-versa, cf. par exemple WALI, 1997, RIVERA, 2000, ou encore: AMIT-TALAI, 1996.

où il jouxte des lieux de sociabilité forts tels qu'un centre commercial de grande dimension, ou l'ancienne Place du marché. Ceci dit, en dépit de la "centralité" de cette situation, *Globlivres* ne se situe, d'après mes observations, pas véritablement sur un lieu de passage – hormis celui des locataires de l'immeuble dans lequel se situe la bibliothèque [FIG.2]. Ceci a pour conséquence qu'à une exception près, je n'ai rencontré pendant la période où j'ai conduit mon enquête aucune personne qui s'y soit rendue



FIG.2 : Plan de situation de *Globlivres*. Superposition d'une photographie aérienne et d'une carte [TeleAtlas swisstopo dv074190]. Les symboles indiquent les centres d'intérêt : commerces, restaurants, bus, bâtiments public, etc. (symboles usuels) En vignette : Photographie de l'entrée de *Globlivres*

sans en connaître l'existence auparavant. La fréquentation de la bibliothèque dépendait en effet majoritairement de réseaux déjà constitués entre le personnel de *Globlivres* et les institutions ou individus s'y rendant.

1.2. Genèse et objectifs de la bibliothèque:

Lors de ma première visite à *Globlivres*, la responsable de la bibliothèque m'a accueillie avec un historique de l'institution, dans lequel elle s'est présentée comme l'une de ses deux fondatrices. Cet historique a été répété à de nombreuses reprises ⁶ en ma présence sur le terrain, alimenté de séquences quasi-identiques d'une fois à l'autre bien qu'il ne soit jamais lu. Il constitue donc un historique que je qualifierais de redondant et répété.

Afin de poser le cadre de l'institution tel que je l'appréhende au sein de mon étude, je synthétise ici en les soumettant à une première analyse les données découlant de cet historique. L'analyse ne consiste pas pour l'instant à faire sens du contenu de cet historique, mais à mettre en valeur les points dont j'ai noté la redondance. Je reviendrai en détail sur une grande partie de ces données en première, deuxième et troisième parties de ce travail.

Dans ce qui suit, j'utilise le terme d'historique au pluriel dans la mesure où je souhaite rappeler que les données présentées ci-dessous proviennent d'interactions différentes. Ceci dit, je ne précise pas de quelle interaction ou historique telle ou telle donnée provient, puisque ma démarche consiste à en mettre en valeur les redondances. Dans tous les cas, il ne s'agit que d'historiques qui ont été donnés en ma présence.

Un des premiers points évoqué dans ces historiques concerne les dates et conditions de la fondation de *Globlivres*. *Globlivres*, dite « *bibliothèque interculturelle* », a été fondée il y a un peu plus de vingt ans, en 1988, sous le couvert d'une association appelée *Livres Sans Frontières, Renens*. Elle est la « *première bibliothèque interculturelle en Suisse* » [<http://www.interbiblio.ch/fr/interbiblio/info/geschichte.html>], consulté le 29.10.08]. Cinq ans plus tard, *Globlivres* se met en réseau avec les *Bibliothèques*

⁶ Je fais ici référence à l'historique que m'a proposé l'autre fondatrice de *Globlivres* lors d'une de ces venues, aux historiques rédigés par la responsable au sein des *Rapports d'activité* de *Globlivres* [GLOBLIVRES (*R.A.2007&2008*), 2008&2009] ou sur son site internet, ainsi qu'à ceux proposés en alternance par cette dernière ou par la co-responsable de *Globlivres* à des publics issus des secteurs de l'enseignement ou du social, notamment, qui venaient régulièrement visiter la bibliothèque dans le cadre de sorties scolaires ou d'entreprises.

interculturelles qui sont nées entre temps, en constituant l'Association *Livres Sans Frontières*, Suisse.

Au sein de ces historiques, les fondatrices de *Globlivres* se présentent tour à tour comme deux « *amies* » ou – en référence à l'époque de la création de *Globlivres* – comme des « *mères de famille [qui] avai[en]t plusieurs cultures* ». Les « *cultures* » en question sont ici énoncées soit en fonction de leur langue maternelle, soit en fonction de leur « *pays d'origine* », différent de la Suisse, en référence auquel elles s'attribuent un statut de « *migrante* ». A l'époque, toujours, elles sont accompagnées dans leurs démarches par six personnes, présentées par l'une des deux fondatrices comme des « *parents qui avaient aussi plusieurs cultures, et des enseignants des écoles* ». Ces personnes sont selon les cas également pensées comme des fondatrices, mais de statut légèrement différent du fait qu'elles se greffent par la suite à un projet déjà partiellement articulé.

Les deux fondatrices principales disent tour à tour avoir eu l'idée de *Globlivres* du fait qu'elles « *avai[ent] des enfants* » et qu'elles souhaitaient leur donner la possibilité de lire dans la langue de leurs parents ou de « *lire dans leur langue maternelle* »⁷. A noter que la « *langue* » en question est affiliée à celle d'au moins un parent « *migrant* », et fait systématiquement référence à une langue autre que la langue administrative de Renens: le français. Avant de façonner le cadre actuel de *Globlivres*, elles envisagent dans un premier temps la possibilité de mettre sur pied une librairie, ou de se greffer soit à une bibliothèque publique, soit à des associations existantes qui proposent d'autres services à des populations de « *migrants* ». En fin de compte, la librairie représente un fonds d'investissement de départ trop élevé, et l'utilisation des locaux de la Bibliothèque publique de Renens ou d'une association lausannoise sont, à terme, soit refusées, soit prennent fin.

La volonté de proposer à des publics de langue maternelle autre que le français des lectures « *dans leur langue* » est énoncée aujourd'hui encore comme l'un des objectifs, ou « *rôles* », attribués à *Globlivres*. A cet objectif s'en sont ajoutés d'autres, tels que celui de constituer un espace de « *rencontres des cultures* » [GLOBLIVRES, 2000, P.1], ou encore un « *espace transitionnel* » [GLOBLIVRES (R.A.2008), 2009, P.4], de « *transition* » entre des « *cultures* ».

⁷ Propos de la responsable lors de la visite de l'organisme *Profamilia* [DÉC.08]

1.3. Evolution des publics et adaptation des fonds de la bibliothèque:

Parallèlement à l'accumulation des objectifs attribués à *Globlivres* au fil des années, ses "publics-cible" – en adéquation avec lesquels le personnel de la bibliothèque "cible" ses achats d'ouvrages – ont évolué.

Aux enfants « *migrants* » scolarisés, amenés par des collaborations avec des enseignantes, s'ajoutent peu à peu des adultes « *migrants* »: les parents de ces enfants tout d'abord, puis des personnes envoyées vers *Globlivres* par des institutions telles que l'*Etablissement Vaudois d'Accueil des Migrants* (EVAM), par exemple. Vient aussi petit à petit le personnel d'associations s'adressant également à des « *migrants* » ainsi que celui d'autres bibliothèques et d'écoles de la région. Les statistiques qui rendent compte de la fréquentation des publics pour l'année à laquelle j'ai effectué mon terrain indiquent quelques 750 adultes actifs contre 400 enfants actifs⁸. Selon mes observations, le taux d'activité attribué aux enfants dans ces statistiques est légèrement sous-évalué du moment qu'il ne prend pas en compte le fait qu'une partie importante des enfants viennent à *Globlivres* en classe, et empruntent des ouvrages au nom de leur enseignant.

En dehors de leur classe d'âge, ces publics évoluent aussi du point de vue de la langue et/ou du « *pays d'origine* » selon lequel ils sont catégorisés. Ceci, selon les dires de la responsable, en fonction des « *vagues migratoires* » que connaît la Suisse ces vingt dernières années.

Mis à part ces publics-cibles, la responsable insiste sur le fait que *Globlivres* « *est ouverte à tous et propose aussi des prêts de stocks [de livres] aux enseignants, aux autres bibliothèques et diverses institutions.* » [GLOBLIVRES, 2000, p.1], dans une volonté d'élargir le champ des publics accueillis par *Globlivres*.

L'évolution des publics-cible a des répercussions sur les fonds de la bibliothèque, dont l'acquisition « *suit la demande* », selon la responsable. La constitution de ces fonds s'est effectuée au départ en étroite relation avec les taux statistiques d'« *étrangers* »⁹ habitant Renens – un lieu d'implantation en partie choisi, selon la responsable toujours,

⁸ Ces statistiques m'ont été fournies à l'oral par la responsable, sur la base des chiffres qu'elle a pu recueillir par l'intermédiaire du logiciel de prêt.

⁹ Cf. http://www.renens.ch/dev/pres_ren/index.html, consulté le 29.10.08

en raison du grand nombre de nationalités différentes recensées dans sa population. L'une des deux fondatrices principales me rapporte:

« Nous sommes allées consulter les statistiques de la ville de Renens pour voir les langues dont on avait besoin dans la bibliothèque. On est arrivées à trouver: de l'italien, de l'espagnol [l'autre fondatrice (l'actuelle responsable): de l'allemand, de l'anglais], du portugais, du serbo-croate, un peu de turcs... ».

A ces fonds s'additionnent peu à peu – au gré aussi des « *vagues migratoires* » que mentionnait la responsable de *Globlivres*, des livres pour enfants puis pour adultes en d'autres langues que celles évoquées ci-dessus, dont le français.

La totalité des langues disponibles dans l'enceinte de *Globlivres* est estimée lors de mon terrain à 270 langues différentes, distribuées sur un fonds de 28'000 livres. Il s'agit là d'un point sur lequel tous les historiques insistent.

Depuis quelques années, *Globlivres* fait également l'acquisition de méthodes de langues, de dictionnaire et d'ouvrages multilingues, qui sont principalement financés au travers de projets destinés à favoriser l'apprentissage du français. Figurent également au sein de ces fonds des ouvrages thématiques sur l'« interculturalité » ou la pédagogie interculturelle.

1.4. Personnel de l'institution et modalités de financements:

Depuis ses débuts, *Globlivres* a connu deux responsables différentes, qui sont aussi les deux fondatrices principales de la bibliothèque. L'une des fondatrices (la première responsable) a quitté la bibliothèque autour de 2002 et l'autre, qui était jusque là présidente de l'association *Livres Sans Frontières, Renens*, l'a remplacée dans cette fonction. Dans cette étude, je réfère à cette dernière en tant que « responsable » plutôt qu'en tant que « fondatrice ». Le terme de « responsable » rend davantage compte des fonctions qu'elle occupait pendant ma présence sur le terrain.

Au moment de mon enquête, quinze « bénévoles » travaillent à la bibliothèque. Elles se catégorisent toutes ¹⁰ en fonction de « *pays d'origine* » différents – y compris la Suisse

¹⁰ J'utilise le féminin du fait que ces bénévoles sont toutes des femmes – quoique l'institution ait également accueilli de rares hommes au sein de l'équipe. Je n'ai pas axé de sous-questionnement sur la thématique du genre dans l'enceinte de cette bibliothèque. La prédominance de bénévoles de sexe féminin est due, selon les interprétations de la responsable, à la plus grande disponibilité en temps des femmes vis-à-vis de pratiques de bénévolat, ce qui n'a selon moi pas d'influence sur les

pour quelques unes. Trois d'entre elles, la responsable, la "co-responsable" ¹¹ ainsi qu'une troisième bénévole, sont salariées respectivement à 50%, 25% et 25%, et sont également considérées sur le terrain comme « bénévoles » en raison du pourcentage excédentaire de travail qu'elles fournissent à la bibliothèque en dehors des horaires auxquels elles sont astreintes. La division des tâches entre bénévoles se profile selon les compétences de chacune, ainsi qu'en fonction de leur langue maternelle. À certaines revient, selon cette langue maternelle, la responsabilité d'un secteur de la bibliothèque. La communication vis-à-vis des institutions extérieures est généralement laissée à la responsable ou à la co-responsable de *Globlivres*. Ces désignations (« responsable » et "co-responsable") n'existent pas en tant que telles sur le terrain. Le terme de responsable n'est utilisé qu'au sein des statuts de l'association *Livres Sans Frontières, Renens*, pour indiquer une personne de référence pour la bibliothèque. Je les utilise ici pour mieux faire comprendre leur rôle de "porte-parole" de l'institution qu'elles ont occupé en ma présence.

La majorité de ces bénévoles travaillent à *Globlivres* depuis plus de deux ans, et cinq d'entre elles, depuis plus de dix ans. D'après mes interactions avec une partie d'entre elles, elles sont venues s'engager à *Globlivres* sur une base volontaire ou, plus rarement, y ont été dirigées par l'entremise de services de l'emploi. À une exception près, elles ne possèdent pas de formation de bibliothéconomie, mais sont issues de formations en sciences sociales ou ont contribué à la bibliothèque alors qu'elles étaient mères au foyer. Une partie de ces bénévoles, en fonction de leur envie comme de leur ancienneté au sein de *Globlivres*, ont suivi une formation accélérée organisée par la Communauté de travail des bibliothèques suisses de lecture publique (CLP), conçue principalement à destination des personnels d'associations.

acceptions et mobilisations de l'interculturalité sur le terrain. Ceci a été contredit par les affirmations de la responsable selon laquelle certaines personnes de sexe masculin avaient eu davantage tendance à inscrire la bibliothèque dans une vocation « communautaire », orientée selon elle vers la mise en valeur d'une seule « culture », et non pas d'une diversité de « cultures ». Ceci dit, je n'ai pas mené plus loin cette analyse qui me semblait potentiellement stérile. Pour une analyse de genre en contexte de bénévolat, cf. notamment BENERIA Lourdes. 1999. « Le travail non rémunéré: le débat n'est pas clos ». *International Labor Review* (Oxford) vol.138(3). pp.317-342.

¹¹ J'attribue cette fonction, qui n'existe pas sur le terrain, à cette bénévole en raison des dires de la responsable de la bibliothèque, qui la considère comme son « égal ». La bénévole en question a par ailleurs présidé l'association *Livres Sans Frontières, Renens* pendant de nombreuses années.

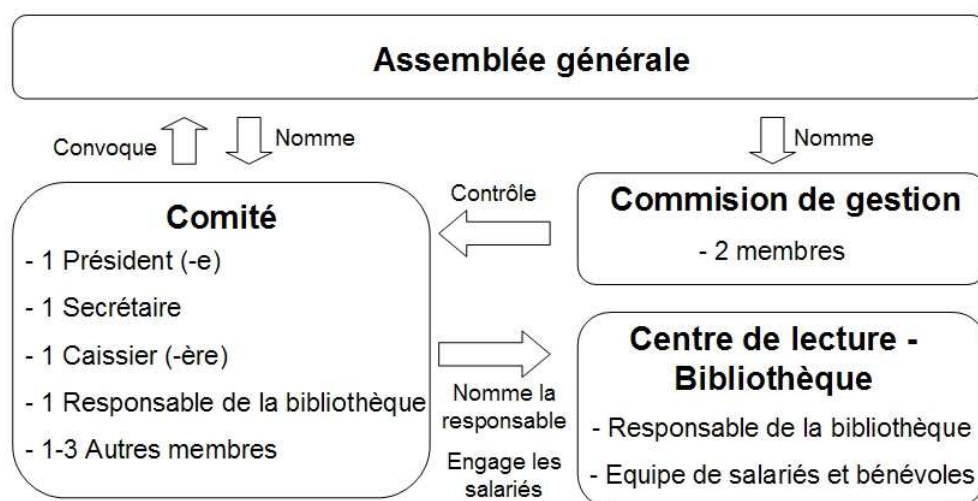


FIG.3 : Organigramme de l'association *Livres Sans Frontières, Renens* ¹²

Les décisions administratives et la gestion des budgets de la bibliothèque sont prises en main par le comité de l'association *Livres Sans Frontières, Renens*. Ce dernier est composé de sept personnes dont un président, une secrétaire, un trésorier et la responsable de *Globlivres* [FIG.3]. Il a été remodelé à partir de 2006 afin de comprendre majoritairement des personnes extérieures à l'équipe de la bibliothèque. Ceci en réaction au fait qu'« à un moment, on [...] a reproché [à l'équipe] d'être juge et partie ». « Pendant 19 ans », poursuit la responsable, « le comité se superposait avec le personnel de la bibliothèque. ». La présidence de cette association n'a, elle non plus, que très peu changé.

Je disais plus haut que les historiques ont insisté sur le nombre de langues différentes mises à disposition des publics de *Globlivres*. Le deuxième point qui y a systématiquement été souligné touche aux difficultés liées à l'obtention de financements. Face à plusieurs types d'interlocuteurs (nouveaux membres du personnel de la bibliothèque ou visiteurs de l'institution), la responsable pointe le fait que le comité de gestion de *Globlivres* doit chercher, aujourd'hui encore, « un tiers [de son] budget de fonctionnement ailleurs » qu'au sein des subventions qu'elle qualifie de « publiques » [FIG.4; *GLOBLIVRES (R.A.2008), 2009, p.26*].

¹² L'organigramme est réalisé d'après les *Statuts* de l'association, disponibles à l'adresse suivante: www.globlivres.ch [consulté le 25.05.10].

Ressources financières

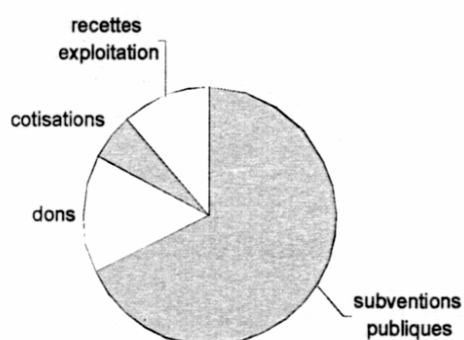


FIG.4 : Répartition du financement de Globlivres pour l'année 2008¹³

Subventions publiques

		Total	94 650	20ème	2 750
Pour exploitation					
Communes	Lausanne		28 500		
	Renens		25 000		2 000
	Ecublens		2 500		200
	Crissier		2 000		200
	Bussigny		1 000		
	Chavannes-Renens		1 000		
	Prilly		1 000		
	St-Sulpice		1 000		200
	Jouxens-Mézery		150		150
Canton	DFJC - DGEO		10 000		
	DFJC - SERAC		10 000		
Pour projets		<i>Animation de classes, Langues en dialogue, Chez nous-Chez vous</i>			
Confédération	ODM (Crédit intégration)		8 000		
	OFC, via ALSFS		4 500		

Dons privés

		Total	21 189	20ème	6 377
Donateurs divers			1 949		1 377
Philip Morris			5 000		
M. G. Livanos			6 990		
Lob et fils			300		
Loterie Romande					5 000
Legs de feu Mme Sillig			5 000		
Lion's Club Lausanne-Riviera			1 000		
Fondation Oertli			950		

FIG.5 : Répartition du financement de Globlivres pour l'année 2008¹⁴

La colonne intitulée « 20^{ème} » fait référence au vingtième anniversaire de l'inauguration de Globlivres, fêté en 2008 et qui a motivé l'obtention de fonds extra-ordinaires.

¹³ [GLOBLIVRES (R.A.2008), 2009, P.26]

¹⁴ [GLOBLIVRES (R.A.2008), 2009, P.29]

Les subsides en question, sur lesquels nous reviendrons de façon plus détaillée en première partie de ce travail, proviennent historiquement de la commune vaudoise d'Ecublens, à laquelle se joignent peu à peu d'autres communes vaudoises (dont Renens et Lausanne), le canton de Vaud au travers notamment du *Département de la Formation, de la Jeunesse et de la Culture* (DFJC), l'*Office Fédéral de la Culture* (OFC) et l'*Office Des Migrations* (ODM). Une partie de ces subsides est soumise à l'approbation de projets, qui doivent être renouvelés chaque année. Les autres subventions dont bénéficie *Globlivres* sont de type privé, et exceptionnel. [FIG.5, *GLOBLIVRES (R.A.2008)*, 2009, p.29].

1.5. Considérations bibliothéconomiques:

Les données que je présente dans cette sous-partie n'ont pas été thématiques lors des historiques. Elles touchent au "fonctionnement" de *Globlivres* en tant que bibliothèque.

Au sein de *Globlivres*, les objets proposés aux publics consistent principalement en des livres, mis à leur disposition en libre accès.

Le « chemin du livre »¹⁵ au sein de la bibliothèque consiste en:

- son acquisition auprès de foires, de maisons d'édition, de distributeurs ou auprès des publics de la bibliothèque directement (je reviendrai sur ce que j'appelle des « réseaux d'acquisition » en première partie de ce travail)
- son équipement au sein de la bibliothèque, à l'aide notamment d'une cote qui comprend la langue dans laquelle est rédigée l'ouvrage puis soit les trois premières lettres du nom de l'auteur ou du titre, soit un numéro respectant la Classification Décimale Universelle (CDU) utilisée par les bibliothèques des réseaux cantonaux pour les documentaires
- son catalogage, par une partie des bénévoles – de préférence, par une bénévole dont c'est l'une des langues qu'elle connaît
- sa mise à disposition en libre accès sur les rayonnages de la bibliothèque, selon un classement par langue puis par genre littéraire ou/et par classe d'âge. Font exception les ouvrages multilingues, tels que les méthodes de langue ou les

¹⁵ L'expression se rapporte à un terme de bibliothéconomie, qui décrit par étapes l'ensemble des manipulations dont le livre est l'objet au sein d'une bibliothèque. Je l'utilise en référence aux cours de bibliothéconomie proposés à l'Université de Fribourg, par exemple.

dictionnaires, et les ouvrages sur le thème de l'interculturalité, qui sont classés à part (je reviendrai sur ce point en deuxième partie de ce travail).

- son prêt (pour une durée de quatre semaines, prolongeable) puis son retour. Le livre est nettoyé avant d'être remis en place.

Le prêt comme le catalogage s'effectuent depuis 2003 sur une base de donnée informatique développée spécifiquement pour les bibliothèques interculturelles de Suisse par un informaticien mandaté pour l'occasion. Par rapport aux bases de données utilisées dans les bibliothèques publiques environnantes (celles qui payent leur cotisation au Réseau des bibliothèques de Suisse occidentale, par exemple), le champ des langues y est prépondérant. Ceci au niveau des notices de catalogage et de la recherche d'ouvrages, comme au niveau des fiches d'inscription d'« usagers »¹⁶ (c'est ainsi que le personnel de *Globlivres* appelle ses publics). Cette plateforme permet en effet également l'inscription d'usagers ainsi qu'un suivi des rappels à leur envoyer en cas de retard.

L'inscription des usagers comprend des champs tels que le nom, le prénom, l'adresse et le numéro de téléphone, la date de naissance ainsi que la langue maternelle [FIG.6]. Mis à part les champs des nom et prénom, de l'adresse ou du numéro de téléphone, la

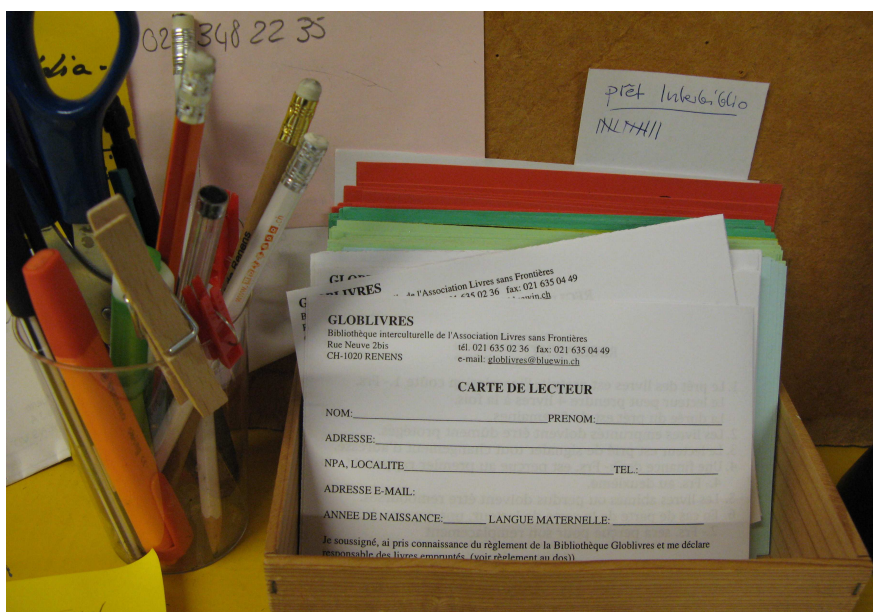


FIG.6 : Feuille d'inscription des usagers de Globlivres

¹⁶ Pour alléger la lecture, j'utilise le terme « usager » sans guillemets dans la suite de l'analyse. Ceci dans la mesure aussi où il s'agit d'un terme qui n'est pas connoté de façon ou d'autre et correspond à la façon dont d'autres bibliothèques renvoient à leurs publics.

totalité de ces champs sont facultatifs et laissés à la discrétion de l'utilisateur. L'intégralité du processus se déroule sans qu'aucune pièce d'identité ne soit requise. L'utilisateur reçoit une carte qu'il n'est pas tenu de présenter pour pouvoir emprunter des ouvrages. Son inscription, par contre, ainsi que le paiement d'un montant de 1.- CHF qualifié de « *symbolique* » par l'une des bénévoles de la bibliothèque, sont obligatoires.

Les activités de la bibliothèque ne se limitent pas aux transactions autour de livre: cette dernière propose également de façon régulière:

- des après-midi du conte (une fois par mois)
- d'autres activités réalisées en compagnie d'une partie des publics de la bibliothèque et posés comme projets à renouveler chaque année (tels que des ateliers d'écriture et de calligraphie, des rencontres pour exercer le français, des séances de lecture avec des parents et leurs nourrissons, etc.),
- des expositions.

L'espace de la bibliothèque est également loué à des organismes extérieurs (l'Association *Français en jeu* et la *Commission d'Intégration Suisses-Etrangers de la ville de Renens* (CISE), pendant ma présence sur le terrain) qui lui versent un loyer pour l'utilisation de ses locaux.

2. Problématique

Suite à l'historique de la responsable lors de ma première visite, je lui ai présenté mon projet de recherche en disant que je souhaitais allier anthropologie et recherche sur les bibliothèques. Alors que j'exprimais des regrets concernant le peu de littérature anthropologique sur le sujet, la responsable a réagi ainsi:

« *C'est normal; ici, par exemple, ce qui est intéressant, c'est l'interculturalité, ce n'est pas la bibliothèque* ».

Cette réaction m'amène à mettre l' « interculturalité » au centre de ce travail.

En traitant de la notion d'interculturalité au sein de ce mémoire, je souhaite que ce dernier puisse être utilisé non pas comme une synthèse théorique à ce propos, mais comme un exemple de la façon dont cette notion est mobilisée sur un terrain donné et des enjeux auxquels y sont soumis ses usages. C'est la raison pour laquelle je focalise

mon analyse sur les contenus « émiques » ¹⁷ [OLIVIER DE SARDAN, 1998] de la notion d'interculturalité auxquels j'ai été confrontée sur le terrain. J'ai volontairement pris le plus de distance possible vis-à-vis des définitions de cette notion données dans la littérature, afin d'interroger ses acceptions telles qu'elles m'ont été données à voir sur le terrain.

Ainsi, bien que la littérature scientifique dédiée à la notion d'interculturalité en donne de nombreuses définitions, je n'y fais que peu référence au sein de ce mémoire. Ces définitions varient par ailleurs significativement selon le contexte national et les évaluations parfois politisées auxquels se réfèrent leurs auteurs. Procéder à une discussion des différentes acceptions de l'« interculturalité » fournies au sein de la littérature nécessiterait par conséquent bien plus que les paragraphes que je consacre à cette notion dans la suite de cette partie « Introduction ». Et un développement plus important ne me semble pas cohérent au sein d'un travail portant en priorité sur l'analyse des acceptions émiques de cette notion.

Pour entamer cette analyse, il a tout de même fallu que je me fonde, au départ de ma recherche, sur une définition, la plus générale possible, de l'« interculturalité » - ne serait-ce que pour envisager la mesure dans laquelle elle pouvait correspondre aux façons dont elle était appropriée sur le terrain. Pour élaborer cette définition, je me suis fondée sur les lectures de Will KYMLICKA [1996], Steven VERTOVEC [1999], Manuel BOUCHER [2000], Fredrik BARTH [1995, 1998 (1969)] et Annamaria RIVERA [2000]. Ces auteurs ont en commun de conférer à l'« interculturalité » une dimension politique. Tout en faisant référence à des contextes très différents, ils la présentent comme une façon parmi d'autres (multiculturalismes, assimilations, insertions, intégrations, etc... ¹⁸) **d'organiser socialement la cohabitation entre des entités définies à partir de « différences », dites « culturelles »**. Will KYMLICKA [1996], Steven VERTOVEC [1999] ou Manuel BOUCHER [2000] développent plus particulièrement l'idée selon laquelle il s'agit d'une politique de cohabitation, Fredrik BARTH [1995, 1998 (1969)] et Annamaria RIVERA

¹⁷ J'utilise le terme « émique » en opposition au terme « étique ». Le premier désigne des interprétations qui circulent au sein de discours d'acteurs sur le terrain. Le deuxième désigne des interprétations qui circulent au sein d'analyses secondaires. Pour un historique et une explicitation détaillés de l'usage de ces deux termes en anthropologie, cf. OLIVIER DE SARDAN, 1998, p.152. Je reviendrai là-dessus au point INTRO.3.2.1.

¹⁸ Je conjugue ces paradigmes au pluriel, de façon à rendre compte de la pluralité de significations qu'ils se voient attribuer en fonction des terrains sur lesquels ils sont érigés.

[2000], l'idée selon laquelle les entités amenées à cohabiter sont délimitées en fonction de « différences culturelles »¹⁹.

Cette façon de définir l'« interculturalité » amène les questions suivantes. En partant du principe que les « différences culturelles » n'existent pas en tant que telles, et sont de fait construites, comment sont-elles élaborées dans un contexte décrit comme « interculturel »? A quoi correspondent les « cultures » qui y sont formulées, et par quels critères sont-elles différenciées entre elles? Et, au-delà de cela, comment les acteurs revendiquant des modes d'action « interculturels » se proposent-ils de gérer la cohabitation entre ces « cultures »?

Pour répondre à ces questions dans le cadre de *Globlivres* tout en prenant en compte d'autres thématiques et questionnements émergés sur le terrain, j'axe ma problématique sur **les acceptions de la notion d'interculturalité mobilisées de part et d'autre sur le terrain pour gérer la « différence culturelle » attribuée aux publics de la bibliothèque.**

D'un point de vue méthodologique, je base mon analyse sur le contenu des interactions auxquelles j'ai été confrontée sur le terrain. Ceci afin de ne pas créer moi-même des acceptions de l'« interculturalité » là où elles ne sont pas apparues. J'examine les interactions en question sur trois plans:

- au niveau des **réseaux** développés de part et d'autre de *Globlivres*,
- au niveau de l'**organisation de l'espace** de la bibliothèque,
- au niveau des **usages** dont elle a fait l'objet.

Mon objectif ultime consiste à identifier les façons dont le projet politique de l'« interculturalité » articule les notions de « frontières » et de « différence » entre « cultures » dans le cas de *Globlivres* et, partant de là, les répercussions de ces articulations sur l'identité attribuée à *Globlivres* ainsi que sur son positionnement au sein du « champ social » [BOURDIEU, 1982]. Pierre BOURDIEU utilise la notion de « champ » pour décrire un lieu de compétition entre individus désirant y occuper une position hégémonique, qui leur permette d'imposer la légitimité de leurs choix [BOURDIEU, 1982, p.279]. Je retiens de cette définition l'aspect de compétition, qui me permettra en filigrane de faire sens des dynamiques auxquelles est soumise l'institution.

¹⁹ Pour une discussion critique sur ce par quoi sont définies ces « différences culturelles » sur d'autres terrains d'étude, cf. AMIT-TALAI, 1996; RAPPORT, 2003.

3. Posture épistémologique

3.1. Une ethnographie qualitative pour analyser *Globlivres*:

J'analyse mon objet d'étude, *Globlivres*, en tant qu'« institution ». Je reprends la définition qu'en donne Marc ABÉLÈS dans son « anthropologie des institutions », et considère donc l'institution comme une « organisation » érigée sur la base de règles instituées [ABÉLÈS, 1995, P.73]. Je ne pars pas de questions portant sur le fonctionnement ou le dysfonctionnement de l'institution par rapport à des comportements normatifs ou attendus, ou d'une conception de l'institution en tant que système (comme le dicterait une perspective fonctionnaliste). Je la considère en partie comme le résultat d'interactions entre individus, en partie comme une structure à laquelle ces individus s'affilient pour énoncer leur « identité » au sein des interactions en question.

De même que je considère l'institution comme étant en partie définie et redéfinie au travers d'interactions d'acteurs qui s'en revendiquent, j'envisage la « société », pour reprendre les termes de Sandrine TOLIVIA, « comme étant en perpétuelle re-définition » [TOLIVIA, 2007, P.37], et cette « re-définition » comme étant, en partie, la conséquence d'interactions entre individus. Dans la lignée d'Erving GOFFMAN, j'ai considéré que ces individus étaient des « acteurs sociaux », mettant en scène dans l'interaction des façons d'énoncer leur « identité » [GOFFMAN, 1975 (1963)]. En référence à Harvey SACKS, mon attention s'est en priorité portée sur les processus de « catégorisations » qui circulaient au sein de leurs discours [SCHEGLOFF, 1995 (1992)]. J'ai également interrogé les interactions entre acteurs et objets à disposition, afin de mettre à jour les usages qui avaient lieu en marge de ces discours.

Comme nous le voyons ci-dessus, j'établis ma posture épistémologique en référence à plusieurs auteurs, sans pour autant m'affilier aux perspectives – voire aux écoles – dont ces derniers se revendiquent. J'ai entamé mon enquête sans me limiter à une école conceptuelle particulière, et pour avoir tenté de me rattacher après coup à des perspectives d'analyses constituées, j'estime que l'exercice est plus périlleux que fructueux.

Dans un élan de prudence, j'inscris donc la perspective d'analyse que j'ai adoptée dès mon arrivée sur le terrain dans la pratique d'une ethnographie qualitative. Le terme

d' « ethnographie » fait ici plus particulièrement référence au fait qu'une grande partie de mes données est issue d'observations consignées sur le terrain. En me rattachant à une ethnographie qualitative et non pas quantitative, je souhaite préciser que mon analyse n'a pas été étayée par des calculs sur la base de statistiques issues de mon terrain d'observation. Face à une problématique qui porte sur les acceptions de interculturalité, je n'ai ressenti la nécessité de mobiliser les statistiques auxquelles j'ai eu accès sur le terrain que comme des arguments délivrés par les porte-parole de l'institution pour étayer telle ou telle position. Pour donner une idée au lecteur de la régularité des phénomènes que j'ai observés, je recours parfois à des estimations chiffrées, sans toutefois garantir leur représentativité.

3.2. Des concepts émiqes à analyser:

C'est au nom d'un principe de l'ethnométhodologie qui recommande, d'après Harold GARFINKEL, d' « observer les principes de l'action de l'intérieur même des contextes par lesquels ils sont utilisés » [<http://enssibal.enssib.fr/autres-sites/reseaux-cent/50/05-herit.pdf>, consulté le 25.09.09, p.33] et tend à faire prévaloir l'analyse de catégories propres aux acteurs sur le terrain que je me suis efforcée de partir le plus possible des contenus émiqes des notions que mes interlocuteurs utilisaient. Ceci non pas pour mobiliser des catégories émiqes comme ressources explicatives, mais pour analyser les façons dont elles étaient utilisées sur le terrain.

Dans ce travail, j'ai axé mon analyse sur les catégories émiqes suivantes: « interculturalité », « culture » et « différences culturelles ». Le résultat de cette analyse constitue le corps de ma recherche, et sera présenté plus en détail au sein de la deuxième partie, principalement. Je propose ici une introduction à chacune de ces notions en me limitant aux éléments qui me permettent d'explicitier ma posture épistémologique à leur égard. Comme je l'ai annoncé dans la section « Problématique », je laisse consciemment de côté l'historique des usages de ces notions au sein de la littérature pour me concentrer sur les usages de ces notions propres à mon terrain d'analyse.

3.2.1. La notion d'interculturalité:

Par rapport à la notion d'interculturalité, ma posture épistémologique rejoint celle de Marina MARENGO & Lorenza MONDADA. Elles affirment dans leur analyse des *Lieux de*

l'interculturalité dans la région de Lausanne que « [...] l'interculturalité est [...] un phénomène à étudier sur le terrain et non comme un objet théorique prédéfini. » [MARENGO & MONDADA, 1997, P.2]. Les guillemets que j'emploie pour encadrer ce terme ou le fait que je précise qu'il s'agit d'une notion tout au long de mon étude renvoient au fait qu'il n'y figure pas en tant que concept analytique, mais bien comme concept émique, dont il s'agit de définir les différentes acceptions attribuées sur le terrain.

Pour analyser les acceptions émiques de la notion d'interculturalité, je pars du principe que l'« interculturalité » n'est pas un état de fait, quoiqu'elle soit susceptible d'être mentionnée comme telle sur le terrain. Je l'appréhende au contraire comme une politique d'organisation de « différences », qui participe à leur construction sur un terrain donné [CF. NOTAMMENT KYMLICKA, 1996; VERTOVEC, 1999; BOUCHER, 2000²⁰] et exprime le « projet de vivre ensemble avec [ces] différences » [WIEVIORKA, 1996, P.5]. Définir l'« interculturalité » en terme de « politique » me permet de pointer les dynamiques d'oppositions et de rapports de force qui se sont profilées derrière ses acceptions.

3.2.2. Les notions de culture et de « différence culturelle »:

Au sein de leurs analyses, des chercheurs comme Gerd BAUMANN, par exemple, axent leur problématique sur les mobilisations émiques de la notion de culture sur un terrain donné, en interrogeant les critères qui servent à en déterminer les contours, selon les situations. Je me réfère ici plus particulièrement à l'ouvrage: *Contesting culture: Discourses of identity in multi-ethnic London* de Gerd BAUMANN, dans lequel ce dernier discute non seulement les mobilisations de la notion de culture, mais aussi celles des notions d'ethnicité et de communauté [BAUMANN, 2000 (1996)]. Interroger les acceptions de l'« interculturalité » au sein d'une bibliothèque qualifiée d'« interculturelle », m'a à mon tour amenée à consacrer une partie de mon analyse à l'examen de ce à quoi a renvoyé la catégorie émique de « culture » sur mon terrain [cf. plus particulièrement II.2.1.3.].

Interroger ainsi la notion de culture suppose de la considérer comme un élément construit, comme un argument de type discursif producteur de « différences » et qui préside en cela à des dynamiques d'inclusion et d'exclusion. Je m'affilie à cette posture

²⁰ Charles TAYLOR, lui, les définit comme: « Ensemble de modalités institutionnelles qui tendent à gérer la diversité culturelle » [TAYLOR, 1994], et Vered AMIT-TALAI comme des « politiques d'identité » [AMIT-TALAI, 1996].

épistémologique, et postule de surcroît que la « culture » participe d'une stratégie identitaire, d'affiliation d'un individu (soit instigateur, soit objet de cette affiliation) à un groupe donné dont les limites sont établies en fonction de ce par rapport à quoi il cherche à se distinguer. Je recoure ainsi à une définition « relationnelle » de la notion de culture, telle qu'Andreas WIMMER [2008] ou Fredrik BARTH [1995] la donnent. Comme le résume Francesca POGLIA-MILETI, ce dernier montre en effet dans son introduction à l'ouvrage *Ethnic groups and boundaries* que la « culture » est une « conséquence de l'établissement des frontières entre groupes », et que son contenu est défini en relation avec ces frontières [POGLIA-MILETI, 2006, P.15].

Quant aux critères de « différenciation culturelle » qui délimitent le contour des « cultures » attribuées aux individus selon les cas, je considère qu'ils sont liés au contexte dans lequel cette notion de culture est mobilisée. Comme le rappelle Edmond ORTIGUES:

« On oublie [...] que les différences culturelles peuvent être placées n'importe où: entre deux individus, entre deux professions, entre deux régions, entre deux continents, et ainsi de suite par degrés infinis de variations. Le concept de culture est un concept comparatif c'est-à-dire un instrument d'analyse de sorte que le découpage de son champ d'application varie suivant les questions que l'on se pose. » [ORTIGUES, 1993, P.10].

Lors de mon enquête, je n'ai pas postulé *a priori* l'existence de « cultures » sur mon terrain. En suivant cette logique, je ne postule pas non plus l'existence de « différences » qui y définissent les individus, même si je dois m'accommoder du fait que la définition que j'ai empruntée après coup de la notion d'interculturalité comme « politique d'organisation de différences » implique que cette différence existe. Bien qu'elle ne soit pas systématiquement apparue comme telle dans les propos de mes interlocuteurs, la notion de « différence » est très présente dans ce travail du fait qu'elle transparaît derrière une rhétorique donnée à voir sur le terrain, par laquelle *Globlivres* définit à la fois son identité et celle de ses publics. Je discuterai des enjeux qui se présentent derrière cette rhétorique de différenciation en première et deuxième partie.

4. Considérations méthodologiques

Dans cette partie méthodologique, je fais état de considérations générales, valables pour la totalité de ma recherche. Ces considérations seront développées et complétées dans une sous-section au début de chaque partie de l'analyse, en fonction des angles d'observations que j'y ai respectivement adoptés.

4.1. Posture sur le terrain:

Sur le terrain je n'ai pas eu l'ambition de mettre en œuvre une « observation participante » telle que la définit Bronislaw MALINOWSKI²¹. Je n'ai retenu de ses préceptes que le fait de « particip[er] au même titre que les acteurs » aux tâches effectuées sur le terrain[SOULÉ, 2007, P.128]. Au niveau de mon attitude, j'ai privilégié la « participation » à l'observation, me rattachant ainsi d'avantage à la « participation observante » que décrit Bastien SOULÉ [SOULÉ, 2007, P.135]. Après avoir élaboré et mis à l'épreuve mes hypothèses, je me suis ainsi efforcée de les communiquer à mes interlocuteurs dans la mesure où ils le demandaient.

Ce faisant, j'ai simultanément acquis les statuts de « *celle qui nous dissèque* » – selon les propos agrémentés d'une touche d'humour de la responsable de *Globlivres*, et de « *stagiaire* » – selon le reste du personnel de *Globlivres*. Le statut de « *stagiaire* » m'a été attribué par affinité avec celui d'une autre employée de *Globlivres*, arrivée en même temps que moi sur le terrain et qui m'a accompagnée deux mois durant dans mon apprentissage des différentes tâches réalisées dans la bibliothèque.

De mon côté, je me suis présentée comme étudiante en anthropologie et ai explicité au minimum ma démarche auprès du personnel de la bibliothèque. J'ai voulu ce faisant permettre à ma problématique d'émerger du terrain, et ne pas la poser *a priori*. Le fait de ne pas avoir systématiquement explicité ma démarche en fonction de la notion d'interculturalité m'a par exemple permis de constater qu'en tant que contenu discursif,

²¹ Cf. sa monographie intitulée: *Argonauts of the Western Pacific* et publiée pour la première fois en 1922.

cette notion apparaissait spontanément auprès de certains de mes interlocuteurs tandis qu'elle n'était pas employée par d'autres ²².

Vis-à-vis des publics de *Globlivres*, j'ai souvent omis de m'annoncer en tant que chercheuse. Ceci en raison de ma double-casquette de chercheuse et de bénévole. Lorsque je pouvais interagir avec les publics de la bibliothèque, c'était surtout en tant que bénévole, au moment des transactions de prêt. De l'avis de certains membres du personnel, du moment que je représentais la bibliothèque à ce moment-là, je risquais en annonçant mon statut de chercheuse d'éveiller la méfiance d'une partie des publics au détriment de *Globlivres*. Les membres du personnel en question m'ont donc recommandé d'éviter au mieux ce risque, en ne posant à ces personnes que de courtes questions sans expliciter mon statut. Quoique je sois consciente que ma démarche transgresse, éthiquement, la nécessité de demander l'autorisation avant d'utiliser des données engageant des individus, j'ai choisi de respecter la volonté de mes hôtes en suivant leur recommandation. Ceci à l'exception des cas dans lesquels mes interlocuteurs m'interrogeaient à leur tour sur les raisons de ma présence à *Globlivres*.

4.2. Source des données:

Une grande proportion des données traitées dans cette analyse est issue d'interactions. Soit je les ai provoquées, soit j'ai pu y assister voire y participer. Les données en question sont issues d'entretiens que j'ai maintenus ouverts ²³ afin de saisir au mieux les opportunités d'interactions multipartites. Le fait que ces interactions ont été pour une grande part spontanées et provoquées par les acteurs sur le terrain sans forcément que je les ai sollicitées révèle la grande aptitude de mes interlocuteurs à remettre en question leurs pratiques et représentations au sein de l'institution. Les bénévoles ont par ailleurs souvent repris les interrogations que je partageais avec elles pour les confronter aux publics de la bibliothèque, ou les reporter au niveau du comité de *Globlivres*, par exemple.

J'ai obtenu le reste de mes données d'analyse en comparant les discours de mes interlocuteurs et leurs usages. J'ai distingué à cet égard des usages "prescrits" et des

²² Je reviendrai sur ce point en troisième partie de mon travail, au moment d'analyser un usage de la bibliothèque qui se trouve dégagé de toutes relations, *a priori*, vis-à-vis de la notion d'interculturalité.

²³ Je n'ai pas retenu pour cette analyse les données d'un entretien semi-directif mené à la fin de ma période de terrain. Cet entretien s'est avéré n'apporter que des confirmations à des hypothèses que j'avais déjà explicitées à mes interlocutrices au fur et à mesure de mon enquête.

usages "effectifs" ²⁴. Etant donné que j'ai moins eu accès aux discours des publics de la bibliothèque qu'à ceux de son personnel, j'ai tiré une partie des données qui se rapportent à ces publics de l'observation de leurs comportements au sein de la bibliothèque. Avec l'accord de la responsable, j'ai croisé ces observations avec l'analyse de leurs fiches d'inscription et des statistiques d'emprunts d'ouvrages mises sur pied par cette dernière.

4.3. Précautions liées aux apports et aux limitations du terrain:

Concernant l'accès aux données, il m'a été très largement autorisé tout au long de mon analyse au sein de *Globlivres*. La grande ouverture du personnel à mon égard m'a permis de récolter une somme considérable de données sur le terrain. Il est arrivé, par contre, qu'elle me mette dans une position inconfortable au moment de rédiger cette analyse. Il m'a parfois été difficile d'évaluer la mesure dans laquelle certaines des données auxquelles j'ai eu accès pouvaient mettre le personnel de l'institution en position délicate, vis-à-vis, notamment, de ses bailleurs de fonds. La réflexion de Sylvie FAINZANG à ce propos résume mon malaise:

« [...] Ces [données] doivent garder le statut de confidences vis-à-vis des autres membres du groupe [ici des autres institutions], mais doivent prendre le statut de matériau ethnographique dans le cadre de l'enquête. » [FAINZANG, 2002, P.68].

Par rapport à ce type de difficultés, j'ai envisagé de ne pas citer dans cette analyse le nom de *Globlivres*, pour limiter les possibilités d'identification et de recherche par ce mot-clef. Ceci dit, ce processus m'est finalement apparu comme étant disproportionné par rapport à l'importance de ce mémoire, et par trop incompatible avec les impératifs de lisibilité à apporter à mon analyse. En visitant d'autres bibliothèques interculturelles, telles que celles de Neuchâtel et de Fribourg, je me suis d'autre part rendue compte que les résultats de mon analyse ne leur étaient pas forcément transposables. Or en les dégageant totalement de leur institution d'appartenance, j'empêchais toute confrontation de mes résultats au sein d'une recherche ultérieure.

Il me faut encore mentionner deux biais qui se profilent derrière les extraits d'interactions que je livre dans ce mémoire:

²⁴ Les postulats qui soutendent cette distinction sont explicités en troisième partie de cette analyse.

Pour maintenir une proximité qui me tenaient à coeur dans les relations avec mes collègues et sonder avec la discrétion nécessaire les usagers de la bibliothèque, j'ai privilégié des échanges de courte durée que je n'ai pas enregistrés mais pris en notes pendant ces interactions (ou tout de suite après, lorsqu'il s'agissait d'interactions avec des usagers). J'ai choisi de retranscrire ces données selon un mode de retranscription libre, qui restitue le phrasé de mon interlocuteur sans reproduire d'éventuelles hésitations ou tournures liées par exemple à des problèmes de langue – sachant que ces derniers ne constituent pas l'objet de mon analyse. Les extraits d'interactions sont donc selon les cas légèrement reformulés.

Du moment que c'est à la responsable et à la co-responsable qu'est revenue la tâche de présenter *Globlivres* dans ses statuts ou son "fonctionnement" ²⁵, j'ai acquis une grande partie de mes données au travers d'interactions qui engageaient l'une ou/et l'autre. Les interactions entre autres bénévoles de la bibliothèque, quoiqu'elles mobilisaient parfois indirectement des acceptions de l'« interculturelité », ne comprenaient pas spontanément de discours articulé par rapport aux objectifs de la bibliothèque ou à ses relations vis-à-vis d'autres institutions, par exemple. En conséquence, les propos de la responsable et de la co-responsable sont surreprésentés au sein des extraits d'interactions présentés dans cette analyse. Ce biais reflète néanmoins la légitimité attribuée à ces deux personnes par les autres membres de l'équipe, ainsi que les rôles (de "porte-parole") qu'elles occupaient effectivement lors de visites, colloques ou autres manifestations.

4.4. Restitution des données

Je privilégie une rhétorique qui commence par donner les différents résultats de ma réflexion et les argumente ensuite à l'aide d'extraits d'interactions ou d'observations menées sur le terrain. Ce mode de restitution des données de terrain au sein de l'analyse se rapporte à ce qu'Uwe FLICK appelle: « selective plausibilization » [FLICK, 2006, PP.368s]. Selon cet auteur, cette démarche peut amener le lecteur à douter de la « fiabilité » ²⁶ de l'analyse, du moment que la sélection ou non de certaines données est susceptible de dépendre de ce que ces dernières illustrent ou non les conclusions de

²⁵ Ceci que ce soit par exemple au moment des visites conduites dans l'enceinte de la bibliothèque, ou au moment de former la stagiaire mentionnée plus haut ou le président du comité de l'association *Livres Sans Frontières*, *Renens* entré en fonction quelques mois auparavant.

²⁶ L'auteur utilise le terme de « reliability ».

son auteur. Afin de conserver un capital « fiabilité » le plus élevé possible auprès de mes lecteurs, j'indique en note ou dans le corps du texte les exceptions éventuelles qui se sont présentées aux différentes étapes de ma réflexion. Ceci m'a été possible dans la mesure où ma démarche de sélection n'a eu lieu qu'après ma période de terrain, au moment d'entamer la phase d'écriture. Durant cette phase de réflexion, je suis partie des interactions ou observations recueillies sur mon terrain puis en ai déduit les résultats mentionnés ci-dessus après les avoir classés par thématiques.

Enchaîner les résultats puis les "preuves" me permet de synthétiser mon analyse, en évitant au mieux les redondances. Le fait que la plupart de mes résultats cadrent avec ma problématique ne provient d'autre part pas que du processus de sélection que j'ai emprunté, mais aussi du fait que j'ai adapté la problématique en question aux interrogations émergées sur le terrain.

I

P R E M I È R E
P A R T I E

Analyse de réseaux

Cette première partie répond aux questionnements qui m'ont occupée à mon arrivée sur le terrain, à savoir: **dans quelle mesure et comment la notion d'interculturalité est-elle mobilisée pour définir les spécificités de *Globlivres* vis-à-vis d'institutions avec lesquelles elle est en réseau ?**

La notion de « réseau » à laquelle je me rapporte dans cette question fait référence à une méthode d'analyse elle-même appelée « analyse de réseau ». C'est la méthode que j'ai utilisée pour identifier les institutions avec lesquelles les porte-parole de *Globlivres* entretenaient des relations suivies pendant ma période de terrain, et les dynamiques de ces relations.

Je commencerai dans cette partie par définir la façon dont je me suis appropriée les méthodes et objectifs de l'« analyse de réseau » au sein de ce travail, pour les profiler selon une perspective à même de satisfaire ma question. Suit une cartographie générale des réseaux qui répertorie les institutions principales auxquelles les porte-parole de *Globlivres* ont référé au moment de mon enquête. Cette cartographie a révélé plusieurs dynamiques relatives au positionnement de *Globlivres* au sein du « champ social » [BOURDIEU, 1982] dont elle fait partie. Ici, je postule avec Pierre BOURDIEU que le positionnement d'une entité (ici: *Globlivres*) au sein d'un champs social est l'enjeu d'une compétition entre différentes entités souhaitant occuper une position « légitimée » et « légitimante » au sein de ce champ ²⁷. Nous verrons que ces dynamiques ont eu des répercussions sur la manière d'exprimer l'identité attribuée à *Globlivres* de l'intérieur comme de l'extérieur de l'institution. Au terme de ce développement, nous pourrons constater la mesure dans laquelle l'expression de cette identité a mobilisé la notion d'interculturalité, et les façons dont cette dernière a été définie au niveau des réseaux constitués autour de *Globlivres*.

²⁷ Cf. I.3.2.2.

1. Une analyse de réseau sur mesure ²⁸ :

Les différents manuels que j'ai consultés à propos de l'analyse de réseau ont en commun de mettre en garde le lecteur contre la « polysémie » de la notion de réseau. Selon Michel CALLON, en particulier:

« La notion de réseau se heurte à un écueil majeur lié à son succès: sa polysémie, aussi bien entre disciplines qu'à l'intérieur même de chaque discipline, rend souvent son utilisation confuse. » [CALLON, 1999, p.1].

J'ajoute, à la suite de ces lectures, que les objectifs de l'analyse de réseau varient largement d'une perspective à l'autre. C'est la raison pour laquelle je prends le parti d'adapter les méthodes de l'analyse à ma question, en choisissant au sein de mes lectures les points de méthodologie qui me permettent d'y répondre. Ce faisant, ma perspective d'analyse prend garde à ne pas définir *a priori*, ou en la déduisant de la désignation de *Globlivres* en tant que « *bibliothèque interculturelle* », la façon dont cette dernière est appréhendée de l'intérieur ou de l'extérieur de l'institution.

J'associe tout d'abord les objectifs de mon analyse à l'assertion suivante:

« L'analyse [de réseaux sociaux] n'est pas une fin en soi. [Elle] est au contraire [...] le moyen d'élucider des structures sociales et de s'interroger sur leurs rôles. » [FORSÉ, 2008, p.11].

Il ne s'agit pas, ici, de s'intéresser en propre aux dynamiques des réseaux développés de part et d'autre de *Globlivres*, mais de souligner l'impact de ces dynamiques sur les manières dont les différents acteurs du réseau ont défini les spécificités de cette institution.

Sur le terrain, j'ai utilisé une définition des réseaux qui m'a permis dans un premier temps de répertorier un nombre élevé d'« actants » [CALLON, 1995, pp.53-54] avec lesquelles les représentants de *Globlivres* étaient susceptibles d'interagir. Je rattache *a posteriori* cette définition à celle donnée par Pierre MERCKLÉ:

« Un réseau social [...] peut être défini provisoirement comme constitué d'un ensemble d'unités sociales et des relations que ces unités sociales entretiennent les unes avec les autres, directement ou indirectement, à travers des chaînes de longueurs variables. Ces unités sociales peuvent être des individus ou bien des organisations plus formelles, comme des associations, des entreprises, voire des pays. Les relations entre les éléments désignent des formes d'interactions sociales qui peuvent être elles aussi de nature extrêmement diverses. »

[MERCKLÉ, 2004, p.4].

²⁸ Pour un historique des différentes analyses de réseau, voir MERCKLÉ, 2004.

Dans la mesure où j'envisage *Globlivres* comme une institution ²⁹, je focalise la cartographie des réseaux qui suit sur les relations que *Globlivres* a entretenues vis-à-vis d'autres institutions durant mon enquête. Il s'agit d'institutions dont les individus avec lesquels les représentants de *Globlivres* ³⁰ ont plus particulièrement interagi pendant cette période se sont revendiqués. Elles ne sont donc pas les seules institutions avec lesquelles *Globlivres* ait entretenu des relations au cours de son histoire. Je les ai sélectionnées en raison de la récurrence des liens qu'elles ont entretenus avec *Globlivres* et vis-versa. Ces liens ont soit été évoqués à plusieurs reprises sur le terrain, soit ils y ont été tissés de façon répétée au moment de mon observation ³¹. Le contexte dans lequel ils ont été utilisés ne me permet pas de déterminer si ces liens ont été évoqués au hasard des discussions ou dans un but précis, pour définir l'institution.

Mes données proviennent par ailleurs d'interactions qui se sont produites au sein de *Globlivres* uniquement. En ce sens, elles sont soumises à un biais du même ordre que celui mentionné par Pierre MERCKLÉ [2004] ³² face aux études portant sur les « réseaux personnels ». Le biais en question est lié au fait que ce sont les sujets de l'analyse eux-mêmes qui fournissent les indications quant aux réseaux qui les entourent. Ceci dit, je compte dessus pour donner de la visibilité aux institutions vis-à-vis desquelles les représentants de *Globlivres* ont entretenu des liens de façon consciente – et vis-à-vis desquelles ils ont en conséquence été susceptibles de définir les spécificités de la bibliothèque.

²⁹ Cf. INTRO.3.1.

³⁰ Par « représentant », je veux dire que j'ai focalisé mon attention sur les relations entretenues dans des situations où des membres du personnel (souvent les salariées, au moment de mon terrain) représentaient consciemment *Globlivres*. Ceci par opposition à des relations d'ordre personnel.

³¹ J'ai de ce fait ignoré les « liens faibles », dont l'analyse a été privilégiée en d'autres endroits pour interpréter certaines stratégies d'individus sur leurs réseaux [cf. GRANOVETTER Marc S. 1973. « The Strength of Weak Ties ». *American Journal of Sociology* (Chicago) n°78(6), pp.1360-1380], mais dont il m'était malaisé de préjuger de la représentativité sur une période d'analyse relativement courte.

³² Pierre MERCKLÉ fait référence sur ce point à KILWORTH Peter D., BERNARD Russel H.. 1977. « Informant Accuracy in Social Network Data II. ». *Human Communication Research* (New Brunswick NJ) n°4(1). pp.3-18.

2. Cartographie générale des réseaux:

La représentation qui suit s'inspire des sociogrammes en ce qu'elle « ne retient "des réseaux concrets que la forme la plus épurée" [...] [...] [L]e nombre de leurs sommets et la disposition relative des sommets les uns par rapport aux autres, les distances entre eux et donc la longueur des arcs ne sont pas significatives [...]» [MERCKLÉ, 2004, p.24³³].

Pierre MERCKLÉ poursuit:

« La clarté de la représentation est la première raison d'être du sociogramme [pour] facilite[r] la perception du réseau. » [MERCKLÉ, 2004, p.24].

Etant donné la nature nécessairement partielle des données auxquelles j'ai eu accès pendant ma période de terrain, je l'ai limitée à ce que Michel CALLON appelle la « grammaire élémentaire » des réseaux, et qui consiste en « la représentation la plus élémentaire de la notion de réseau[,] condui[san]t à ne considérer que des points (" entités ") liés les uns aux autres (par des " relations "). » [CALLON, 1999, p.2].

J'ai classifié les institutions représentées dans cette cartographie en fonction de ce que j'appellerai des " facteurs de transactions ": A savoir:

- **Ouvrages**, qui motivent des **réseaux d'acquisition**
- **Subsides**, qui motivent des **réseaux financiers**
- **Publics & Personnel de la bibliothèque**, qui motivent des **réseaux autres que financiers et d'acquisition**.

Il est entendu que ces catégories constituent des « idéaux-types », qui – comme le prévoie Max WEBER – se recoupent en pratique selon les cas [WEBER, 1965 (1904)]. Ceci dit, elles m'ont permis d'isoler les réseaux se rapportant à l'acquisition d'ouvrages et au financement de *Globlivres*, sur lesquels j'ai axé une grande partie de mon analyse.

³³ A l'intérieur de cette citation, Pierre MERCKLÉ cite Daniel PARROCHIA. 1993. *Philosophie des réseaux*. Paris: PUF. 300p.[p.215].

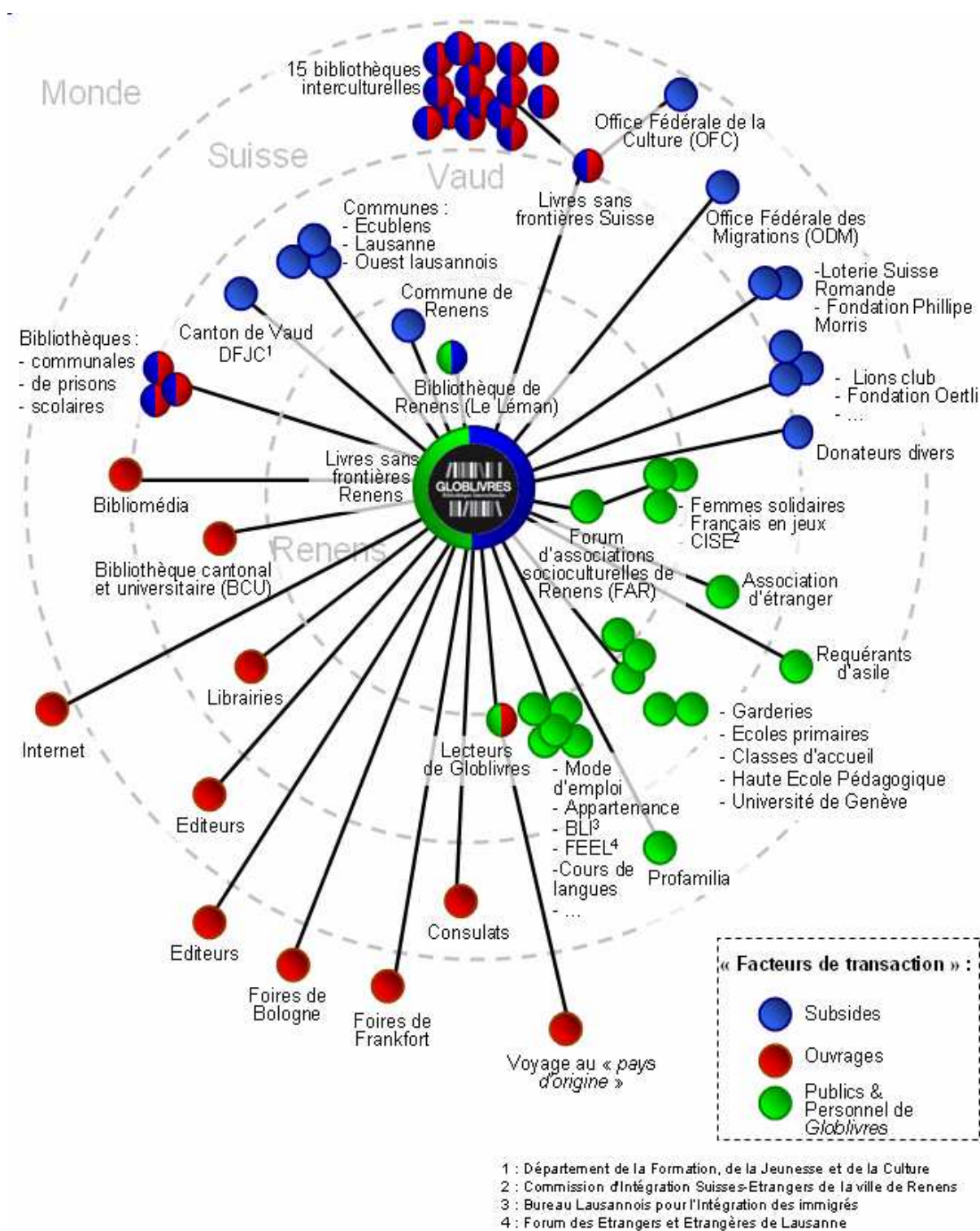


FIG.7 : Cartographie générale des réseaux de Globlivres³⁴

³⁴ Cette cartographie se focalise sur les liens entretenus entre *Globlivres* et d'autres institutions. Pour des raisons de lisibilité et de limitation de l'objet d'étude, elle n'inclut pas les éventuels liens que ces autres institutions tissent entre elles.

3. Ce que nous apprend l'analyse de ces réseaux:

La manière dont j'ai organisé la représentation des réseaux ci-avant [FIG.7] permet d'isoler deux types de réseaux: les réseaux d'acquisition d'ouvrages et les réseaux de financement. Analyser les positions qu'a occupées *Globlivres* sur ces réseaux permet de concevoir le type de relations qu'elle a entretenu vis-à-vis d'autres institutions, ainsi que la façon dont elle a été définie au sein de ces interactions. C'est en recourant à ce procédé d'analyse qu'il me sera possible d'explicitier, en fin de cette partie, comment l'« interculturalité » de *Globlivres* a été mobilisée pour définir ses spécificités vis-à-vis d'autres institutions.

Commençons par analyser le positionnement de *Globlivres* sur ses réseaux d'acquisition d'ouvrages, dont je simplifie ci-après la formulation en y faisant référence en tant que « réseaux d'acquisition ».

3.1. *Globlivres* face à ses réseaux d'acquisition:

La responsable résume ainsi, lors d'une visite, les différentes sources mobilisées pour acquérir les ouvrages de la bibliothèque:

« Pour les livres, on les trouve aux foires du livre, à Francfort et à Bologne, par exemple, on prend contact avec les éditeurs ou les personnes qui partent dans leur pays et en rapportent, ou maintenant, on les trouve sur internet. ».

Les « *personnes qui partent dans leur pays* » sont en fait des usagers de *Globlivres* auxquels le personnel demande de profiter qu'ils soient momentanément hors de Suisse pour acheter des livres dans la langue locale. Ces sources sont complétées par quelques achats effectués localement, en librairie. Une petite partie des livres de la bibliothèque est aussi issue d'une collaboration avec des ambassades de plusieurs pays, sollicitées à l'occasion de la mise sur pied de l'une des expositions proposées par le personnel de *Globlivres*. J'y réfère à la FIG.8 en tant que « consulats ». Notons qu'au final, la majeure partie des institutions avec lesquelles *Globlivres* s'est liée pour obtenir des ouvrages se situent en dehors des frontières suisses.

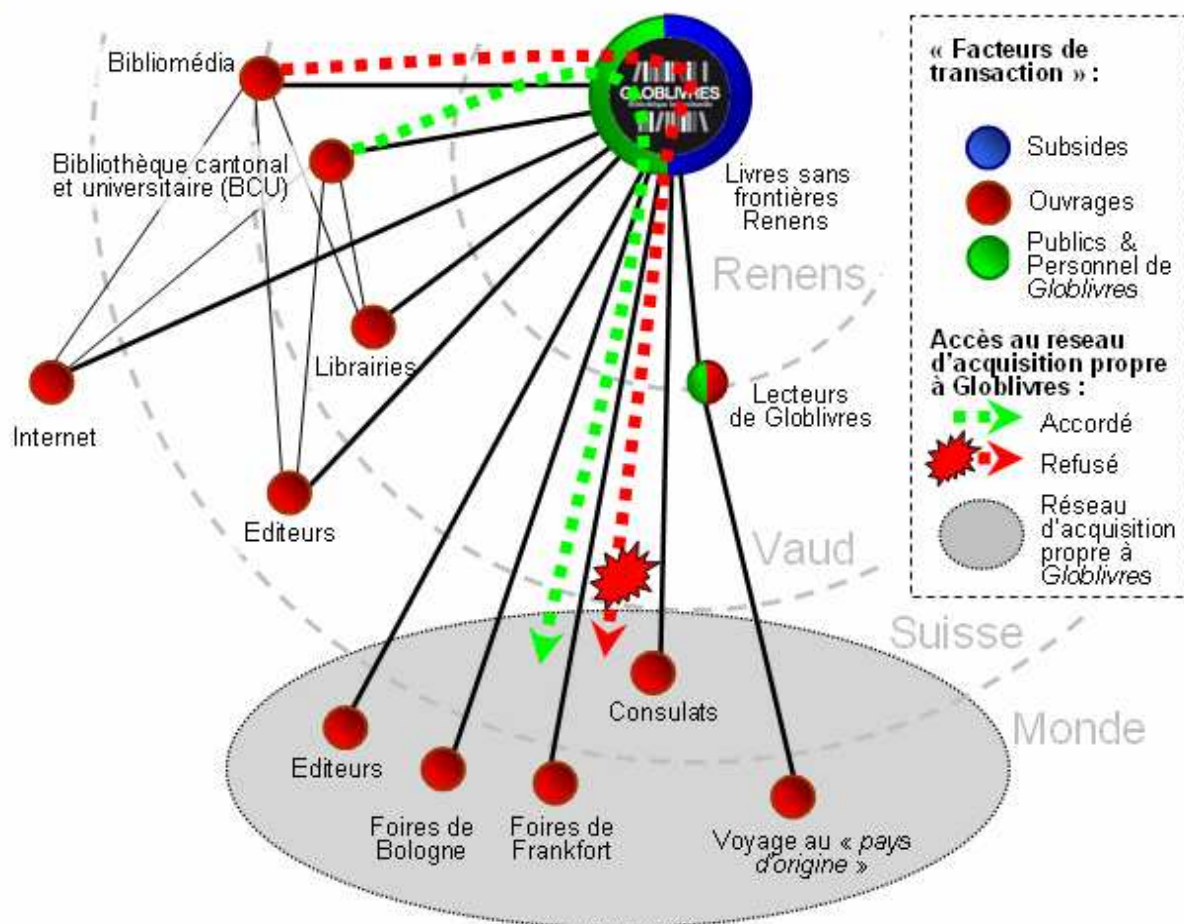


FIG.8 : Cartographie des réseaux d'acquisition de Globlivres

Ces différentes sources constituent des réseaux d'acquisition convoités. Ceci notamment en ce qui concerne les institutions situées hors de la Suisse, auxquelles d'autres bibliothèques suisses disent ne pas avoir facilement accès. Pendant la durée de mon terrain, deux représentantes de bibliothèques, en particulier, ont sollicité auprès de la responsable de *Globlivres* un accès à ces réseaux. Les bibliothèques en question sont:

- *Bibliomédia*, une fondation de droit public qui propose aux bibliothèques suisses un prêt payant de stocks d'ouvrages.

Lors du week-end annuel de rencontre de l'Association *Livres Sans Frontières, Suisse*, l'une des représentantes de *Bibliomédia* demande au personnel des bibliothèques interculturelles (dont *Globlivres*) de partager avec elle une partie de ces réseaux d'acquisition. Ceci pour alimenter ses fonds en ouvrages de langues difficiles à trouver auprès de distributeurs suisses

- la *Bibliothèque Cantonale et Universitaire* du canton de Vaud (BCU):

A la suite d'un stage effectué par l'une de leurs apprenties auprès de *Globlivres*, l'une de ses représentantes demande conseil à la responsable de *Globlivres* pour

acquérir des ouvrages en portugais et en albanais principalement, à destination de la BCU.

Les représentantes de ces deux bibliothèques ont sollicité cet accès aux réseaux d'acquisition de *Globlivres* pour obtenir des ouvrages difficiles à se procurer autrement que par ces réseaux. Elles l'ont sollicité en argumentant que les sources d'acquisition de *Globlivres* elles-mêmes leurs étaient difficilement accessibles (surtout en ce qui concerne les « *gens qui partent dans leur pays* »).

3.1.1. Un statut d'intermédiation:

Je déduis de la position de *Globlivres* sur ses réseaux d'acquisition que cette dernière (*Globlivres*) occupe un statut d' " intermédiation " ³⁵ par rapport aux deux bibliothèques susmentionnées. Ceci dans la mesure où nous voyons dans ce qui précède que *Globlivres* apparaît comme un intermédiaire pour permettre aux représentantes de *Bibliomédia* et de la BCU d'accéder aux ouvrages qu'elles souhaitent acquérir. Ceci me permet de rendre compte de la position de force, ou du « pouvoir » de *Globlivres* sur ses réseaux d'acquisition, au sens en tout cas où Vincent LEMIEUX définit ce même « pouvoir »:

« [Le pouvoir est] le contrôle par un acteur des décisions qui concernent ses ressources ou celles d'autres acteurs » [LEMIEUX, 1997, P.70].

C'est le cas de la responsable de *Globlivres* qui, comme nous le verrons dans le paragraphe suivant, contrôle l'accès des bibliothèques susmentionnées aux ressources d'acquisition situées hors de la Suisse.

3.1.2. Les raisons de l'octroi ou du refus d'accès aux réseaux d'acquisition:

La responsable use du « pouvoir » lié à la situation d'intermédiation de *Globlivres* pour décliner la requête de *Bibliomédia* – dans un premier temps au moins. Je l'explique comme ceci: dans ce cas, derrière le partage de sources d'acquisition se profile le partage d'une source de financement propre à *Globlivres*. Au moment de l'interaction, la

³⁵ J'emprunte le terme d' « intermédiation » à Linton C. FREEMAN, qui l'utilise dans l'un de ses articles. Selon cet auteur, « l' " intermédiation " d'un individu se mesure [...] par le nombre de chemins qui passent par lui » [FREEMAN Linton C. 1979. « Centrality in Social Networks: Conceptual Clarifications ». *Social Networks* (Lausanne) n°1(3). pp.215-239]. Je retiens l'idée générale de sa définition (le fait qu'un individu soit « intermédiaire » du fait de la position-clef qu'il occupe au sein d'un réseau), mais laisse de côté tout aspect quantitatif.

représentante de *Bibliomédia* se donne pour objectif de fournir des bibliothèques publiques en ouvrages de langues « *nationales* », mais aussi « *étrangères* », en référence à des publics de « *migrants* »³⁶. Ce faisant, elle est susceptible de priver *Globlivres* d'une source de financement. *Globlivres* tire en effet une partie de ses recettes de locations d'ouvrages à ces mêmes bibliothèques publiques, et ce, pour une offre identique.

Face à la requête de la BCU, cette fois-ci, la direction de *Globlivres* accepte avec enthousiasme de partager ses réseaux d'acquisition. Ceci à condition que les fonds d'ouvrages ne se recoupent pas entre les deux bibliothèques. Voici ce que la responsable propose à la représentante de la BCU:

« Ce que je pensais, c'est qu'[en portugais et en albanais,] vous vous pourriez avoir vraiment des classiques universitaires, et nous des livres plus récréatifs, qui correspondent plus aux demandes de nos lecteurs. Comme ça on peut se débarrasser des classiques qu'on se sent obligés d'avoir, et arranger un prêt interbibliothèque ».

La responsable formule ce partage des ressources d'acquisition en terme de « *complémentarité* ». Selon mon analyse, en s'assurant de ce que la BCU n'acquière pas le même type de fonds que *Globlivres*, elle garantit le maintien des publics-cible de *Globlivres*, intéressés par « *des livres plus récréatifs* ». De plus, en continuant à être la seule à offrir certains types de fonds, *Globlivres* est extraite de toute compétition financière avec des institutions qui proposeraient le même type de services. J'élaborerai plus loin cette réflexion au point I.3.2.2., en relation avec la notion de « marché » empruntée à Pierre BOURDIEU.

A ce stade, j'ai posé l'hypothèse que l'accès aux réseaux d'acquisition de *Globlivres* est accepté ou refusé en fonction du fait qu'il implique ou non un accès concurrentiel à ses réseaux de financement. Précisons donc maintenant le positionnement de *Globlivres* au sein de ces réseaux de financement.

3.2. *Globlivres* face à ses réseaux de financement:

Pour étudier le positionnement de *Globlivres* au sein de ces réseaux de financement, j'ai focalisé mon attention sur ses sources régulières ou semi-régulières (soumises à

³⁶ Les termes entre guillemets sont ici ceux que la représentante de *Bibliomédia* utilise lors de l'interaction.

l'aval d'un projet) de financements. Ces dernières représentent les montants sur lesquels *Globlivres* fonde son budget de fonctionnement, contrairement aux sources irrégulières de financements.

La question de l'obtention des financements s'est "spontanément" posée sur le terrain, à mesure que les porte-parole de *Globlivres* l'énonçaient comme problématique. Elle est par la suite venue renforcer ma propre problématique, dans la mesure où analyser l'origine de ses financements et surtout en quelle qualité ils étaient délivrés à *Globlivres*, m'a permis d'observer si ces bailleurs de fonds s'attachaient à considérer la bibliothèque comme « interculturelle » dans leur démarche de soutien. Nous verrons d'autre part au point 1.3.3. que l'obtention de ces financements a motivé une rhétorique de « distinction » dans la bouche des porte-parole de *Globlivres*, qui mobilisait (quoique de façon parfois indirecte) la notion d'interculturalité.

Comme nous le voyons au sein de la cartographie proposée ci-dessous [FIG.9], *Globlivres* obtient ses financements réguliers et semi-réguliers de communes de l'Ouest

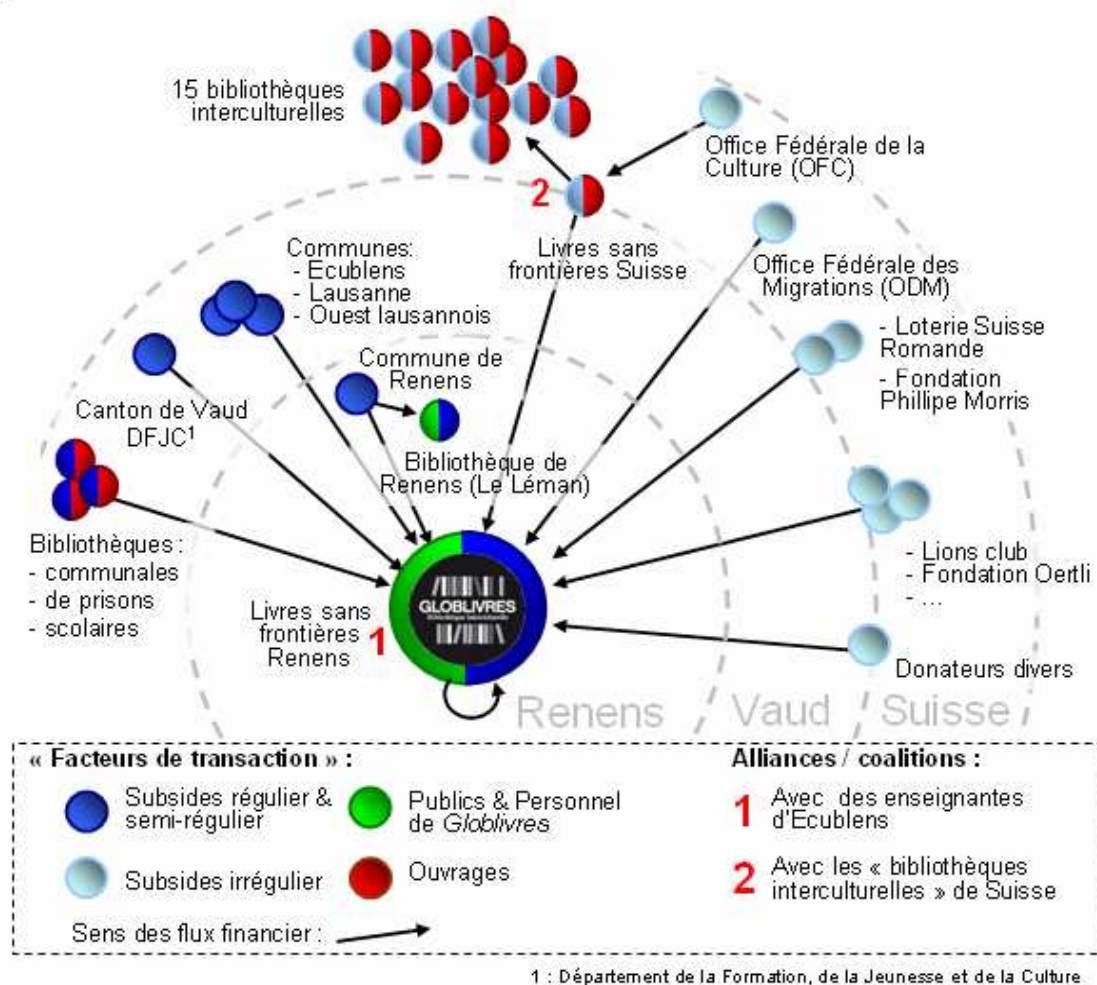


FIG.9 : Cartographie des réseaux de financements de *Globlivres*

Lausannois, du Canton Vaud et de la Confédération helvétique. La totalité de ces administrations sont situées en Suisse. Une majorité d'entre elles demeure à un niveau local (dans l'enceinte du canton de Vaud), voire "micro-local" (en région lausannoise). Au moment de mon terrain, celles qui fournissent à *Globlivres* les subsides les plus importants sont les communes de Renens et de Lausanne, ainsi que l'*Office Fédéral de la Culture* (OFC).

J'ai constaté que l'obtention de ces financements était liée en partie à la constitution de réseaux d' " alliance ", et en partie à la constitution de relations de « *complémentarité* » (selon les termes de la responsable). Alliances et relations de « *complémentarité* » sont développées vis-à-vis d'institutions susceptibles d'être en compétition avec *Globlivres* pour l'obtention des ressources financières.

3.2.1. La constitution de réseaux d'alliances pour obtenir des financements:

Historiquement, les premières alliances sont formées autour de 1988 avec la fondation de l'association *Livres Sans Frontières*, *Renens* sous l'initiative des deux fondatrices principales de *Globlivres*. Pour constituer cette association, ces dernières s'allient notamment avec des enseignantes, dont l'une bénéficie de contacts au sein de l'administration communale d'Ecublens³⁷.

A travers l'activation de ces contacts en faveur de *Globlivres*, cette enseignante lui permet d'obtenir ses premiers subsides (les premiers qui ne soient pas issus de fonds propres au personnel de l'association). Elle propulse ainsi *Globlivres* au sein d'un réseau de financement que Jean-Bernard RACINE & Marina MARENGO qualifient d'« officiel » [RACINE & MARENGO, 1998, P.7]. Au sein de leur analyse des *Lieux de l'interculturalité* en région lausannoise, ces auteurs opposent ce « réseau officiel » ou « réseau social officiellement reconnu » à un « réseau non-officiel », ou « réseau social connu – mais largement non officialisé »³⁸ au rang duquel ils classent aussi *Globlivres*, selon les périodes de son histoire [RACINE & MARENGO, 1998, P.6].

³⁷ Ecublens est une commune vaudoise voisine de Renens.

³⁸ Dans le cas de *Globlivres*, le réseau constitué par le Forum des Associations socioculturelles de Renens (FAR), dont fait partie *Globlivres* dès lors qu'elle est promue au rang de bibliothèque d'association, compte parmi les « réseaux sociaux officiellement reconnus », tels qu'il sont définis par RACINE & MARENGO [1998].

Comme nous l'avons vu en introduction (INTRO.1.4.), les subsides en provenance de la commune d'Ecublens motivent peu à peu l'obtention de subsides de la part de la commune de Renens, d'autres communes de la région lausannoise (dont Lausanne) et du canton de Vaud.

L'une des fondatrices de *Globlivres* m'explicite l'enjeu qui a présidé à la constitution de l'association *Livres Sans Frontières, Renens* selon ces termes:

« C'était un premier pas à faire, juridiquement, pour obtenir la reconnaissance ».

Grâce à ce qui précède, nous voyons que derrière l'enjeu de la « reconnaissance » s'en profile un deuxième. La constitution de ces premières alliances amène aussi *Globlivres* à obtenir des financements d'ordre régulier. Ceci lui assure une certaine stabilité en dehors des cotisations et montants irréguliers que reçoit l'association.

C'est également en suivant cette logique que la responsable me décrit l'enjeu de la constitution de l'*Association Livres Sans Frontières, Suisse*, cette fois-ci. Cette deuxième alliance a lieu en 1993. Les fondatrices souhaitent alors obtenir des subsides de la part de l'*Office Fédéral de la Culture* (OFC). Ce dernier pose comme condition express à l'octroi de financements la constitution d'une association faîtière qui regroupe l'ensemble des associations se revendiquant en Suisse de l'intitulé de « bibliothèques interculturelles ». L'équipe de *Globlivres* fonde alors l'*Association Livres Sans Frontières, Suisse*. Au moment de mon terrain, cette association, aussi appelée: « réseau des bibliothèques interculturelles » par ses membres, comprend seize associations, réparties entre seize cantons différents.

L'une de mes observations sur le terrain renforce mon assertion selon laquelle cette alliance vise tout particulièrement l'obtention de financements réguliers. Sur mon terrain, je m'attendais à identifier un nombre élevé d'échanges entre *Globlivres* et les autres bibliothèques interculturelles du moment qu'elles étaient constituées en « réseau » (énoncé comme tel sur le terrain). Or j'ai constaté que ces liens n'étaient que très peu activés par rapport à ceux que les représentants de *Globlivres* ont entretenu vis-à-vis d'autres réseaux associatifs dont elle (*Globlivres*) faisait partie, tel le *Forum d'Associations socioculturelles de Renens* (FAR), par exemple. En dehors de quelques échanges d'ouvrages, le " facteur de transaction " qui a motivé le réseau avec les

bibliothèques interculturelles s'est effectivement principalement limité à l'argent distribué par l'OFC ³⁹.

Les alliances que j'ai mentionnées ci-dessus sont constituées de manière officielle, vis-à-vis de personnes influentes (dans le cas de l'association *Livres Sans Frontières, Renens*), ou d'institutions susceptibles de candidater aux mêmes sources de financement que *Globlivres*, tout en offrant le même type de prestation (dans le cas de l'Association *Livres Sans Frontières, Suisse*). Comme nous le voyons au sein de la cartographie des réseaux [FIG.9], le personnel de *Globlivres* est également confronté à des institutions qui partagent ses ressources de financement sans qu'elles ne soient par ailleurs officiellement "alliées". C'est le cas par exemple de la *Bibliothèque du Léman*. Cette dernière est extérieure aux réseaux associatifs dont fait partie *Globlivres* mais partage avec elle les ressources financières que la commune de Renens octroie aux bibliothèques sur son territoire. Face à cette institution, la direction de *Globlivres* développe des relations qu'elle qualifie de relations de « *complémentarité* » pour maintenir l'obtention de financements auprès de la commune de Renens.

3.2.2. La constitution de réseaux de « *complémentarité* » pour maintenir l'obtention de financements:

Le partage de ressources financières entre *Globlivres* et la *Bibliothèque du Léman* apparaît comme problématique avant même que la commune de Renens n'octroie des financements à *Globlivres* ⁴⁰. D'après un ensemble de lettres que j'ai pu consulter au sein des archives de la bibliothèque, la représentante de la commune de Renens refuse tout d'abord de subventionner *Globlivres*. Ceci en soulignant qu'il existe déjà une

³⁹ Les bibliothèques se rencontrent officiellement deux fois l'an, et en dehors de ces deux occasions, qui ont eu lieu pendant ou pas loin de ma période de terrain, le personnel de *Globlivres* n'a eu de contact au travers de la bibliothèque avec une autre de ces bibliothèques interculturelles que pour des échanges ponctuels d'ouvrages, ou pour des questions d'ordre informatique, relatives à la plateforme que deux d'entre elles partagent.

⁴⁰ Remarquons que *Globlivres* partageait déjà une longue histoire de relations avec la *Bibliothèque du Léman*, qui impliquaient des collaborations plus ou moins heureuses, selon les cas, entre les deux bibliothèques. Une de ces tentatives de collaboration a lieu avant la fondation de *Globlivres*, lorsque les fondatrices de la bibliothèque cherchent à louer un local pour y mettre à disposition des livres en « *langue étrangère* » [selon les termes de la co-responsable, lorsqu'elle fait allusion à cet épisode] au sein même de l'espace de la *Bibliothèque du Léman*. Cette dernière refuse – ce qui est fréquemment évoqué ensuite par la responsable et la co-responsable de la bibliothèque pour expliquer la nature des relations actuelles entre Le Léman et *Globlivres*.

A noter, par ailleurs, que ces deux bibliothèques sont géographiquement proches l'une de l'autre (1.3 km).

bibliothèque à Renens (la *Bibliothèque du Léman*), et que la ville se voit dans l'impossibilité d'en soutenir une deuxième.

Au moment de mon terrain, le président du comité de *Globlivres* assiste plusieurs fois à des réunions de *Coordination des Bibliothèques du Sud-Ouest Lausannois* présidées par la conseillère municipale de Renens chargée du service de la *Culture, jeunesse et sports*. D'après mes recherches au sein des archives de *Globlivres*, ces réunions succèdent à d'autres réunions d'une *Commission des bibliothèques*. Leurs procès-verbaux évoquent, derrière la question d'une distribution des rôles et des publics, celle de la répartition des subsides entre les deux bibliothèques. Le président du comité résume ainsi les interrogations de l'époque, qui continuent d'après lui de circuler au sein des réunions actuelles:

« Pourquoi est-ce qu'il y a deux bibliothèques à Renens? »

Il ajoute:

« Je dois [...] écrire un rapport au conseil communal, pour leur dire que [*Globlivres* et la *Bibliothèque du Léman*,] c'est des gens qui se connaissent, qui se renvoient l'un vers l'autre, pour qu'ils n'aient pas l'impression que c'est deux bibliothèques qui se font concurrence, qui saignent l'habitant déjà saigné par les impôts ».

Nous pouvons déduire de ce qui précède que *Globlivres* apparaît comme étant engagée dans des rapports de force vis-à-vis de la *Bibliothèque du Léman* pour obtenir une partie non négligeable de ses financements. Face à cette situation, la responsable de *Globlivres* met en évidence – comme dans le cas de la BCU – des relations de « complémentarité » entre *Globlivres* et la *Bibliothèque du Léman*. Ces dernières consistent à mettre les publics en réseau entre les deux institutions en fonction de leurs intentions de lecture. A ma demande, la responsable me résume ainsi l'entretien téléphonique qui a eu lieu entre elle et la responsable de la *Bibliothèque du Léman* suite à la réunion décrite plus haut par le président du comité:

« Je lui ai dit que notre collaboration, c'est qu'ils nous envoient les personnes qui veulent des livres en langues étrangères, et nous [on leur renvoie les personnes qui veulent] des livres en français ou des documentaires qu'on n'a pas ici. »

Les « personnes » en question désignent des habitants de Renens, et notamment des enfants qui viennent chercher à *Globlivres* des lectures en français ⁴¹.

* * *

⁴¹ Nous reviendrons sur cet usage de la bibliothèque en troisième partie de ce travail.

L'analyse qui a précédé m'a permis de mettre à jour la dynamique relationnelle qui régnait entre *Globlivres* et d'autres institutions partageant ses ressources d'acquisition ou de financement lors de mon enquête. Ce qui est intéressant, c'est qu'au sein des interactions qui ont eu lieu à ce niveau, entre représentants de *Globlivres* et représentants de ces institutions, sont presque systématiquement apparus des indices sur la façon dont *Globlivres* était définie de part et d'autre. C'est le cas par exemple de la citation ci-dessus (qui commence par « *Je lui ai dis que [...]* »), et plus globalement lorsque les interactions ont lieu dans le cadre des réseaux de « *complémentarité* » développés vis-à-vis de la BCU et de la *Bibliothèque du Léman*.

Dans l'extrait mobilisé ci-dessus apparaît le profil attribué à *Globlivres* par rapport à la *Bibliothèque du Léman*. Face à des publics conçus comme similaires (ils sont dans les deux cas considérés comme des habitants de Renens), *Globlivres* argumente une « distinction ». Une « distinction » du type de celle que Pierre BOURDIEU postulait dans le cas d'individus s'inscrivant au sein d'un même champ social et y occupant ou désirant y occuper une position « légitimée » et « légitimante » en mobilisant un accès à des ressources qu'il nomme, selon les cas, « capital social » ou « capital économique » [BOURDIEU, 1982]. Ceci à la différence près que dans le cas de *Globlivres*, la distinction ne vise pas « l'appropriation exclusive des signes distinctifs » qui puisse légitimer son autorité sur ce champ [BOURDIEU, 1982, p.279]. Elle conduit à argumenter, par sa « différence », la possibilité de partager l'accès à un « capital économique » (ici, les subsides issus de la commune de Renens). En s'engageant ainsi dans une compétition d'ordre économique (au sens financier du terme), les porte-parole de *Globlivres* ne visent pas l'hégémonie sociale, mais un positionnement qui leur garantisse l'acquisition de ressources financières.

Le champ dont *Globlivres* fait partie, qui comprend des institutions s'adressant potentiellement à ses publics-cible, « fonctionne [ainsi] comme marché » (au sens non financier du terme, cette fois-ci), pour reprendre la terminologie de Pierre BOURDIEU [1982, p.70]. Ce dernier définit le « marché » comme un lieu de compétition entre individu y faisant valoir des « capitaux » tantôt « économiques », tantôt « culturels » et tantôt « symboliques » pour acquérir une position de force.

Comme nous l'avons vu, en énonçant *Globlivres* comme une bibliothèque de et pour « *migrants* », la responsable lui assure une position sécurisée au sein du « marché » des bibliothèques l'environnant. Se distinguer des institutions mentionnées plus haut

assure dans une certaine mesure à la direction de *Globlivres* de continuer à obtenir des financements de la part d'administrations qui refusent sinon de subventionner des institutions qui se feraient par ailleurs concurrence. Ainsi, d'après la responsable, la ville de Lausanne octroie des financements importants à *Globlivres* « *parce qu'ils n'ont pas de bibliothèque interculturelle* ».

Regardons maintenant plus précisément les « arguments » qui permettent aux porte-parole de *Globlivres* de se distinguer de la *Bibliothèque du Léman*, ou de la BCU. Ceci me permettra d'estimer la régularité à laquelle les représentants de *Globlivres* font référence à ce qu'ils conçoivent comme de l'« interculturelité » pour énoncer les spécificités de leur institution.

3.3. Les arguments d'une « distinction »:

3.3.1. D'« autres » ouvrages, en « d'autres langues »:

Lorsque la responsable ou la co-responsable ont fait visiter *Globlivres* à des publics d'institutions vis-à-vis desquelles *Globlivres* ne partageait (d'après mon enquête) pas particulièrement de ressources, elles ont systématiquement et en premier lieu articulé ses spécificités sur un point: le fait que cette bibliothèque renferme des ouvrages en « d'autres langues ». Par exemple, lorsqu'en novembre 2008 la co-responsable de *Globlivres* reçoit une classe d'école primaire de Renens, elle commence par leur poser cette question ⁴²:

« *Est-ce qu'il y en a parmi vous qui parlent d'autres langues à la maison?* »

Les élèves mentionnent tour à tour plusieurs langues telles que l'espagnol, le portugais, l'italien ou le bosniaque. La co-responsable reprend:

« *Ce qu'il y a de spécial, dans cette bibliothèque, c'est qu'on a des livres dans d'autres langues.* »

Cette spécificité, qui n'a pas été clairement énoncée en terme d'« interculturelité » au moment de son évocation, m'a plus tard été décrite comme une façon de définir l'« interculturelité » de *Globlivres*.

⁴² Cette question est presque systématique à l'accueil de ces classes pour des visites de *Globlivres*. Je n'en multiplie pas les exemples pour ne pas alourdir cette restitution de données.

Au sein des interactions entre représentants de *Globlivres* et ceux de la *Bibliothèque du Léman* ou de la BCU, cette fois-ci, la spécificité ou distinction qu'attribuent la responsable et la co-responsable à *Globlivres* dépasse le cadre des langues: Face à ces deux bibliothèques, la responsable de *Globlivres* argumente un statut d'ouvrages distinct. Elle désigne les livres proposés à *Globlivres* comme des ouvrages plus « légers »⁴³ que ceux proposés par la BCU, et plus « ludiques » que ceux proposés au sein la *Bibliothèque du Léman* (qui s'est révélée être considérée comme une bibliothèque scolaire).

En soi, ceci n'est pas vraiment étonnant. En prenant connaissance des typologies de bibliothèques dressées par l'UNESCO⁴⁴, par exemple, je me suis rendu compte que les bibliothèques y étaient classées non seulement par type de public, mais aussi par statut d'ouvrages proposés. Or il ressort également des interactions entre représentants de *Globlivres* et ceux de la *Bibliothèque du Léman* ou de la BCU que la gestion de *Globlivres* elle-même était mobilisée pour distinguer cette dernière des bibliothèques susmentionnées. La gestion en question a été spontanément décrite aussi bien par des membres du personnel de *Globlivres* que par les membres de la BCU comme étant « plus souple » que dans d'autres bibliothèques.

Nous verrons au point I.3.4. que cette « souplesse » a également été rapportée à une pratique de l'« interculturalité » sur le terrain.

3.3.2. Une « autre » gestion, d'« autres » modalités d'accueil des publics:

Mes interlocuteurs ont argumenté cette « souplesse » à plusieurs niveaux:

→ Au niveau des horaires d'ouverture de la bibliothèque. Ces derniers sont prolongés au-delà des horaires officiels, en fonction de la demande. La responsable et la co-responsable estiment que ceci est possible parce que les employés de *Globlivres* sont des bénévoles. Alors qu'elles parlent du fait que le personnel représente la

⁴³ Lorsqu'elle restitue ses impressions sur la collaboration possible entre *Globlivres* et la BCU, la responsable de la bibliothèque propose ainsi « *Qu'eux ils aient plutôt des classiques anciens et contemporains, et que nous on puisse avoir des choses plus légères.* »

⁴⁴ Cf. <http://mediadix.u-paris10.fr/cours/Bibliotheconomie/typobib/1typobib.html> [site consulté le 15.05.2010]

bibliothèque lors de fêtes en ville de Renens hors de ses horaires de travail, la co-responsable me dit:

« *C'est des choses, justement, que d'autres bibliothèques ne font pas, parce qu'elles ont des horaires de travail, des budgets, et puis après ça tombe. Alors que nous, on a cette liberté.* ».

Elle poursuit:

« *Pour les salariés, les stands lors des fêtes comptent en heures supplémentaires, alors que nous, on est bénévoles et il y a toujours des gens qui acceptent, qui sont disponibles.* »

→ Au niveau des politiques d'acquisition et de la formulation des projets. Le personnel de *Globlivres* met à plusieurs reprises en évidence le fait qu'ils adaptent ces dernières à la demande des publics. L'une des bénévoles, invitée à réfléchir aux mises en application d'un projet monté par *Bibliomédia* au sein de *Globlivres*, résume ainsi le comportement à adopter:

« *C'est un projet standard, qu'il faudrait qu'on adapte à notre sauce* ».

→ Au niveau, enfin, du type de relations que les bénévoles s'encouragent entre elles à entretenir vis-à-vis des publics de *Globlivres*. Pour m'expliquer ainsi qu'à la stagiaire les manières dont il nous était conseillé de réagir vis-à-vis de lecteurs qui n'auraient pas rendu leurs livres à temps ou les auraient endommagés, l'une des bénévoles m'annonce:

« *Ici, on est assez souples avec les lecteurs.* »

Le point saillant pour argumenter cette « *souplesse* » tout en se distinguant d'autres bibliothèques est mis en valeur à de nombreuses reprises: lors de visites d'institutions telles que la BCU, la *Haute Ecole Pédagogique* (HEP) du canton de Vaud ou *Profamilia*, par exemple. Il est énoncé comme suit par la co-responsable:

« *[A Globlivres,] on donne aussi un accès aux livres à des sans papiers* ».

Aux côtés de l'offre en langues diversifiées, c'est sur cette « *souplesse* » que la responsable de *Globlivres*, le président du comité ou la représentante de la CISE ⁴⁵ qui loue les locaux de la bibliothèque une soirée par mois, fondent l'« *attrait* » de *Globlivres*. Lorsque je demande à la responsable les raisons qui poussent selon elle les publics à venir à *Globlivres*, cette dernière répond:

« *Ils viennent parce qu'ils trouvent des livres dans leur langue, parce qu'il y a une ambiance sympa, parce que... va savoir! parce qu'on ne leur demande pas de papiers...* ».

⁴⁵ CISE: Commission d'Intégration Suisses-Etrangers de la ville de Renens

En une autre occasion, la représentante de la CISE me dit spontanément, en me racontant les circonstances dans lesquelles la commune a décidé que les séances de la CISE seraient tenues dans l'enceinte de *Globlivres*:

« *L'avantage ici, et ce qu[e les migrants] aiment, c'est qu'ils viennent ici, et ils s'inscrivent, et après ils viennent ou ils viennent pas.* »

Lorsque *Globlivres* est comparée à d'autres institutions avec lesquelles elle est en réseau, son « *attrait* » (ou sa spécificité) est donc rapporté au fait qu'elle accueille un public élargi, à des conditions perçues comme non contraignantes.

3.4. Mobilisations de la notion d'interculturalité dans ce cadre-ci:

En énonçant les spécificités de *Globlivres* en terme de « *souplesse* », ses représentants l'inscrivent dans une catégorie d'institutions que Tariq RAGI appelle « *petites structures* ». Ces dernières « se caractérisent prioritairement par leur flexibilité, donc leur capacité d'adaptation rapide à un milieu en évolution permanente. » [RAGI, 1998, P.95]. Et c'est en invoquant cette « *capacité d'adaptation* » que les porte-parole de *Globlivres* la distinguent de *Bibliomédia*, par exemple.

Dans les discours de ces porte-parole, cette « *capacité d'adaptation* » s'oppose à une « *fonctionnalisation* » ou à une « *institutionnalisation* ». Le terme d'« *institutionnalisation* » est ici utilisé au niveau émique, et connoté péjorativement. L'« *institution* », rapportée à une bureaucratie de l'« *Etat* », est saisie comme l'antithèse de l'« *association* » dont dépend *Globlivres*. A son retour de la réunion de *Coordination des bibliothèques du Sud-Ouest lausannois*, alors que je lui demande « *Quels sont les statuts de Globlivres par rapport aux autres bibliothèques* » le président répond:

« *Actuellement, contrairement à ce qui a cours dans d'autres bibliothèques, les personnes qui travaillent [à Globlivres] ne souhaitent pas la fonctionnalisation. On cherche quand même à rester en dehors de l'emprise de l'Etat, et ça constitue un attrait pour certains publics: les clandestins, par exemple.* ».

Cette tension entre « *Etat* » et « *association* » rappelle une tension décrite, dans la littérature consacrée aux associations, entre une « *gouvernance* » attribuée aux « *institutions étatiques* » et une « *gouvernance du tiers-secteurs* » attribuée aux associations. Je pense aux analyses de Gilles FERREOL & Guy JUCQUOIS (2004); ou de Jean-Pierre FRAGNIÈRE (1989), par exemple. Ces analyses comportent souvent un jugement de valeur idéologique en faveur des associations, dont je souhaite me

distancer. Elles me sont par contre utiles dans la mesure où elles rendent compte de représentations émiqes par rapport à la structure associative, sur lesquelles je reviendrai en troisième partie de ce travail [cf. III.2.3.3.]. Ces représentations posent notamment cette structure associative comme une alternative aux organismes étatiques, leurs auteurs estimant qu'elle suit d'avantage la demande et peut faire du « *cas par cas* ».

Pour l'instant, notons que **la notion d'interculturalité apparaît en filigrane pour désigner les spécificités de *Globlivres* vis-à-vis d'autres institutions**. Dans l'échange de spécificités entre institutions, l'« interculturalité » n'est que rarement mentionnée en tant que telle. Ceci dit, les aspects principaux sur lesquels les porte-parole de *Globlivres* argumentent sa différence me sont souvent spontanément présentés, en d'autres temporalités, comme ce qui constitue l'« interculturalité » de la bibliothèque. Les arguments de la différence auxquels je fais référence sont les suivants: tout d'abord, une démonstration de la pluralité de langues qui y est mise à disposition. Mais aussi, comme nous l'avons vu ci-dessus, le fait de se prévaloir de modalités de gestion de *Globlivres* « *plus souples* », formulées comme étant distinctes de « *modèles préfabriqués* ». En effet, sur le site internet consacré au réseau des « *bibliothèques interculturelles* », la responsable de *Globlivres* affirme:

« Il est évident que l'aspect interculturel de *Globlivres* concerne aussi la méthode, la manière d'organiser la bibliothèque, la façon d'accueillir les gens, le refus de suivre les modèles préfabriqués » [site: www.culturactif.ch/invite/Globlivres.htm (consulté en avril 2009)].

En opposant la gestion de cette « *bibliothèque interculturelle* » à celle de « *modèles préfabriqués* », la responsable renforce une fois encore la distinction entre *Globlivres* et les institutions que j'ai mentionnées plus haut, avec lesquelles elle est en réseau. Elle revendique le fait que *Globlivres* se distingue dans sa « *façon d'accueillir* » ses publics.

4. Conclusions intermédiaires:

Dans cette première partie, une analyse de réseaux et de leurs dynamiques nous a permis d'accéder aux manières dont des représentants de *Globlivres* ont énoncé et négocié sa spécificité. Ceci face aux institutions avec lesquelles elle était susceptible de partager ses sources d'acquisition et de financement.

Mes résultats principaux sont les suivants: J'ai identifié l'obtention de financements comme étant l'enjeu qui guidait la constitution de réseaux d'alliance et de « *complémentarité* » sur mon terrain. En examinant de plus près le contenu des interactions entre les représentants de *Globlivres* et ceux d'autres institutions lorsqu'il s'agissait de développer ces réseaux de « *complémentarité* », nous avons vu que les représentants de *Globlivres* ont eu tendance à utiliser une rhétorique de « distinction » [BOURDIEU, 1982] face à ces autres institutions.

Pour savoir dans quelle mesure la notion d'interculturalité était mobilisée pour définir *Globlivres* sur ces réseaux, je me suis attardée sur les arguments de cette distinction. Nous avons vu que la notion d'interculturalité n'était pas énoncée comme telle mais de façon indirecte pour exprimer ladite distinction. Ceci probablement parce que l'argument d'« interculturalité » était implicitement partagé à la fois par les visiteurs et les porte-parole de *Globlivres* dans leurs conceptions respectives de la spécificité de la bibliothèque. Comme je l'ai dit, les arguments de distinction m'ont en tous cas systématiquement été explicités comme se rapportant à l'« interculturalité » de *Globlivres*, plus tard, sur mon terrain. D'après les arguments utilisés, l'« interculturalité » en question ne consiste pas seulement à mettre à disposition des publics des ouvrages en langues « *autres* » que les langues accessibles dans les bibliothèques dont les porte-parole distinguent *Globlivres*. Elle renvoie également dans les discours des porte-parole à d'autres façons de gérer la bibliothèque et d'accueillir ses publics (avec une plus grande « *souplesse* »).

Nous savons pour l'instant que les façons dont le personnel de *Globlivres* se propose d'accueillir ses publics sont présentées comme plus « *souples* » que dans d'autres bibliothèques. Voyons maintenant quelles acceptions de l'« interculturalité » se profilent derrière elles.

II

D E U X I È M E
P A R T I E

Analyse de l'espace

Comme nous l'apprend Anouk COHEN dans son article à propos des « [...] usages de la bibliothèque au Maroc », la bibliothèque consiste en une « collection d'ouvrages » qui se décline différemment selon les objectifs auxquels elle est soumise [COHEN, 2008]. Parmi ces objectifs, l'auteur souligne le « rôle représentatif destiné à communiquer aux autres une certaine image de soi » qu'elle attribue à certains types de bibliothèque – dans son cas: les bibliothèques privées au Maroc [COHEN, 2008, p.76 ⁴⁶]. Dans l'analyse qui suit, nous verrons que *Globlivres* se voit également attribuer un « rôle représentatif », ou de représentation. Ce dernier s'attache dans ce cas-ci à promouvoir, à travers une mise en scène de l'espace de la bibliothèque, des façons particulières d'accueillir, de donner à voir et d'organiser la « différence » que le personnel de *Globlivres* attribue à ses publics-cible: les « migrants » ou « immigrés ».

Nous avons vu en première partie que ces façons d'accueillir les publics ont été désignées en terme d'interculturalité [cf.I.3.4.]. Dans cette deuxième partie, nous répondrons à la question suivante : **Quelles ont été les principales acceptions de la notion d'interculturalité qui se sont profilées derrière les façons de donner à voir et d'organiser la « différence » attribuée aux publics-cible de *Globlivres* pendant la durée de mon enquête?**

Je commencerai par présenter ma méthodologie d'analyse. Je spécifierai ensuite les façons dont la « différence » attribuée aux publics-cible était présentée et mise en scène dans l'enceinte de la bibliothèque. Au total, cette analyse me permettra d'identifier deux acceptions différentes de la notion d'interculturalité qui ont présidé à la fondation de *Globlivres*.

⁴⁶ Aussi disponible en ligne à l'adresse suivante: <http://cm.revues.org/94#text>, consulté le 28.06.2009.
« Si la première fonction attribuée aux bibliothèques privées est de remplir un rôle esthétique, s'ajoute à celui-ci une seconde fonction qu'on pourrait dire distinctive. En effet, le fait même que la bibliothèque revête un caractère décoratif la rend distinctive, devant alors prouver le bon goût et convenir à l'état de son possesseur. Elle est le lieu également où se montrent les habitudes de lecture de son propriétaire, véritables ou non. Installée dans des lieux collectifs comme le salon, pièce réservée à l'accueil des invités, elle remplit donc pleinement un rôle représentatif destiné à communiquer aux autres une certaine image de soi. » [COHEN, 2008, p.76].

1. Méthodologie d'analyse de l'espace

Tout au long de l'analyse, j'ai adopté le postulat suivant: la « vocation [d'une bibliothèque] ne se limite pas à l'enregistrement neutre et mécanique de textes » [JACOB, 1991, P.23]. Non seulement la « conservation » mais aussi la disposition des ouvrages « résulte[nt] d'une décision politique » [JACOB, 1991, P.23 ⁴⁷]. J'ai posé l'hypothèse qu'à *Globlivres*, cette « décision politique » était orientée par des façons particulières de concevoir et de pratiquer l'« interculturalité ». Pour les mettre à jour, je prends le parti de privilégier une analyse de l'espace de la bibliothèque.

Cette analyse porte autant sur une sélection d'éléments donnés à voir dans cet espace ou mobilisés verbalement au sein des interactions entre membres du personnel et publics de l'institution, que sur la manière dont ils y étaient disposés. Considérer l'espace de la bibliothèque m'évite de cantonner mon analyse au domaine du discours et me permet d'examiner les objectifs de la bibliothèque que les porte-parole lui ont attribué sans en rester prisonnière.

Les éléments que je sélectionne pour cette analyse sont les symboles mis en évidence dans l'enceinte de *Globlivres* pour accueillir ses publics pendant la majeure partie de ma présence sur le terrain. La période pendant laquelle j'ai effectué mon terrain comprenait les fêtes de Noël, ainsi que des activités organisées par ou dans la bibliothèque, pendant lesquelles une partie de l'espace de la bibliothèque a subi de légères modifications. Les modifications en question n'ayant rien apporté de neuf à mon analyse, je ne les ai pas incluses dans cette étude.

J'utilise ici le terme de symbole au sens que lui prête Tzvetan TODOROV, par exemple [TODOROV, 1978 ⁴⁸]. Je considère donc les éléments sélectionnés comme des symboles à partir du moment où ils renvoient à des significations que le personnel de la bibliothèque destine à lui-même et à ses publics. En tant que tels, j'estime qu'ils participent à une élaboration continue de l'identité de l'institution. J'ignore dans cette analyse l'architecture des murs nus de la bibliothèque, puisqu'ils n'ont pas été mobilisés dans

⁴⁷ « [La] vocation [d'une bibliothèque] ne se limite pas à l'enregistrement neutre et mécanique des textes. La conservation résulte d'une décision politique autant qu'intellectuelle: on décide de conserver en anticipant les usages futurs de l'information, en portant des jugements sur ce qui mérite ou non d'être archivé. » [JACOB, 1991, p.23]

⁴⁸ « C'est au champ des sens indirects que je réserve [...] le nom de *symbolisme linguistique*, et à leur étude, de *symbolique du langage*. » [TODOROV, 1978, P.11]

cette élaboration (et que je ne les ai donc pas considérés comme des symboles). J'attache par contre une attention toute particulière aux multiples posters et objets qui habillaient les murs et les étagères de la bibliothèque, utilisés pour la décorer, définir son ambiance et pour renforcer le classement de ses ouvrages.

Comme je l'ai dit plus haut, je complète l'analyse de ces symboles par une analyse de la manière dont l'espace a été mobilisé au sein des interactions verbales entre membres du personnel et visiteurs de l'institution. Je sélectionne plus particulièrement les interactions qui ont décrit la façon dont l'espace était structuré ou donné à voir, et les éléments dont il était constitué. Cela me permet de confronter mon interprétation des symboles à la façon dont ils ont été explicités dans les discours de mes interlocuteurs. Au moment de l'enquête, j'ai également recouru à des observations de l'utilisation de l'espace. Je restitue les résultats de ces observations en troisième partie du moment qu'ils se situent du côté des usages de la bibliothèque. En tant que tels, nous verrons qu'ils contrastent parfois avec les mises en scènes pensées par le personnel de la bibliothèque.

Sur le terrain, j'ai provoqué certaines interactions, mais ai surtout bénéficié de celles qui se déroulaient lors de visites menées à *Globlivres*. Ces visites ont constitué une véritable aubaine pour moi dans la mesure où elles étaient l'occasion de contempler des mises en scènes de l'« interculturelité » données en ma présence, sans qu'elles me soient destinées en tant que chercheuse. Elles ont surtout été guidées par la responsable et la co-responsable, qui ont joué en ces occasions le rôle de porte-parole de l'institution. C'est donc à elles que je me réfère dans cette partie lorsque je parle de " porte-parole " de l'institution.

Pour déduire de mes données les acceptions de la notion d'interculturalité qui ont circulé sur mon terrain, je m'appuie sur des hypothèses suggérées par la littérature secondaire. Mes lectures portent sur d'autres espaces interculturels ou sur la notion d'intégration. Ceci dans la mesure où « interculturelité » et « intégration » sont ressorties à la fois émiqquement [CF.II.2.3.2.] et étiqquement pour désigner les politiques d'organisation de la différence circulant sur mon terrain. Ainsi, en France, des analystes comme Tzvetan TODOROV, par exemple, considèrent l'« interculturelité » comme un « modèle d'intégration » [TODOROV, 1986]. Je prends acte de cette façon de définir l'« interculturelité » mais m'en distancie dans la mesure où elle s'appuie sur une notion – la notion d'intégration – dont la définition est tout autant problématique que celle de la notion d'interculturelité. Si l'on en croit les analyses de Dominique SCHNAPPER ses connotations dans le contexte français la ramènent à une forme d'« assimilation [...]

devant laquelle chacun serait amené à perdre toute spécificité » [SCHNAPPER, 1991, P.102].

La lecture qui s'est révélée la plus à même de faire sens des différentes acceptions de la notion d'interculturalité circulant sur mon terrain est celle d'un ouvrage de Tariq RAGI, intitulé: *Acteurs de l'intégration: Les associations et les pratiques éducatives* [RAGI,1998]. Ceci dans la mesure où cet auteur a consacré cet ouvrage à discuter des façons dont des associations qualifiées d'« interculturelles » mettaient en scène ou concevaient cette « interculturalité ». Il limite son analyse à des associations situées à Amiens, en France. En vertu de cela, son analyse se rapporte à des définitions « à la française » de notions telles que l'« assimilation », par exemple. En utilisant l'expression « à la française » pour qualifier un certain type de discours sur l'« assimilation », je me réfère à Manuel BOUCHER qui la décrit comme suit dans son analyse:

L'« assimilation » [« à la française » ou « assimilationnisme »] est [...] le renoncement, la disparition de la culture d'origine permettant une atomisation, puis une absorption totale de la personnalité au sein de la société d'accueil. Il s'agit de devenir semblable. La personne étrangère est assimilée dans la collectivité nationale comme un aliment est assimilé par un organisme. » Il poursuit: « En France, le terme d'assimilation est usité dans un contexte précis, celui de l'acquisition de la nationalité française. » [BOUCHER, 2000, P.26]

Cette définition « à la française » des notions d'« assimilation » mais aussi d'« intégration » (CF. la définition donnée plus haut par Dominique SCHNAPPER) se montrent compatibles vis-à-vis de mon terrain. Ceci dans la mesure où mes interlocuteurs ont prêté éminemment des contenus semblables à ces termes que ce soit pour s'en distancer, ou pour s'y affilier. Les conceptions de mes interlocuteurs face à ces notions (CF.II.2.2.3. et II.2.3.2., principalement), se rapportent ainsi à des conceptions qui circulent dans le cadre de l'Etat-nation français. L'expression « à la française » pour les désigner me semble cependant erronée dans la mesure où elle ne fait pas sens de la pluralité de significations attribuées à cette notion dans le contexte français. Je lui préfère donc le qualificatif d'« universaliste », qui n'est pas très heureux non plus, mais qui rend compte du processus de « gommage des différences culturelles » dont mes interlocuteurs à *Globlivres* ont investi la notion d'« assimilation ».

Au final, je suis consciente que les acceptions de la notion d'interculturalité qui ont résulté de mon analyse correspondent à des « idéaux-types », à prendre, donc, avec des « pincettes » comme le recommande Max WEBER [WEBER, 1965 (1904)].



FIG.10 : Plan illustrant la composition de l'espace de Globlivres; seule une partie des sections y a été reportée, à titre indicatif.



FIG.11 : Vues générales de l'intérieur de Globlivres

2. Ce que nous apprend l'analyse de l'espace

Dans ce qui suit, je mets en évidence un certain nombre de principes qui font écho à la façon dont les porte-parole mettent en scène l'espace de la bibliothèque: « donner à voir une " *diversité* " », « donner à reconnaître les " différences " » et « performer la " *rencontre* " entre " cultures " ». Nous verrons que « donner à voir une " *diversité* " » constitue un premier principe de base dont découlent les principes de « donner à reconnaître les "différences" » et « performer la " *rencontre* " entre "cultures" ». Ces deux derniers principes constituent par ailleurs deux façons distinctes mais complémentaires de gérer les « différences » attribuées aux publics-cible de *Globlivres*. Je les identifie donc également comme deux acceptions de l'« interculturalité ». Examinons maintenant précisément chacun de ces principes et/ou acceptions.

2.1. Donner à voir une « *diversité* »:

Lors d'une visite de classe de HEP ⁴⁹, un étudiant demande à la responsable si le personnel de la bibliothèque effectue également à Lausanne les *Ateliers d'écriture* que *Globlivres* destine aux classes primaires. La responsable répond:

« Non, on les fait ici. L'intérêt, c'est qu'ils ne voient pas que les animations: qu'ils voient les livres, les alphabets, la diversité. »

Ceci me permet de postuler un premier principe structurant la mise en scène de l'espace de *Globlivres*: celui de donner à voir une « *diversité* ». Je consacrerai cette section II.2.1. à développer ce à quoi cette « *diversité* » a renvoyé au sein de la bibliothèque pendant la durée de mon enquête.

Dans le cadre de *Globlivres*, désignée comme « interculturelle », nous verrons que la « *diversité* » en question a été montrée en terme de langues, mais qu'elle a aussi rapidement été qualifiée de « *culturelle* » par son personnel. En plus de me concentrer sur les mises en scène de la « *diversité* » sur le terrain, je pose donc en filigrane la question suivante: quelle conception de la notion de culture a-t-elle été mobilisée au sein des mises en scène de cette « *diversité* » dans l'espace de *Globlivres*?

⁴⁹ HEP: *Haute Ecole Pédagogique* – ici: du canton de Vaud.

2.1.1. La « diversité » énoncée en terme de langues:

Dans les propos cités plus haut, la responsable mentionne des « livres » et « alphabets » comme éléments pour donner à voir la « diversité ». Au moment de mon enquête, ces éléments sont ceux auxquels est donnée la plus grande visibilité dans l'espace de *Globlivres*.

Les alphabets – tous différents les uns des autres comme le montrent ces photographies [FIG.12] – sont en proportion ce qui apparaît le plus au sein des affiches qui recouvrent les murs de la bibliothèque. Les autres affiches comprennent des photographies de paysages réalisées par des membres du personnel de *Globlivres*, ou (mais en petit nombre) des cartes de géographie. Leur disposition dans l'espace dépend de la langue parlée dans les lieux qui y sont représentés. Je reviendrai au terme de ce point II.2.1. sur la mise en scène d'un lien entre langue et territoire national, qui apparaît en filigrane dans l'espace de la bibliothèque.

Les livres, notamment ceux dont les titres se déclinent en plusieurs langues, sont désignés à plusieurs reprises lors de visites pour montrer la « diversité ». A l'occasion d'une visite de l'organisme *Profamilia* ⁵⁰, la co-responsable organise à l'entrée de la



FIG.12 : Affiches d'alphabets

⁵⁰ Cette visite est organisée à l'occasion d'une sortie de fin d'année des employés de *Profamilia*.

bibliothèque une mini-exposition à leur attention. Voici la façon dont elle leur décrit sa mise en scène:

« J'ai [...] exposé des livres comme le *Petit Prince*, qu'on a en quarante langues différentes dans la bibliothèque. Il y a aussi les alphabets. Au monde, on dit qu'il existe trois mille langues différentes.

[Elle évoque la répartition des langues par pays:]

Il y a des pays où il y a bien plus que quatre langues. Nous on est fiers de nos langues, mais... Il faut savoir qu'on dit qu'il y a presque une langue qui disparaît par année, quand personne ne la parle plus.

[Elle montre les différentes « familles » de langues sur une carte du monde.]

En Inde, il n'y a pas seulement des langues différentes, il y a aussi dix écritures différentes. »

Les livres du *Petit Prince* font ici office de vitrine pour montrer la « diversité » des langues dans le monde. Tout comme les alphabets ou les photographies mentionnés plus haut, ils symbolisent ⁵¹ des langues écrites ou parlées mises en scènes de façon à mettre en valeur leur variété ⁵².

Au moment de mon enquête, j'ai constaté que la « diversité » à laquelle la responsable a fait référence n'a que rarement été donnée à voir aux publics de la bibliothèque en d'autres termes que celui de la langue écrite ou parlée. De temps à autres, des membres du personnel évoquaient des habitudes culinaires décrites comme appartenant à « d'autres cultures ». Ceci dit, cela a eu lieu en des espaces ou des temporalités qui n'étaient pas consacrés aux publics de la bibliothèque (la pause du personnel dans la partie cafétéria de la bibliothèque), ou alors hors du bâtiment de la bibliothèque (lors du vingtième anniversaire de l'inauguration de *Globlivres*). De même, les symboles vestimentaires ou religieux, aux rares occasions où ils se sont manifestés en ma présence, n'ont pas été verbalement évoqués lors d'interactions entre personnel et publics de la bibliothèque. Je note une exception à cela, mais à laquelle je n'ai pas assisté et qu'on m'a rapportée. Lors des *Ateliers d'écriture* pour classes à *Globlivres*, les personnes engagées pour animer ces ateliers se revêtaient apparemment de vêtements sensés représenter une « appartenance culturelle » cohérente vis-à-vis de l'écriture sur laquelle portait l'atelier. Nous verrons au point II.2.1.3. que cette recherche de cohérence participe d'un processus de « construction de l'authenticité ».

⁵¹ De façon détournée pour les photographies, mais qui reste valable puisque les photographies sont, comme je l'ai dit plus haut, classées par langue parlée au sein de l'espace.

⁵² Nous avons vu en première partie que cette variété est aussi mobilisée par les porte-parole pour distinguer *Globlivres* d'autres bibliothèques. [CF. I.3.3.1]

Les éléments religieux n'ont pas ou peu été utilisés comme symboles de « *diversité* » au sein de *Globlivres*. Ceci a été explicité au moment d'énoncer les politiques d'acquisition de la bibliothèque. Lors d'une interaction avec une représentante de la BCU ⁵³, la responsable de *Globlivres* dit éviter l'achat d'ouvrages à connotation politique ou religieuse:

BCU:	<i>Ca ça doit intéresser les gens, l'histoire du 20ème siècle!</i>
<i>Globlivres:</i>	<i>Ouh, on essaye d'éviter, parce que c'est souvent un peu tendancieux.</i>
BCU:	<i>Comme les religions?</i>
<i>Globlivres:</i>	<i>On essaye de ne pas avoir de livres sur les religions.</i>

L'« *histoire* » racontée de façon politisée vient rejoindre la religion dans les arguments de « *diversité* » qui sont non seulement absents, mais aussi niés au sein de l'espace de *Globlivres*.

Le fait que ces aspects soient niés au sein de l'espace m'amène à penser que contrairement à la langue, conçue comme nous le verrons au point II.2.1.3. comme un « marqueur » d'« identité » collective, la religion est ici ramenée à une prise de position individuelle, éventuellement « *tendancieu[se]* », à laquelle il n'est pas souhaitable, selon la responsable, de s'identifier collectivement. Je reviendrai également là-dessus au point II.2.1.3..

2.1.2. La langue comme « boundary marker »:

Au sein de l'espace de *Globlivres*, la langue est utilisée non seulement pour donner à voir une « *diversité* », mais aussi pour classer ⁵⁴ les fonds de la bibliothèque en sections différentes. Ces dernières portent chacune un encart sur lequel est indiquée la langue des livres qu'elles contiennent [FIG.13]. Je m'inspire du concept analytique qu'utilise Andreas WIMMER [2008] pour considérer la langue comme « boundary marker » principal dans cet espace.

⁵³ Cette dernière visite pour la première fois *Globlivres*, et échange de nombreuses questions avec la responsable.

⁵⁴ J'utilise le terme « classer » et non pas « classifier » en référence à la distinction que Jérôme POUCHOL effectue entre « classement » et « classification ». Le « classement » renvoie selon cet auteur à la cote apposée au livre, quand la « classification » dépend de l'indice attribué selon les cas sur cette cote. [POUCHOL, 2009]



FIG.13 : Encarts de section à Globlivres (à gauche)

FIG.14 : Encarts de section à la bibliothèque du Léman (à droite)

Littéralement « marqueur de frontière », le boundary marker est ce qui permet de distinguer entre eux plusieurs ensembles. L'identifier me permet notamment de mettre à jour les catégories que mes interlocuteurs ont retenues pour désigner ces ensembles. Les autres catégories ou critères de classement qui délimitent les ensembles d'ouvrages au sein de la bibliothèque sont tous soumis au critère de langue. Il s'agit principalement de: la classe d'âge des publics auxquels certains ouvrages sont destinés, du genre littéraire, ou du thème ⁵⁵.

Ce classement diffère de ce que j'ai pu observer sur les rayonnages de la *Bibliothèque du Léman* avec laquelle *Globlivres* partage une partie de ses publics [CF.I.3.2.2]. Comme le montre la FIG.14, les critères tels que la classe d'âge, le genre littéraire ou le thème y sont disposés au même niveau que le critère de langue. Ce dernier permet au personnel de la *Bibliothèque du Léman* de classer quelques ouvrages en langues autres que le français.

Certains pans de la bibliothèque, qui pourraient apparaître comme des exceptions à ce classement par langue, renforcent en fait cette assertion. Les ouvrages portant sur le thème de l'« interculturalité », ou ceux rédigés en plusieurs langues (tels que les dictionnaires, les méthodes de langue ou les ouvrages plurilingues), sont aménagés à part en ce qu'ils ne se rapportent pas à une seule langue, mais à plusieurs langues. Le fait qu'ils soient mis à part continue donc d'être lié à la langue. Les sections « *recettes de*

⁵⁵ A l'intérieur de chaque sous-section, les livres sont ensuite classés par ordre alphabétique. Ce critère de classement ne permettant pas de distinguer entre eux des sous-ensembles, je ne le retiens pas pour l'analyse.

cuisine », « *guide voyage* » ou « *contes* », qui pourraient elles aussi apparaître comme des catégories surclassant le classement par langue, sont en fait également soumises à cette logique: elles ne comprennent que des livres en français et font donc partie du secteur "français" ⁵⁶. Ceci m'a été confirmé par le fait que lorsque des ouvrages se rapportant à ces thèmes étaient écrits en d'autres langues que le français, ils étaient classés au sein des documentaires de la section langue correspondante. En tous les cas, la langue s'affiche comme premier élément de cotation sur le dos des livres de *Globlivres*, suivi par une indication de CDU (Classification Décimale Universelle) ou la mention des trois premières lettres de l'auteur [FIG.15].

En tant que « boundary marker » principal, la langue ne permet pas seulement d'établir des frontières entre les différentes sections de la bibliothèque. Elle est aussi le moyen de différencier entre eux les publics ainsi que les membres du personnel de la bibliothèque. Que ce soit lors du processus d'inscription des « *lecteurs* » ⁵⁷ de *Globlivres* ou lors de l'embauche de bénévoles, la question posée par la personne qui représente la bibliothèque dans l'interaction s'attache systématiquement à la langue – voire aux langues – parlée(s) et/ou lue(s) par l' "Autre". Au sein des *Rapports d'activités* annuels de *Globlivres*, les statistiques évaluent non seulement le pourcentage d'emprunts dans



FIG.15 : Exemple de cote d'ouvrages à Globlivres

⁵⁶ J'utilise ces guillemets et non pas les guillemets de type « » (qui se rapportent à des catégories émiqes) parce qu'il n'existe pas, à ma connaissance, d'encart portant la mention « français » au sein de la bibliothèque.

⁵⁷ Le terme de lecteur fait partie des façons dont le personnel de *Globlivres* désigne ses publics, à côté du terme « usager ». J'utilise ici le terme de lecteur du fait que les seuls usagers qui s'inscrivent à *Globlivres* sont ceux qui prévoient d'en emprunter les ouvrages pour les lire.

chaque langue mais aussi la composition des publics de la bibliothèque en fonction de la « *langue maternelle* » sous laquelle ils y sont inscrits. Du côté des bénévoles, la ou les langues parlées ont un impact primordial sur la répartition des tâches et des secteurs entre membres du personnel de *Globlivres*.

2.1.3. La langue comme « marqueur d'identité culturelle »:

De paire avec son statut de « boundary marker » et l'aptitude à différencier les individus dans la bibliothèque, la langue devient un élément propre à identifier ces derniers. Elle est utilisée comme « catégorie d'appartenance »⁵⁸, au sens où Harvey SACKS utilise cette expression [SCHEGLOFF, 1992]. En reprenant Daniel BAGGIONI, on peut aussi dire qu'elle acquiert un statut de « marqueur d'identité culturelle ». Daniel BAGGIONI montre qu'à la Réunion, la cuisine mais aussi la langue sont mobilisées pour argumenter une, voire des « cultures réunionnaises » [BAGGIONI, 1985]. En tant que « marqueur d'identité culturelle », la langue est utilisée de façon parfois interchangeable avec la notion de culture pour argumenter dans l'enceinte de *Globlivres* l'« appartenance »⁵⁹ des individus à un groupe donné. Ce faisant, elle participe d'un processus de « surdétermination culturelle », que Tariq RAGI décrit en référence à Etienne BALIBAR & Immanuel WALLERSTEIN:

« [Cette] surdétermination culturelle [...] " veut que les individus soient les héritiers et les porteurs exclusifs d'une seule culture " » [RAGI, 1998, P.99. IL CITE BALIBAR & WALLERSTEIN, 1988, P.35]

A cette différence près que dans les discours d'une partie des membres du personnel de *Globlivres*, contrairement à ce que prévoient ces deux auteurs, les individus ne sont pas forcément les « héritiers [...] d'une seule culture », mais de plusieurs.

Sur ce point, il est important de constater que les façons d'organiser la relation entre langue et « culture » divergent selon les membres du personnel. Lors de l'inscription des usagers, ces derniers sont priés d'annoncer leur « *langue maternelle* » (au singulier, d'après la fiche d'inscription [FIG.6]). En fonction de la bénévole qui se charge de leur inscription, j'ai remarqué que certaines s'enquéraient de « *langues* » (au pluriel), et les cumulaient sur la fiche d'inscription, quand d'autres s'arrêtaient à une langue parlée –

⁵⁸ « Membership category », selon les termes de l'auteur [SCHEGLOFF, 1992, P.XLII]

⁵⁹ Le terme d'« appartenance » correspond aussi à un terme fréquemment utilisé par le personnel de la bibliothèque pour définir l'identité de ses usagers.

parfois le français, s'il s'agissait de la langue utilisée lors de l'interaction au moment de l'inscription. Nous avons affaire ici à deux logiques différentes: une logique qui interroge les langues en leur prêtant une dimension identitaire et les cumule, et une logique qui interroge la langue au singulier afin de communiquer aux autres bénévoles la langue dans laquelle il est possible de s'adresser à la personne. Il n'est cependant pas exclu que cette deuxième logique se rapporte également à une politique identitaire d'accueil des publics, leur attribuant une seule « culture » et renforçant ainsi l'expression soit d'une « différence », soit d'une « similitude » par rapport à la « *culture d'accueil* ». L'expression « *culture d'accueil* » constitue une catégorie utilisée sur le terrain, à laquelle je reviendrai dans la suite de l'analyse.

La langue constitue en tous les cas le « marqueur d'identité culturelle » principal dans cet espace. Les *Ateliers d'écriture* durant lesquels les animateurs revêtaient des vêtements sensés représenter une « culture » particulière constitue un cas exceptionnel. En ce cas, la « culture » n'est pas définie seulement en référence à une langue, mais aussi à des tenues vestimentaires. L'association de ces deux éléments participe d'une recherche de cohérence dans la mise en scène de cette « culture », et fait penser à un processus de « construction de l'authenticité ». Dans son analyse de la " mapuchitude " au Chili, Anne LAVANCHY présente en effet une association similaire de référents territoriaux comme linguistiques ou vestimentaires au fondement de l'élaboration d'une « authenticité » [LAVANCHY, 2007]. Dans le cadre de son étude, cependant, l'« authenticité » est construite en résonance avec la mobilisation de catégories telles que la « tradition », par exemple, ce qui n'est pas le cas sur mon terrain.

D'après mes observations, et de même que nous l'avons vu pour les ouvrages [II.2.1.1.], la catégorisation des publics ou des bénévoles de la bibliothèque au sein des discours du personnel n'a jamais porté sur des éléments d'identification tels qu'une affiliation religieuse ou un statut économique par exemple ⁶⁰. Elle s'est par ailleurs explicitement attachée à éviter une dimension politique en ne demandant que « *si on voit que ce n'est pas indiscret* » le « *pays d'origine [du] lecteur* » [RESPONSABLE]. Ceci, comme je l'ai compris, pour ne pas renvoyer au statut (de réfugié, parfois) du « *lecteur* » en question –

⁶⁰ Ceci rejoint l'analyse de Dominique DANIEL, qui affirme, dans son analyse sur les « modèles américains » d'« intégration par les droits sociaux » que: « La diversité des immigrés d'aujourd'hui est linguistique culturelle et religieuse, mais aussi socio-économique, facteur que l'on a souvent tendance à négliger. » [DANIEL, 2004, p.72]

bien que la langue marque bel et bien dans ce cadre un statut social, ne serait-ce que celui de lecteur « *migrant* » ou « *immigré* » par opposition aux lecteurs « *suisses* ».

A ce sujet, il est intéressant de constater que si les frontières géo-politiques (utilisées pour délimiter les Etats-nations) sont la majeure partie du temps niées au profit de frontières géo-linguistiques dans l'espace de *Globlivres*, elles sont réaffirmées dans certaines sections pour classer les ouvrages ⁶¹.

C'est le cas pour la section « *espagnol* », par exemple, pour laquelle un classement « *par pays* » répond, d'après les propos de la responsable de *Globlivres*, non pas tant à des préoccupations bibliothéconomiques qu'au fait que la langue est pensée comme insuffisante, dans ce cas pour identifier le lecteur:

« *C'est pour les enfants qui viennent, pour qu'ils voient qu'il y a aussi quelque chose sur leur pays* ».

Hors de l'espace de la bibliothèque, le « *pays* » est aussi intervenu en deuxième recours pour catégoriser les membres du personnel de *Globlivres*. Lors d'un week-end de rencontre entre *bibliothèques interculturelles*, une des membres du personnel présente ainsi l'équipe de *Globlivres* aux autres bibliothèques:

« *On est à peu près quinze collègues de quinze pays différents* ».

J'ai noté que ce type de catégorisation a surtout été utilisé pour légitimer la place au sein de l'institution de bénévoles dont la langue maternelle était le français, en faisant mention de leurs connaissances de pays autres que la Suisse.

En examinant plus précisément le premier principe structurant l'espace, « donner à voir la "*diversité*" », nous avons vu ce par quoi a été désignée la « *diversité* », et par conséquent la « *différence* », des publics dans l'enceinte de la bibliothèque: la langue, accompagnée en second critère du pays correspondant. En d'autres termes, langue et territoire national sont mobilisés comme critères de " différenciation culturelle ". C'est en fonction de ces deux critères que les « *cultures* » élaborées dans le cadre de la bibliothèque sont ensuite attribuées (au pluriel ou au singulier) à chaque individu. Pour répondre à la question posée en début de cette section I.2.1.: « comment se manifeste la notion de culture dans les mises en scène de cette « *diversité* » au sein de l'espace

⁶¹ Notons par ailleurs que le déplacement des frontières vers les contours d'une aire linguistique, qui se substitue aux contours d'une nation, n'est pas systématique au sein des bibliothèques interculturelles suisses. J'ai constaté que la bibliothèque de Fribourg, par exemple, privilégiait sur place un classement par pays, et faisait donc usage d'un critère politique pour effectuer le processus de « *boundary marking* ».

de *Globlivres*? », nous avons à faire ici à une conception essentialisée de la « culture », mobilisée par le personnel pour identifier comme différencier chaque individu pénétrant dans l'enceinte de la bibliothèque.

Les critères de différenciation, langue et territoire national, rejoignent ceux qui sont utilisés selon les cas par les acteurs de terrain sur lesquels Gerd BAUMANN fonde l'une de ses études: les Southallians (habitants de la banlieue de Southall, au Sud de Londres). Ce dernier pointe que les Southallians recourent eux aussi à des entités réifiées telles que la « culture » pour se distinguer les uns les autres. Les frontières de la « culture », posées en équation avec celles de l'« identité ethnique » sur son terrain, se superposent selon les cas à des frontières de langues ou de territoires nationaux:

« Ethnic divisions are indeed based upon a proliferation of distinctions, all of them mutually independent. Social scientists and proverbial men-on-streets speak of ethnic groups on the basis of a shared language or a common homeland; a common nationality or an, often transnational, religion; a caste, however delineated, or a political axiom as, for instance, in the pan-Africanist case. » [BAUMANN, 2000 (1996), P.18].

Point important: alors que Gerd BAUMANN insiste sur le fait que les « Southallians [...] continue to produce culture, rather than being produced by it » [BAUMANN, 2000 (1996), p.13], mon analyse montre jusque là qu'au travers des mises en scène de l'espace de la bibliothèque, c'est le personnel de la bibliothèque qui détient le monopole de la production de l'« appartenances » ou de « cultures » qu'il attribue ensuite aux publics de la bibliothèque (le point III.2.1.1.1. contient une illustration de cela).

Voyons maintenant à quelles fins la « diversité » a été donnée à voir pendant la durée de mon enquête. Répondre à cette question me permettra de mettre en évidence un autre principe structurant l'espace de *Globlivres*, lié à une première acception de la notion d'interculturalité.

2.2. Donner à reconnaître les « différences »: une première acception de l'« interculturalité »:

2.2.1. Accorder une « place » à chaque appartenance:

Après le fait de donner à voir une « diversité », le deuxième principe structurant révélé par mon analyse de l'espace consiste à donner à reconnaître les « différences ». Ceci, comme nous le voyons dans la citation qui suit, en accordant une « place » à chaque langue. Je reprends ici les propos de la responsable de la bibliothèque:

« Symboliquement la bibliothèque est une institution qui prend en considération les produits culturels de chaque nation, ethnie ou peuple en leur donnant une place, une valeur, équivalente aux autres. » [GLOBLIVRES, 2000, p.2]⁶²

Il apparaît également dans ces propos que la « place » attribuée à chaque langue se doit d'être « équivalente » aux autres. D'après mes observations de la disposition des ouvrages au sein de l'espace, l'« équivalence » attendue ne réside pas dans les proportions d'ouvrage accordées à chaque langue. Ces proportions dépendent, selon ce qu'en disent les responsable et co-responsable lors de visites, de la facilité à obtenir des livres dans la langue donnée, ainsi que de la demande des publics. Elles sont également, selon les cas, calquées sur les proportions accordées à chaque langue parlée au sein des statistiques de population de Renens. A une question d'une représentante de la BCU « *Par rapport aux différentes nations, [...] est-ce que vous prenez juste la communauté la plus représentée, puis une autre... ?* », la responsable répond:

« C'est ce qu'on avait fait au début: on a pris les statistiques [des taux de populations étrangères de Renens] et on a pris des livres en espagnol, en italien, en portugais, en turc... ».

Ceci a pour conséquence que chaque langue n'est pas traitée à égalité dans l'espace. Certaines bénéficient d'une section entière en leur nom, quand d'autres sont classées dans une sous-section – par exemple: la section « Monde ».

L'« équivalence » revendiquée réside plutôt dans le fait que le personnel de *Globlivres* s'efforce dans ses politiques d'acquisition d'« [...] acquérir des livres de la plus grande

⁶² Cette démarche fait penser à celle qui a animé la création de la Bibliothèque d'Alexandrie, dont l'objectif était de représenter en microcosme la totalité des productions littéraires mondiales. Pour plus d'informations à son propos, cf. JACOB Christian. 1991. « La Leçon d'Alexandrie ». *Autrement* (série « Mutations »): *La Bibliothèque: Miroir de l'âme, mémoire du monde* (Paris) n°121. pp.23-32.

diversité possible de langues et systèmes d'écriture encore en usage dans le monde » [GLOBLIVRES (R.A.2008), 2009, P.4]. Ce faisant, il s'efforce de représenter chaque langue par au moins un livre, et argumente l'égalité entre langues en donnant à voir chacune au sein de la bibliothèque.

La responsable souligne à un autre moment:

« Bien sûr, il n'y a pas tout le monde qui veut lire toutes ces langues, on suit la demande en fait [...], mais c'est important de les voir, parce qu'elles existent. Comme ça, si une personne vient ici, elle trouvera des livres dans sa langue. »

Ceci révèle par ailleurs le fait que l'importance de l'ouvrage réside non pas tant dans le fait qu'il soit lu, mais dans le fait qu'il soit vu ⁶³. Les usages menés par certains publics de la bibliothèque, telles les gardiennes de garderie, par exemple, me l'ont confirmé. Lorsque je demande à l'une d'entre elles: *« Vous lisez [aux enfants] en d'autres langues? »*, elle me répond:

« Non, une fois on a montré à une fille, on lui a lu un livre en espagnol. Mais sinon, on leur montre qu'il y a des autres livres en d'autres langues. »

Notons la récurrence du verbe « *montrer* » dans le cas des dires de la responsable comme de ceux de cette gardienne. Il reviendra à plusieurs reprises encore pour expliciter les objectifs de *Globlivres*. Cette insistance sur l'aspect de "démonstration" participe de la mise en scène d'un acte de « reconnaissance », dont Charles TAYLOR discute la nécessité dans son article: « The Politics of recognition ». En me référant à Terence TURNER, cette fois-ci, j'estime que cette « reconnaissance » s'échafaude sur le processus d'« essentialisation » puis de « réification » de la notion de culture mentionné plus haut [CF. II.2.1.3.]. Terence TURNER décrit ainsi chacun de ces processus:

« [...] Essentializing the idea of culture as the property of an ethnic group »

puis:

« [...] Reifying cultures as separate entities by overemphasizing their boundedness and mutual distinctiveness » [TURNER, 1993, P.411]

Ces processus d'« essentialisation » puis de « réification » de la notion de « culture » s'incarnent notamment dans les livres de la bibliothèque, qui, comme nous le comprenons au travers de ce qui précède, ont pour tâche d'échantillonner les « cultures » au sein de l'espace.

⁶³ A ce stade de l'analyse, il est bon de se rappeler que le terme d'usager est utilisé éminemment pour désigner les publics de *Globlivres*. Par rapport au terme « lecteur », utilisé en d'autres lieux pour désigner les publics de la bibliothèque, le terme d'usager implique que ces publics puissent faire un autre usage de *Globlivres* que celui de la lecture.

2.2.2. Le « livre-témoin »: négociation d' « appartenances différentes » dans la sphère publique et renversement symbolique de rapports de force:

Impliqué dans une démarche de "démonstration", le livre acquiert un statut que je formulerais en terme de « livre-témoin », par analogie avec les « objets témoins » qui sont mobilisés au sein des mises en scènes muséales, par exemple [BOUTTIAUX-NDIAYE, 2007 ⁶⁴].

Le livre est tout d'abord « témoin » d' « appartenances », aussi formulées en terme de « culture » ou d' « identité collective » par le personnel. C'est de cette façon que la responsable de *Globlivres* exprime le lien entre « lecteur » et « livre » dans ce contexte:

« Pour un immigré, trouver un livre dans sa langue maternelle le conforte dans sa culture et lui apporte une reconnaissance de son identité collective. » [COLLOQUE, 2000, P.4].

En tant que « marqueur d'identité culturelle », la langue est considérée comme moyen, pour des enfants de « migrants », notamment, de maintenir un lien avec la « culture » de leurs parents. Ce lien étant décontextualisé hors des frontières linguistiques dans lesquelles s'exerce la langue en question, le personnel de *Globlivres* souhaite le reconstruire dans le cadre de la bibliothèque, à l'aide d'un certain nombre de livres mis à disposition dans cette langue. Les politiques d'acquisitions menées à *Globlivres* tendent à sélectionner des livres qui actualisent ces « appartenances ». La responsable refuse à plusieurs reprises des ouvrages conçus comme dépassés, quelque soit leur langue. Selon ses termes:

« Quand on migre, on garde une image figée et idéalisée du pays d'origine. Le livre permet de voir comment les gens évoluent au pays. » [VISITE PROFAMILIA, DÉC.08]

Le livre est aussi « témoin » de la volonté, exprimée par les porte-parole, de renversement de rapports de forces entre langue maternelle (conçue à *Globlivres* comme autre que le français) et le français, justement, qui obtient le statut de langue « d'accueil ». En se référant à l'espace de *Globlivres* et à la juxtaposition d'ouvrages en plusieurs langues, la responsable explique:

⁶⁴ « [En contexte de décolonisation lente et pacifique,] généralement, [...] les musées [africains] exposent des collections fondées autour de la notion d'objet-témoin. Cette conception, qui dans le monde ethnographique francophone se développa en France dans le courant des années trente, se fonde sur la reconnaissance d'un rapport informatif entre les objets et la culture dont ils proviennent. Désormais, l'objet *archive* scientifiquement la culture. » [BOUTTIAUX-NDIAYE, 2007, P.17]

« Ca permet de montrer à ceux qui parlent le français que les autres ont aussi d'autres langues, ou, pour les enfants qui parlent une autre langue, de montrer qu'ils savent quelque chose, qu'ils ont un patrimoine. » [VISITE BPU, NOV.08]

Elle poursuit, en résumant l'« intérêt » de recevoir des classes d'accueil pour des visites au sein de la bibliothèque:

« [Il s'agit de] leur redonner confiance avec leur langue maternelle, et voir des livres différents de ce qu'ils voient dans leur classe. Et puis l'intérêt, c'est aussi qu'ils se sentent bien ici. Ils sont reconnus ici, on leur donne une place. Alors ils la prennent. Nous on la leur donne. Et qu'ils puissent extérioriser d'où ils viennent. »

Et plus tard:

« [Les enfants] sont très contents et fiers de pouvoir montrer à leurs enseignants qu'il y a des livres de leur pays. Les enseignants sont parfois surpris de voir qu'à l'école, l'élève peine à lire et tout à coup, ils se rendent compte qu'il sait lire l'arabe... Ca leur permet aussi d'estimer le niveau de l'enfant, et ça peut aussi les aider à accrocher avec la lecture. »

[VISITE BPU, NOV.08]

Indépendamment de cette interaction, un entretien informel que j'ai eu avec l'une des membres du personnel qui parle de son expérience en tant qu'usagère de *Globlivres* vient renforcer ces propos. En voici un extrait:

Bénévole: « Ici, dit-elle, je me sens libre d'être bosniaque dans un lieu public, enfin tu vois, pas seulement dans la famille, avec toi, avec M. [l'une des membres du personnel de la bibliothèque]... [...] Ailleurs, je ne me renie pas, mais je ne mets pas en avant mes origines. Ici j'en parle. Ca fait plaisir, même si parfois M. connaît le pays mieux que moi. » Elle poursuit: « Tu vois, même à l'école, quand j'étais petite, ils n'ont jamais essayé de me faire parler de mon pays, de ma langue, ça c'était complètement biffé. Je n'en ai pas souffert, pas du tout, mais je me suis intégrée dans ça. Le fait que je parle bosniaque à la maison, c'était jamais mis en avant. Alors quand je vois les profs qui viennent ici, je me dis: est-ce que ça a changé ou est-ce que je suis passée à côté, parce que tu vois, moi j'aurais bien aimé.

Laurence: Même en classe d'accueil?

Bénévole: Ben c'était il y a très longtemps, et puis la classe d'accueil, c'était juste cinq mois. Et puis l'image que je garde de la classe d'accueil, c'est qu'en classe d'accueil, tu dois apprendre le français. Comme si ta différence, tu dois la laisser chez toi. »

Nous retrouvons ici le lien qu'établit Charles TAYLOR entre « identité », « reconnaissance » et « violence » [TAYLOR, 1994]. En donnant une « place » à chaque langue, le personnel de *Globlivres* souhaite contrebalancer la « violence » qu'il estime

être faite aux « *migrants* » en d'autres lieux: des lieux dans lesquels leur langue – comme moyen d'exprimer leur « identité » – n'est pas reconnue à égalité avec la ou les langue(s) majoritaire(s) (ici: le français).

2.2.3. « Interculturalité » versus « *assimilationnisme* »:

L'espace de *Globlivres* apparaît comme un espace que je qualifierai d'"altéro-centré", ou de "producteur d'altérité". Ceci dans la mesure où, comme nous l'avons vu en introduction à ce point II.2.2, il est structuré par le principe de donner à reconnaître l'"Autre" et ses « différences ». Ces « différences » n'existant pas en tant que telles, elles sont produites dans le cadre de *Globlivres*, et attribuées par le personnel de la bibliothèque à chaque individu pénétrant en son sein en fonction, principalement, du critère de langue. Je postule que le principe émique consistant à donner à reconnaître les « différences » constitue une première politique d'organisation de la « différence » attribuée aux publics de *Globlivres*, et donc une **première acception de l'« interculturalité »**.

Cette première acception de l'« interculturalité » se conforme dans une certaine mesure à la pratique d'une « éducation interculturelle » ou d'une « pédagogie interculturelle ». Les références à une « pédagogie interculturelle » sont par ailleurs nombreuses au sein des archives des différents colloques et rencontres auxquels les fondatrices ont participé au fil des années. En me référant à l'ouvrage de synthèse sur l'*Education interculturelle* réalisé par Martine ABDALLAH-PRETCEILLE, je pose l'hypothèse que la « pédagogie interculturelle » à laquelle se réfèrent les porte-parole de *Globlivres* en s'érigeant autour d'une « reconnaissance » d'« *appartenances culturelles* » attribuées à chaque élève correspond à une « pédagogie interculturelle » développée en France au milieu des années 1970, et amplement débattue, selon l'auteur, dans le courant des années 1980 (une période qui correspond à la création de *Globlivres*). Ce paradigme prévoit qu'après avoir attribué une ou plusieurs « cultures » à chaque élève, ces dernières soient mises « "sur un même pied d'égalité" ⁶⁵. » [RAGI, 1998, p.118].

En défendant le fait de donner à reconnaître les « différences » qu'ils attribuent à leurs publics lors de visites qu'ils guident mais aussi au sein de colloques auxquels les

⁶⁵ Les guillemets internes se rapportent à une citation des propos de l'un des directeurs d'association interculturelle interviewé par Tariq RAGI.

fondatrices de la bibliothèque sont invitées jusqu'en 2000 en tout cas, les porte-parole de *Globlivres* posent cette acception de l'« interculturalité » comme alternative à des discours qu'ils regroupent à quelques reprises sous le terme d'« *assimilationnistes* ». Ils opposent ainsi ce qu'ils conçoivent comme un mode de représentation égalitaire des différentes « *appartenances* » au mode de représentation non égalitaire qu'ils attribuent à l'« *assimilationnisme* », en référence à un modèle d'« assimilation » que je qualifie d'« universaliste » [cf. II.1.]. Pour rappel, cette conception de l'« assimilation » repose sur l'idée d'un processus qui vise à « gommer » ce par quoi tel ou tel individu se différencie ou est différencié d'une « culture » représentée à l'échelle de l'Etat-nation. Notons qu'en se référant à cette définition de l'« assimilation », les porte-parole de *Globlivres* la considèrent comme un modèle de gestion des « différences » à caractère unilatéral: l'individu se rend ou est rendu semblable à la « culture » attribuée à l'Etat-nation, sans que ce processus soit réciproque. Je remobiliserai cette conception au point II.2.3.2..

Je pose l'hypothèse qu'en opposant leur acception de l'« interculturalité » à une conception universaliste de l'« assimilation », les porte-parole de *Globlivres* ne visent pas qu'une définition par la négative de l'« interculturalité » qu'ils souhaitent mettre en scène dans la bibliothèque. Cette opposition leur permet une nouvelle fois de distinguer *Globlivres* au sein du champ social dont elle fait partie, sachant que ce dernier comprend une pluralité d'institutions s'adressant aux « *migrants* ». Mobiliser cette première acception de l'« interculturalité » leur permet, en s'érigeant sur le principe d'une reconnaissance des « différences culturelles », de se différencier de certaines institutions auxquelles ces publics sont également susceptibles de s'adresser, et dont l'un des porte-parole, notamment, qualifie les pratiques d'« *assimilationnistes* ». Dans les propos de ce dernier, les institutions en question se rapportent principalement à des structures étatiques, proposant une assistance sociale aux « *migrants* ». Je ne détaille pas davantage ce point afin de maintenir l'anonymat de mes données.

Notons seulement que ceci rejoint les conclusions de ma première partie, qui montraient que pour se définir face aux autres institutions, *Globlivres* mettait en scène une logique de « distinction » visant à garantir sa spécificité au sein d'un champ social compétitif.

2.3. Performer la « *rencontre* » entre « *cultures* »: une deuxième acception de l'« *interculturalité* »:

Comme je m'en suis rendu compte sur le terrain, l'acception de la notion d'interculturalité identifiée ci-avant ne suffit pas à expliciter la totalité des objectifs attribués à l'espace de *Globlivres* dans les discours des porte-parole de l'institution.

J'ai constaté qu'une partie de ces discours, notamment ceux mobilisés pour inviter les publics dans l'institution ou ceux rédigés sous forme de projets et adressés à des institutions (telles que l'ODM⁶⁶, par exemple) pour obtenir des subventions, comportaient le champ lexical de la « *rencontre* ». Les prospectus présentant les animations de *Globlivres*, par exemple, regorgent des termes et expressions suivants: « *carrefour* », « *croisement* », ou de « *contact entre cultures* ». Le mot « *rencontre* » lui-même apparaît en tant que tel pour incarner le thème des animations proposées par *Globlivres*, ses objectifs, et qualifier son espace. A la suite d'une réunion du comité à laquelle j'ai assisté, l'un des membres décrit *Globlivres* comme un « *lieu de rencontre* ». Cette expression est reprise à l'identique dans la bouche de plusieurs de mes interlocuteurs.⁶⁷

Ainsi, aux côtés d'une « *interculturalité* » privilégiant l'affirmation d'une pluralité de « *cultures* » au sein de l'espace pour les faire reconnaître [CF. PREMIÈRE ACCEPTION], l'« *interculturalité* » dont il est question dans cette troisième sous-partie incarne le projet de performer à *Globlivres* la « *rencontre* » entre ces « *cultures* ».

2.3.1. Reprofiler l'espace de la bibliothèque en terme de « *rencontres* »:

L'idéal de « *rencontre* » guide plus précisément la façon dont les porte-parole souhaitent que soit utilisé l'espace de la bibliothèque. Aux enseignants, par exemple, la responsable recommande d'utiliser cet espace pour « *construire [...] des liens entre les différentes cultures et encourager à l'ouverture et la solidarité entre les élèves.* » [GLOBLIVRES, 2000, P.2].

⁶⁶ ODM: Office Des Migrations

⁶⁷ J'en ai trouvé une première trace écrite dans la réponse qu'apporte la responsable sur la façon dont « la bibliothèque interculturelle contribue[...] à faciliter [une] gestion [de la diversité] »: « D'abord, Comme lieu de rencontre, d'échange et de documentation où, dans la mesure du possible, toutes les cultures sont représentées permettant la légitimation de chacune d'elles par rapport aux autres. » [COLLOQUE, 2000, P.2].

Selon mon analyse, performer la « *rencontre* » entre « cultures » constitue le troisième "principe structurant" de l'espace de *Globlivres*, et une deuxième politique de gestion de la « différence » de ses publics, donc une **deuxième acception de l'« interculturelité »**. Bien qu'il soit moins évident que les précédents principes ⁶⁸ au sein de l'espace de *Globlivres*, celui-là se manifeste par un nombre élevé de places assises ménagées à la jointure entre les différents ensembles de langue. Une des parois de la bibliothèque est par ailleurs plus particulièrement consacrée aux enseignants et à leurs élèves pour donner lieu aux « *liens* » ou aux « *rencontres* » entre plusieurs langues: il s'agit de celle qui renferme à la fois des livres plurilingues, des ouvrages racontant la même histoire mais en plusieurs langues (j'ai cité plus haut l'exemple du *Petit Prince*), et d'autres désignés sous le thème de l'« *interculturalité* ».

Au-delà de la disposition des éléments dans l'espace, c'est aussi à des fins de « *rencontres* » qu'une bénévoles, soutenue par la responsable de *Globlivres*, anime en dehors des horaires d'ouverture de la bibliothèque des réunions appelées *Chez nous, chez vous*. Ces dernières sont destinées à « *échanger* » entre personnes intéressées à parler de leurs vies et de leurs problèmes – qu'elles soient usagères de la bibliothèque ou non ⁶⁹. Dans le cadre de cette activité, les membres du personnel qui interviennent à ces réunions en tant que bénévoles de *Globlivres* acquièrent sur le terrain un statut de « *médiateurs culturels* ». Ceci dans la mesure où ils se proposent de faire le lien entre les diverses « *appartenances* » par lesquelles les participants se définissent et sont définis.

2.3.2. Reformulations émiques de la notion d'« intégration »:

J'ai noté au cours de mon enquête que dans les discours des porte-parole de *Globlivres*, mais surtout de personnes extérieures à l'institution, la finalité de ces « *rencontres* » entre « *appartenances* » différentes était souvent énoncée en terme d'« *intégration* ». C'est aussi par ce terme que s'est trouvé, selon les cas, formulé le « rôle » de *Globlivres*. En 2004, par exemple, l'institution reçoit un prix appelé « *Mérite de l'intégration* » et attribué par la Commune de Renens pour la récompenser du « rôle joué dans l'intégration » [FIG.16].

⁶⁸ « Donner à voir la "*diversité*" » et « donner à reconnaître les "*différences*" ».

⁶⁹ Nous verrons au point III.2.2.2. que cet objectif se double d'un autre aspect, qui souhaite limiter la communication au français dans le cadre de cette activité.



FIG.16 : Annonce de la remise des Mérites culturel, sportif et d'intégration par la commune de Renens⁷⁰

Pour définir ce qu'entendaient mes interlocuteurs par « intégration » dans le cadre de *Globlivres*, j'ai cherché à savoir "dans quoi" les porte-parole de *Globlivres* prévoyaient que soient « intégrés » les publics de la bibliothèque. Les porte-parole en question ont énoncé la nécessité que les « appartenances » de chaque individu soient intégrées les unes aux autres. Ce faisant, je fait l'hypothèse qu'ils mettent encore une fois en scène une rhétorique de distinction face à des conceptions universalistes – ici de l'« intégration ». Leur conception de l'« intégration » mobilise le principe d'un « droit à la différence ». Elle rejoint ainsi, d'après ce que j'ai pu déduire de ma lecture de Manuel BOUCHER, une acception anglo-saxonne du terme, présentée comme antagoniste à une « intégration à la française » [BOUCHER, 2000, PP.39-49; CF.II.1.]. Plus que cela, elle ménage également une dynamique de réciprocité, explicitée comme contraire à la dynamique « assimilationniste » évoquée plus haut (dynamique décrite comme unilatérale, n'allant que dans le sens de l'« identité » promue au niveau national). C'est ce que souligne l'une des intervenantes lors de l'anniversaire des vingt ans de l'inauguration de *Globlivres* lorsqu'elle dit:

« Ce que nous avons appris de *Globlivres* dans le débat actuel sur l'intégration, c'est que c'est un processus réciproque. » [VINGT ANS, SEPT.2008].

En ayant pour finalité cette acceptation de l'« intégration », une « *intégration réciproque* »⁷¹, la « *rencontre* » correspond éminemment au souhait d'une transformation

⁷⁰ http://www.renens.ch/dev/pres_ren/index.html, consulté le 25.05.10.

– sur un pied d'égalité, toujours – des « *appartenances* » au contact les unes des autres. Christiane PERREGAUX attribue à cette transformation « une certaine conception de l'identité, composable et recomposable par tous les acteurs et les groupes sociaux en nécessité d'intégration; une intégration permanente, au cours du temps. » [PERREGAUX ET AL., 2001, P.319 ⁷²]. Notons aussi que cet idéal de « *rencontre* » est défini dans les discours des porte-parole, comme allant à l'encontre d'une logique de dualité entre langue « *d'origine* » et langue « *d'accueil* ». La « *rencontre* » s'effectue sur un territoire qui se veut neutre, auquel tout individu est extérieur *a priori*. Tariq RAGI note également l'élaboration d'un tel territoire au sein des associations interculturelles qu'il analyse. Il le définit en tant que « terrain d'expression d'une universalité nouvelle, constituée à partir des particularisme [et consistant en une] sublimation des différences » [RAGI, 1998, P.121].

2.3.3. « Interculturalité » versus « *multiculturalité* »: une redéfinition de l'« identité » à la clef:

Plus haut, j'ai souligné les affinités entre la première acception de la notion d'interculturalité (donner à reconnaître les « différences ») et les préceptes du paradigme de « pédagogie interculturelle » tel qu'il a été élaboré en France au milieu des années 1970. Pour préciser les contours émiques de la deuxième acception d'« interculturalité » (performer la « *rencontre* »), c'est le paradigme du « dialogue interculturel » qui m'est utile. Voici la façon dont Kévin HADDAD & Altay MANÇOT définissent ce paradigme:

« Le dialogue interculturel [s'inscrit dans] les interactions et échanges de vues entre des individus ou des groupes appartenant à des univers culturels différents, permettant à chacun de mieux comprendre la vision du monde de l'Autre, favorisant ainsi la coexistence pacifique des différents groupes ethnoculturels au sein d'une société. Le dialogue suppose l'égale dignité de tous les participants et une participation volontaire. Il suppose aussi [...] la capacité de trouver un langage commun pour comprendre et respecter les partenaires. » [HADDAD & MANÇOT, 2009, P.92]

⁷¹ Cf. aussi Marina MARENGO et Jean-Bernard RACINE, qui reproduisent cette expression au sein de leur analyse [RACINE, 2000; RACINE & MARENGO, 2005].

⁷² « L'intégration interculturelle, dont la spécificité est de s'élaborer dans un contexte multiculturel, demande une certaine conception de l'identité, composable et recomposable par tous les acteurs et les groupes sociaux en nécessité d'intégration; une intégration permanente, au cours du temps. » [PERREGAUX, 2001, P.319].

Contrairement au paradigme de « pédagogie interculturelle », ce paradigme de « dialogue interculturel » n'a pas été mentionné comme cadre de référence par mes interlocuteurs sur le terrain. Ceci dit, les principes qu'il exprime rejoint les principes exprimés par les porte-parole de *Globlivres* lors de leurs présentations des objectifs de la bibliothèque et me permet de clarifier la définition de l'« identité » dont ils se revendiquent. Nous voyons que tout en promouvant un échange à « égale dignité » entre individus affiliés à des « *appartenances culturelles* », le paradigme de « dialogue interculturel » s'inscrit en principe contre la réduction des « *appartenances* » à une seule « identité », et pour une expression de ces « *appartenances* » qui implique de « *ne pas avoir à choisir* », comme le résume l'intervenante à laquelle je faisais allusion plus haut [VINGT-ANS, SEPT.2008].

Cette conception de l'« identité » est saisie comme contraire à la conception de l'« identité » que la responsable, en particulier, attribue au modèle « multiculturaliste ». Cette dernière attribue à ce modèle une conception de l'« identité » menant à une « *fragmentation des appartenances* » plutôt qu'à une « *rencontre* ». A plusieurs reprises, la responsable de *Globlivres* insiste de fait sur le terme d'interculturalité pour contrer les usages du terme de « *multiculturalité* » qui s'y substituent parfois dans les propos des bénévoles. Alors que je lui pose la question: « *Interculturel ou multicultural ?* », elle me répond:

« Je tiens à " intercultuel " parce que la multiculturalité, elle, se contente d'enregistrer les cultures qui sont là, mais n'échangent pas entre elles. »

Expliciter ainsi ce que les porte-parole ont entendu par « *rencontre* » ou « *intégration réciproque* » et les conceptions de l'« identité » qu'ils invoquent me permet de mettre en valeur les dynamiques d'opposition que ces derniers entretiennent vis-à-vis d'autres modalités d'accueil de « *migrants* », potentiellement concurrentes. En reprenant mon analyse en terme de positionnement attribué à *Globlivres* au sein du champ social l'environnant, je pose l'hypothèse que la mobilisation de cette deuxième acception de l'« interculturalité » permet cette fois-ci aux porte-parole de distinguer leur institution d'associations qualifiées de « *multiculturelles* » par ces derniers. Je pense notamment aux *Associations d'étrangers*, très actives sur Lausanne et Renens, et que fréquente une partie des publics comme du personnel de *Globlivres*. A de nombreuses reprises, mes interlocuteurs revendiquent, comme nous l'avons vu dans la citation ci-dessus, une égale prise de distance vis-à-vis de ce qu'ils conçoivent comme de la « *multiculturalité* », voire

du « *multiculturalisme* » ⁷³, que vis-à-vis d'une conception universaliste de l'« *assimilation* ». C'est d'ailleurs en invoquant cette prise de distance que la responsable a explicité le fait que, pendant la durée de mon terrain en tous cas, les représentants de *Globlivres* n'ont que très peu activé de liens avec les *Associations d'étrangers*.

3. Conclusions intermédiaires:

Entre donner à reconnaître les « différences » (par le prisme du « livre-témoin ») et performer la « *rencontre* » entre « cultures », les façons dont les porte-parole de *Globlivres* se sont proposé de gérer la « *diversité* » de langues au sein de cet espace ont révélé deux acceptions de la notion d'interculturalité qui ont circulé sur mon terrain. Ces acceptions se fondent toutes deux sur un principe de « surdétermination culturelle » [RAGI, 1998, P.99], engageant une conception essentialiste de la « culture ». Cette dernière est élaborée et mobilisée au sein de l'espace de la bibliothèque pour qualifier et différencier ses publics entre eux. Ceci comme préalable à un acte de « *reconnaissance* » des « différences culturelles » attribuées à ces publics, mais aussi comme prérequis pour performer une « *rencontre* » entre ces « différences ». L'acte de « différenciation culturelle » s'incarne notamment au sein du classement d'ouvrages, qui construit et organise la « différence » attribuée aux publics-cible de *Globlivres* à partir de frontières attribuées sur le terrain entre langues, voire entre territoire nationaux.

A ces deux acceptions sont consacrés des espaces distincts au sein de la bibliothèque. Le premier, qui occupe la majeure partie de la bibliothèque, incarne une mise en scène d'« identités » qui se suffisent à elles-mêmes. Le deuxième, qui comprend des dictionnaires et ouvrages thématiques en plusieurs langues quoiqu'il soit mis en scène de façon moins évidente, repose éminemment davantage sur une volonté de transformation de ces « identités » par le biais de leur confrontation au sein d'un même espace. Je pose l'hypothèse que l'une et l'autre de ces acceptations ne sont pas mobilisées qu'à destination des publics-cible de *Globlivres*. En recourant à des registres d'opposition qui leur permettent de distinguer l'une et l'autre de ces acceptions à d'autres modalités d'accueil de publics « *migrants* » (conception universaliste de

⁷³ Les porte-parole utilisent ces deux termes de façon interchangeable sur le terrain pour les opposer à leur conception de l'« interculturalité ».

l'« *assimilation* » et « *multiculturalisme* »), les porte-parole de *Globlivres* continuent d'argumenter la spécificité de leur institution au sein du champ social l'environnant.

Dans la partie qui suit, nous verrons comment les publics de *Globlivres*, cette fois-ci, s'approprient la notion d'interculturalité mais aussi d'« intégration ».

III

T R O I S I È M E
P A R T I E

Analyse des usages

A ce stade de l'analyse, j'ai recueilli et analysé les acceptions de la notion d'interculturalité qui ont circulé, pendant la durée de mon enquête:

- au niveau des réseaux mobilisés autour de *Globlivres*
- au niveau des mises en scènes pratiques et discursives de l'espace de la bibliothèque par son personnel.

Les acceptions de la notion d'interculturalité que j'ai relevées en deuxième partie ⁷⁴ façonnent les usages que le personnel de *Globlivres* propose à ses publics dans son enceinte. Ces derniers y sont ainsi invités d'une part à utiliser « *des livres dans leur langue maternelle* » pour « *garder un contact avec leur culture d'origine* » [VISITE PROFAMILIA, DÉC.08], d'autre part à profiter de la mixité des « *cultures* » en présence pour « *dialoguer et s'imprégner les uns avec les autres* » [VISITE HEP, JAN.09]. Afin de ne pas nous arrêter à ces usages que je qualifierai de « voulus » ou « prescrits » en référence à Michel de CERTEAU [1990 (1980)], interrogeons maintenant les usages de *Globlivres* tels que je les ai effectivement observés dans l'enceinte de *Globlivres*. Ceci en prenant également en compte les usages relatifs à d'autres publics que ses publics-cible.

Comment les publics se sont-ils approprié la notion d'interculturalité par rapport à ce qu'ont proposé les porte-parole de *Globlivres* ?

Sachant qu'il est difficile de préjuger de la représentativité des données retenues dans cette partie ⁷⁵, je ne présenterai pas la totalité des usages observés dans le cadre de *Globlivres* pendant la durée de mon enquête. Je me concentrerai sur les usages qui font état de mobilisations et d'appropriations de la notion d'interculturalité distinctes de celles que j'ai abordées en deuxième partie. Ces usages se sont suffisamment manifestés pour que je leur consacre une partie entière.

J'entamerai la réflexion par quelques considérations méthodologiques. Puis, après avoir défini une partie des usages « effectifs » [CERTEAU, 1990 (1980)] que j'ai pu observer dans l'enceinte de *Globlivres*, je soulignerai en quoi ces derniers diffèrent des usages prescrits par le personnel de la bibliothèque. Nous aborderons ensuite les répercussions de cet écart entre usages effectifs et usages voulus sur la fréquentation de la bibliothèque, mais aussi et surtout sur la manière dont la notion d'interculturalité est reformulée à cet égard.

⁷⁴ Pour rappel: le fait de « donner à reconnaître les " différences " » [cf. II.2.2] et le fait de « performer la " rencontre " entre " cultures " » [cf. II.2.3].

⁷⁵ Pour les mêmes raisons que celles évoquées en introduction de ce travail: une observation de relativement courte durée, et un accès limité aux publics pour l'analyse.

1. Méthodologie de l'analyse des usages:

Le postulat selon lequel des usages « effectifs » sont susceptibles de se distinguer – mais aussi de se conformer, selon les cas – à des usages « prescrits » est énoncé, entre autres, par Michel de CERTEAU [1990 (1980), PP.60-61]. Ce dernier inscrit le décalage éventuel entre ces deux formes d'usages dans une théorie des rapports de force entre dominants et dominés. Je ne retiens pas cette perspective dans mon analyse, du moment qu'elle envisage d'emblée un conflit latent entre ces deux catégories d'acteurs. Je m'approprie par contre sa définition des deux formes d'usages. Les usages prescrits se rapportent selon lui aux discours de « concepteurs » (je les ramène ici aux mises en scènes et aux discours des porte-parole de *Globlivres*), au contraire des usages effectifs qui ne peuvent être analysés qu'à travers l'observation des usages pratiqués par les « consommateurs » de l'objet ou – dans mon cas – de l'institution dont il est question.

Concernant les méthodes que j'ai utilisées pour observer les usages « pratiqués au sein de l'institution », je les ai voulues les plus "participatives" possibles, afin de pouvoir confronter à ce sujet mes observations à l'interprétation qu'en faisaient mes interlocuteurs. J'ai privilégié pour cela les moments de contacts dont j'ai pu bénéficier avec les usagers de *Globlivres* lors des opérations de prêt d'ouvrages. A ces occasions, je pouvais accéder aux historiques d'emprunts des usagers concernés, mais aussi demander à ces derniers de commenter les emprunts en question – avec certaines limitations, toutefois, mentionnées en partie introductive [INTRO.4.1.].

Je leur ai plus précisément posé des questions portant sur le type de documents empruntés. Ce faisant, j'ai déterminé le "type" de documents en question en fonction de la langue des documents. J'ai donc repris la langue comme opérateur de distinction entre les différents ouvrages. Ceci pour évaluer au moment de mon terrain des écarts éventuels vis-à-vis des statistiques d'emprunts par langue effectuées au sein des *Rapports annuels* de *Globlivres*. J'ai ensuite interrogé la manière dont mes interlocuteurs usagers avaient pris connaissance de la bibliothèque, ainsi que les déplacements qu'ils effectuaient pour se rendre à *Globlivres* et leur fréquence. Ceci m'a permis de postuler le profil de ces usagers en relation avec leurs pratiques. Lorsque cela m'a été possible ⁷⁶, j'ai complété les données issues de ces interactions par l'observation des déplacements

⁷⁶ A savoir: lorsque je n'étais pas mobilisée par un autre lecteur.

de ces usagers au sein de la bibliothèque. Au total, j'ai ainsi pu estimer (de manière indicative) la fréquence de certains usages dans l'enceinte de la bibliothèque par rapport à d'autres ⁷⁷.

Comme je l'ai indiqué dans l'introduction à cette partie, au moment de restituer les données de cette analyse, je choisis de ne sélectionner que les usages effectifs qui ont mobilisé la notion d'interculturalité d'autre manière que celle mise en scène par les porte-parole de *Globlivres* au moment de présenter l'institution.

2. Ce que nous apprend l'analyse des usages de Globlivres:

2.1. Des usages effectifs qui pondèrent les usages prescrits de *Globlivres* en tant que « *bibliothèque interculturelle* »:

Sur le terrain, j'ai observé des usages qui n'ont pas exploité l'offre en langue – différentes du français – par laquelle nous avons vu que les porte-parole de *Globlivres* ont argumenté sa distinction vis-à-vis d'autres bibliothèques, et ont défini (en partie) son interculturalité [CF. I.3.3.1]. Ce sont ces usages, qui n'ont pas mobilisé *Globlivres* en tant que « *bibliothèque interculturelle* », que je répertorie tout d'abord. J'en décrirai trois exemples. Nous verrons ensuite que d'autres usages ont exploité l'« interculturalité » de *Globlivres* sans pour autant lui prêter les mêmes acceptions que les porte-parole de la bibliothèque. Pour structurer entre elles les parties qui suivent, j'ai mis sur pied des profils d'usagers. Ces derniers constituent un artifice théorique, quoiqu'ils recoupent parfois des catégories émiqes utilisées par des membres du personnel pour désigner des usagers.

⁷⁷ Le mémoire d'Andrea CAPRARA, réalisé autour du thème des « Biblioteche interculturali in Svizzera », terminé et obtenu par la responsable de *Globlivres* au cours de mon terrain, contient également des données intéressantes à propos des usages de la bibliothèque. Ces données sont issues de questionnaires identiques distribués par le personnel de plusieurs *bibliothèques interculturelles* suisses auprès d'une partie de leurs usagers et ont été synthétisées pour faire le portrait d'une « nuovo trend », d'une « nouvelle tendance ». Compte-tenu de l'indistinction des terrains auxquels ces synthèses font nécessairement référence, j'en ai pris connaissance mais ne les intègre pas au sein de cette analyse.

2.1.1. Mobilisation de *Globlivres* comme bibliothèque de proximité:

En demandant à une partie des usagers quels déplacements ils effectuaient pour parvenir à *Globlivres*, j'ai pu identifier un premier profil d'usagers. Il s'agit d'individus qui ont expliqué venir à *Globlivres* parce qu'ils habitaient à proximité. J'y référerai donc en tant qu'usagers de proximité.

2.1.1.1. Profil d'usager n°1: Les usagers de proximité:

Voici trois exemples d'interactions dans lesquels je résume quelques usages relatifs à ces usagers de proximité. Je les ai sélectionnés parce qu'ils ont mobilisé des types de fonds différents les uns des autres.

→ Une personne entame l'interaction avec l'une des bénévoles de *Globlivres* en disant:

« *Je suis venue vous demander, comme j'habite près d'ici [...]* »

Elle souhaite consulter un quotidien lausannois pour y trouver le « *comparatif assurances accident* » de l'année en cours. La bénévole lui répond que *Globlivres* ne possède pas ce document, et la personne repart de suite.

→ Une personne se présente comme « *gardienne de garderie* » et me dit n'emprunter sur les lieux « *que des livres en français* ». Lorsque je lui demande comment elle a pris connaissance de *Globlivres*, elle me répond qu'elle et ses collègues y viennent depuis des années « *parce que c'est la bibliothèque la plus proche* ». Elle se dirige ensuite en compagnie de ses élèves vers le rayon de livres français pour enfants en bas âge, et emprunte pour la garderie des livres en français de la collection *Disney classique*.

→ Une personne, enfin, me demande si la bibliothèque possède un roman en langue française, paru quelques mois auparavant en librairie. Lorsque je lui demande si elle a déjà regardé s'il était empruntable dans d'autres bibliothèques, elle me répond:

« *Oui, mais je voulais savoir s'il n'y était pas ici, parce que j'habite plus près.* ».

Je lui annonce que cet ouvrage ne se trouve pas à *Globlivres*. Après cette interaction, elle rejoint au rayon de livres français pour enfants le groupe d'écolières avec lequel elle s'est rendue à la bibliothèque. Sa fiche de lectrice montre qu'elle y est désignée par le personnel de *Globlivres* comme étant de langue bosniaque.

Ces exemples d'interactions montrent que les usagères concernées souhaitent utiliser *Globlivres* comme bibliothèque de quartier. Ceci en cherchant à y lire le français comme langue parlée couramment. Le troisième exemple illustre par ailleurs le fait que le personnel de la bibliothèque détient le monopole de la production de « cultures » qu'il attribue ensuite aux publics de la bibliothèque [CF. AUSSI II.2.1.3.]. En résulte un décalage entre les usages que cette troisième personne souhaite faire de la bibliothèque et ceux que le personnel de *Globlivres* lui associe, après lui avoir attribué une « culture » bosniaque. Notons que dans deux des cas mentionnés ci-dessus, les usagères n'ont pas trouvé ce qu'elles étaient venues y chercher. Nous reviendrons là-dessus au point III.2.2.1.

2.1.2. Mobilisation de *Globlivres* comme lieu d'apprentissage du français:

Voyons maintenant les usages effectifs de *Globlivres* qui l'ont mobilisée en tant que « *bibliothèque interculturelle* », que le terme « interculturel » soit apparu en tant que tel dans leurs propos ou non. J'ai réparti ces usages en trois catégories de publics. Pour catégoriser ces publics, je me suis référée au statut que leur conférait le personnel de *Globlivres* pour me les décrire. Je traiterai les exemples d'usages qui suivent de manière plus approfondie que ceux qui ont précédé dans la mesure où ils ont mis en jeu des acceptions de la notion d'interculturalité. Pour chaque type de public, j'indiquerai les usages qu'ils ont souhaité faire de la bibliothèque, et les acceptions de la notion d'interculturalité qu'ils ont ainsi mis en jeu.

2.1.2.1. Profil d'usager n°2: Les enseignants et les élèves:

En comptant dans cette catégorie la totalité d'enseignants de classes d'accueil ou de classes d'écoles primaires (y compris les formateurs de HEP), les gardiennes de garderies et la totalité des élèves qui sont venus à *Globlivres* avec ce statut, j'estime les fréquentations de ce type de publics à 30% de la fréquentation totale de la bibliothèque lors de ma présence sur le terrain.

Lorsque les classes sont accueillies pour la première fois à *Globlivres*, l'une des bénévoles leur montre systématiquement (en ma présence en tout cas) les ouvrages rédigés dans les langues maternelles des enfants, si tant est qu'elles sont différentes du français. Après cela, enfants et enseignants tendent à se diriger vers le rayon des

ouvrages en français. S'ensuit un « *marché* » que les enseignants proposent à leurs élèves de classes d'accueil. Cette enseignante, par exemple, répond à ma question: « *Vous empruntez quoi comme livres?* » en me disant:

« *J'essaye de faire un marché: un livre en français pour un livre dans leur langue, pour qu'ils ne lisent pas que des livres dans leur langue.* »

Elle poursuit:

« *Mais de toutes façons, je trouve ça bien, qu'ils puissent lire dans leur langue.* »

D'autres enseignants proposent des « *marchés* » à leurs élèves dans lesquelles les proportions entre langue « *d'accueil* » et langue « *d'origine* » sont différentes. Lors d'une visite express avec ses élèves de classe d'accueil, cette enseignante leur annonce:

« *Vous devez prendre chacun trois livres en français et un dans votre langue.* »

Dans ces rhétoriques, les « *livres en français* » font en fait référence aux fonds de livres pour enfants aménagés au fond de la bibliothèque. Tout comme les livres bilingues, ces derniers se substituent dans une certaine mesure à des méthodes d'apprentissage du français. Les usages observés en cette occasion font de *Globlivres* un lieu d'apprentissage du français. Les enseignants considèrent d'ailleurs le fait de lire dans sa langue maternelle (un des usages prescrits par le personnel de la bibliothèque) comme un moyen de faciliter l'apprentissage du français. En ceci, ils reprennent une argumentation développée non seulement en regard avec l'une des définitions de l'« *éducation interculturelle* »⁷⁸, mais aussi par les enseignantes qui ont participé à la fondation de *Globlivres*. Cette argumentation leur a permis d'obtenir une partie de ses premiers financements.

2.1.2.2. Profil d'usager n°3: Les requérants d'asile:

Dans les discours de membres du personnel de *Globlivres* apparaît une sous-catégorie de « *migrants* »: les « *requérants d'asile* ». En pratique, elle désigne les « *migrants* » dont l'adresse est inscrite à l'EVAM⁷⁹. Lors de mon enquête, il s'agit majoritairement de jeunes adultes, qui viennent seuls ou accompagnés par d'autres requérants d'asile à *Globlivres*. Ce sont principalement des ressortissants de Somalie ou d'Erythrée.

⁷⁸ Cf. par exemple les écrits de Christiane PERREGAUX qui promeuvent la mise sur pied d'une « *éducation interculturelle* ».

⁷⁹ EVAM: *Etablissement Vaudois d'Accueil des Migrants*

A leur entrée dans *Globlivres*, lorsqu'ils demandent aux bénévoles des ouvrages « to learn french », ils sont de suite guidés vers les rayons consacrés aux méthodes de langue. D'autres fois, ce sont d'autres requérants d'asile qui les accompagnent qui les guident vers ce rayon. Ils empruntent soit des méthodes *Assimils*, soit des méthodes issues de cours d'apprentissage du français. Voici la façon dont la responsable de *Globlivres* interprète et explicite leurs démarches. Elle s'adresse ici à une représentante de la BCU:

« En ce moment, il y a beaucoup d'Erythréens qui arrivent ici. Ils viennent assez vite ici pour trouver des dictionnaires – le premier pas vers la langue française... Ils essayent de trouver des Assimils, aussi. Nous on essaye de chercher ailleurs, aussi, à travers des amis ou des lecteurs, des [fonds] dans leur langue maternelle. »

A une responsable de l'Office du chômage, la responsable décrit ainsi ce profil d'utilisateurs de la bibliothèque:

« C'est des personnes qui viennent ici pour apprendre le français, prendre des livres dans leur langue, et pour prendre des méthodes d'apprentissage. Aussi pour avoir un soutien. ».

Le terme de « soutien » fait référence à d'autres usages que proposent la bibliothèque, sur lesquelles je lancerai la réflexion en conclusion de ce travail.

D'après les propos de la responsable, nous voyons que la direction de *Globlivres* s'efforce « pour les aider quand ils arrivent » d'alimenter la bibliothèque non pas seulement en méthodes de langues, mais aussi en ouvrages dans leur langue maternelle. Or j'ai constaté à plusieurs reprises au travers de mes interactions avec ces requérants d'asile qu'ils ignoraient l'existence d'un fond d'ouvrages dans leur langue maternelle. Lorsque je les ai orientés vers ces ouvrages, ils n'en ont que rarement emprunté ⁸⁰. Ici encore, comme dans le cas des enseignants et de leurs élèves, les usages s'orientent vers l'apprentissage du français.

2.1.2.3. Profil d'utilisateur n°4: Les parents « migrants » estimant ne pas maîtriser le français, et leurs enfants ⁸¹:

Les requérants d'asile n'ont pas été les seuls à s'orienter vers les rayons de dictionnaires et de méthodes à leur arrivée dans la bibliothèque. De nombreux usagers, qui ont motivé leur présence à *Globlivres* en disant qu'ils y accompagnaient leurs

⁸⁰ Ceci n'est arrivé qu'une fois sur vingt environ, pour donner un ordre d'idée.

⁸¹ Je n'ai pas rencontré une seule fois pendant mes quatre mois de terrain de « migrants » d'« origine » française.

enfants, et étaient désignés sur leur fiche d'inscription sous une langue maternelle autre que le français, attendaient que leurs enfants aient d'eux-mêmes choisi les ouvrages en français qu'ils voulaient lire en se renseignant, auprès du personnel de la bibliothèque, sur les méthodes de langue à disposition pour apprendre le français.

L'une des membres du personnel de *Globlivres* est passée du statut d'« *usagère* » de la bibliothèque au statut de « *bénévole salariée* ». Elle utilise son expérience personnelle pour m'expliquer les manières dont les enfants de « *migrants* » utilisent la bibliothèque:

« Les enfants, ils viennent lire des livres en français quand ils commencent à aller à l'école. Au début, ils viennent avec les parents, pour lire dans leur langue. Moi je donne l'exemple de ma famille: au début, quand on est arrivés, on a pris les livres en turc et on a pris les livres en français, et après, quand mes filles ont commencé l'école, elles sont allées vers les livres en français. Ça, c'est le but de la bibliothèque. Sinon, à partir de la troisième année, ils commencent à faire des recherches sur les livres documentaires, et nous on n'en a pas beaucoup. Alors on les envoie au Léman, on dit: " il y a une autre bibliothèque, qui a plus de livres comme ça, qui a plus de livres en français: c'est une bibliothèque scolaire ". ».

Un autre parent d'élève me livre spontanément:

« Ca fait depuis longtemps que je ne suis pas venue ici [...] Avant, je venais ici avec mon fils, mais maintenant, il est plus grand, alors on va plutôt au Léman. »

D'après ces propos, qu'il s'agisse des usages de parents ou d'enfants, leur fréquentation de *Globlivres* coïncide avec une période d'apprentissage du français. Remarquons que les usages en question ne se portent pas que vers des livres en français. Ceci dit, ils "terminent" par cela. Nous voyons aussi que cette bénévole inscrit comme « *but* » une pratique d'usager qui n'a pas été relatée parmi les objectifs de la bibliothèque au moment des visites guidées par ses porte-parole.

2.2. Les compromis de la direction de *Globlivres* face à ces usages effectifs:

Comme nous l'avons vu, la direction de *Globlivres* est confrontée à deux ensembles d'usages qu'elle n'a pas formulée au sein de ses objectifs: celui qui apparente *Globlivres* à une bibliothèque de proximité ou de quartier et celui qui l'apparente à un lieu d'apprentissage du français. Par rapport à cela, elle oscille entre le fait de s'adapter ou non à la demande des publics que j'ai décrits ci-dessus.

2.2.1. Face aux usages de *Globlivres* comme "bibliothèque de proximité" (profil n°1):

Je reproduis ici un extrait d'interaction entre la co-responsable de *Globlivres* et le président de son comité, à son retour de séance avec la *Commission des bibliothèques* de Renens. Il traduit les hésitations des porte-parole de *Globlivres* face aux usages en tant que bibliothèque de proximité:

- Co-responsable: « *Les enfants, ils viennent chez nous chercher des livres parce qu'on est plus proche ici [que du Léman]. On ne va pas leur dire qu'ils n'ont pas le droit de venir.*
- Président: *La seule chose que je veux dire, c'est qu'on ne va pas avoir une politique d'achat pour les enfants qui viennent ici parce que c'est plus près.*
- Co-responsable: *Non, d'ailleurs la plupart des livres en français, ici, c'est des dons et des documentaires sur les romains et les égyptiens.*
- Président: *C'est intéressant, ça, donc ça fonctionne comme un stock d'amortissement.*
- Co-responsable: *Oui, pour les exposés, on cherche [les livres] avec eux. [...] »*

Ainsi qu'en témoignent les propos du président, et en vertu des réseaux de complémentarité qu'elle entretient vis-à-vis de la *Bibliothèque du Léman* [cf. 1.3.2.1], la direction de *Globlivres* met en place une "résistance passive" face aux usages de la bibliothèque qui portent sur la langue française en tant que langue maternelle. En terme de dons d'ouvrages en français⁸², si la responsable et la co-responsable acceptent une grande partie des ouvrages pour enfants qui lui sont proposés, elles refusent les ouvrages pour adultes. Quant à leurs politiques d'acquisition de livres en français, elles se restreignent à quelques livres pour enfants et adolescents sur des thématiques afférentes à la gestion de la « différence culturelle », et des traductions ou écrits en français d'auteurs étrangers.

⁸² Ces dons sont issus dans les deux cas de personnes que je n'ai pas pu identifier avec précision, mais qui ne se superposaient pas forcément aux usagers de l'institution.

2.2.2. Face aux usages de Globlivres comme lieu d'apprentissage du français (profil n°2,3,4):
Globlivres comme « passerelle », ou lieu de « transition »:

Face aux usages de la bibliothèque comme lieu d'apprentissage du français, par contre, la direction de *Globlivres* adapte dans une certaine mesure ses politiques d'acquisition.

Au moment de déposer les demandes de subsides auprès des organes cantonaux puis fédéraux, la responsable de *Globlivres* soumet entre autres un projet à l'ODM dans lequel elle demande des subsides pour poursuivre l'animation *Chez nous, chez vous* [cf. II.2.3.1.]. Elle y formule le souhait d'acquérir un stock supplémentaire de dictionnaires et méthodes de langues pour l'apprentissage, notamment, du français.

Dans cette démarche d'adaptation, l'animation *Chez nous, chez vous* n'est plus seulement présentée comme visant à des « *rencontres entre cultures* »: elle est aussi et surtout conçue comme l'occasion de permettre à des « *migrants* », qu'ils soient ou non usagers de *Globlivres*, d'« *améliorer leur français* » dans une ambiance « *conviviale* »⁸³.

Le rôle de la bibliothèque, lui, n'est plus seulement énoncé en tant que « *lieu de rencontre* ». Au sein du *Rapport d'activité 2008* (issu au terme de ma période de terrain), la responsable adresse aux membres et soutien financiers de l'institution une nouvelle formulation du rôle en question. Elle attribue à *Globlivres* un « *rôle de passerelle* » qui lui permet de justifier les records d'emprunts qu'y connaissent les ouvrages en langue française. Alors qu'elle commente les statistiques annuelles de prêts dans chaque langue, elle écrit:

« La proportion des prêts de livres de langue française est stable, autour de 40%, nettement supérieure à la proportion des lecteurs francophones⁸⁴. Ces chiffres, corroborés par les observations de l'équipe, nous indiquent que les lecteurs non francophones, à côté des livres qu'ils empruntent dans leur langue maternelle, empruntent aussi des livres en français. Ceci confirme le rôle de passerelle que Globlivres entend jouer. » [GLOBLIVRES (R.A.2008), 2009, P.21].

⁸³ Termes utilisés dans un brouillon de la description du projet.

⁸⁴ Ceci d'autant plus que la catégorisation des lecteurs par langue est en partie victime d'un biais qui a lieu lors de leur processus d'inscription. Comme je l'ai relevé au point II.2.1.3., j'ai observé en effectuant les inscriptions en compagnie de membres du personnel que ce processus relève de deux pratiques différentes selon le membre du personnel qui l'effectue. Alors que certaines inscrivent systématiquement, face aux usagers qui s'expriment en français, le « *français* » sous la catégorie « *langue maternelle* », d'autres demandent à l'utilisateur quelle est sa langue maternelle.

Outre la métaphore de « *passerelle* » ou (à d'autres moments) de « *pont* » pour qualifier *Globlivres*, la bibliothèque obtient également un statut d' « *espace transitionnel* ». Selon la responsable toujours:

« *Le rôle de la bibliothèque interculturelle est d'être un " espace transitionnel ", un pont entre la culture d'origine et la culture d'accueil.* » [GLOBLIVRES (R.A.2008), 2009, P.4].

En plus d'une nouvelle formulation du rôle de *Globlivres*, l'adaptation de sa direction aux usages effectifs de ses publics en terme d'apprentissage du français a au moins deux conséquences: l'attribution d'un statut d'exception au français par rapport aux autres langues représentées dans l'enceinte de la bibliothèque, et par suite, un renversement des rapports de forces que les porte-parole de *Globlivres* préoyaient entre les langues [CF. II.2.2.2.].

2.2.3. Le statut d'exception du français:

Au sein de l' « *espace transitionnel* » dans lequel la direction de *Globlivres* prévoit d'accueillir les profils d'usagers que j'ai listés dans la section III.2.1.2., le français est principalement conçu comme une langue à apprendre, et moins comme une langue parlée. Cette conception a cours en partie du côté des publics de profils n°2,3,4, en partie du côté du personnel de la bibliothèque. Dans le deuxième cas, nous avons vu qu'elle découle non seulement d'une adaptation aux publics en question, mais aussi d'une façon de distinguer les fonds et publics de *Globlivres* de ceux de la *Bibliothèque du Léman*. Pour reprendre la terminologie qui a circulé auprès de mes interlocuteurs, le français tend à être considéré dans les deux cas comme langue « *d'accueil* » et non pas comme langue « *maternelle* » ou langue « *d'origine* ». Ceci contrairement aux autres langues représentées dans l'espace de *Globlivres*. Pour ce qui est de l'apprentissage de langues, par exemple, bien que la bibliothèque possède des méthodes en d'autres langues que le français, ces dernières n'ont jamais été empruntées en ma présence (à l'exception de rares emprunts de méthode d'anglais).

Ceci fait du français une langue qui n'a pas le même statut que les autres dans la bibliothèque, qui a un statut d'exception. Alors qu'ils viennent visiter l'institution, un couple de personnes se présentant comme « *membres de l'association* » réagit à cela en disant:

« *Eh ben dis donc, vous n'avez rien pour les Suisses.* ».

Cette remarque se base uniquement sur une observation des fonds mis à disposition des publics adultes de langue française – fonds qui se limitent principalement, comme nous l'avons vu plus haut, à des écrits en langue française d'auteurs conçus comme « *étrangers* », dont une majeure partie consiste en des traductions. Elle ne tient pas compte des activités effectuées en marge des transactions d'ouvrages au sein de la bibliothèque. Les après-midi de contes, par exemple, qui s'y tiennent un mercredi par mois, drainent d'après mes observations un grand nombre d'habitants du quartier (les potentiels usagers de proximité), qui peuvent être suisses. Je dis "peuvent" parce que j'ai constaté que les publics n'étaient pas ou que très peu définis en terme d'« *appartenances culturelles* » en cette occasion.

Ceci dit, mes analyses ont confirmé que les « *Suisses* » de langue maternelle française, ou même les personnes maîtrisant suffisamment le français pour vouloir le lire dans des romans, par exemple, n'ont pas eu le loisir d'utiliser *Globlivres* de la même façon que les usagers qui souhaitaient lire dans une langue maternelle autre que le français.

2.2.4. Un renversement ultérieur de rapports de forces entre langue « *d'accueil* » et langue « *d'origine* »:

La métaphore de « *passerelle* » utilisée pour désigner *Globlivres* fait également apparaître une bipolarité entre langue « *d'origine* » ou langue « *maternelle* » et langue « *d'accueil* » (le français). Ceci remet en question le programme des porte-parole, qui s'étaient donné pour objectif de mettre toutes les langues sur un pied d'égalité [CF. II.2.2.3.]. La « *place* » attribuée au français par une partie des usagers dans leurs emprunts d'ouvrages va jusqu'à occasionner un renversement des rapports de forces entre langue « *d'origine* » et langue « *d'accueil* » à l'avantage de cette dernière.

En cela, l'examen des usages effectifs de la bibliothèque vient contrebalancer mon analyse de son espace [CF. II.2.2.2.]. Si la mise en scène de ce dernier prônait un équilibre entre les différentes langues, les pratiques des profils d'usagers n°2, 3, 4 témoignent d'une dualité qui va à l'encontre de cette volonté d'égalité. Ceci montre qu'une partie des publics de *Globlivres* et plus particulièrement de ses publics-cible, n'est pas sensible aux registres d'oppositions qu'entretiennent les porte-parole au niveau de leurs acceptions de l'« *interculturalité* » (entre « *interculturalité* » et « *assimilationnisme* », et entre « *interculturalité* » et « *multiculturalisme* »). Pour le dire plus simplement, les publics en question ne viennent pas à *Globlivres* pour

l' « interculturalité » par laquelle les porte-parole distinguent la bibliothèque au sein du champ social l'environnant. Ceci a pour conséquence que ces publics y font d'autres usages que ceux prescrits par les porte-parole de *Globlivres*.

Un entretien avec une usagère que je range au sein du profil n°4, illustre cette hypothèse. Alors que je lui demande si en complément des méthodes de français dont elle a requis l'emprunt elle veut emprunter des livres en turc (la langue maternelle indiquée sur sa fiche d'inscription), elle me répond:

« Non, parce que le français, c'est plus important »

Comme je l'ai pointé plus haut (vis-à-vis des usages liés au profil n°2, « les enseignants et leurs élèves »), l'usage des livres en langue maternelle est inféodé à l'apprentissage du français, qui en devient la finalité. Ces propos font ressurgir des rapports de force, ou d' « importance », entre langues « d'origine » et langues « d'accueil », identifiées dans le cadre de la bibliothèque en tant que « culture d'origine » et « culture d'accueil ». En cela, ils font penser à la conception universaliste de l' « assimilation » à laquelle les porte-parole de *Globlivres* s'opposaient en mobilisant une première acception de l' « interculturalité » [CF. II.2.2.3.]. Je reviens sur ce point dans le sous-chapitre qui suit.

2.3. Les conséquences de ces compromis sur l'identité que se donne l'institution:

2.3.1. Une piste pour expliquer la défection des publics-cible de *Globlivres*: Une autre acception de la notion d'interculturalité:

Lors des visites que la responsable a guidées au sein de *Globlivres*, il lui est arrivé d'évoquer comme problématique la défection d'une partie des publics de la bibliothèque. Elle parle, si l'on reprend ma typologie de publics, des profils d'usagers n°3 et 4. Selon ses dires, après une période pendant laquelle ils ont régulièrement emprunté des ouvrages (en langue « d'accueil » ou dans leur langue « maternelle »), leur fréquentation de *Globlivres* cesse. A une représentante de la BCU, par exemple, elle explique:

« On a des gens qui viennent quand ils sont enfants, et puis après... ils disparaissent, on ne sait pas pourquoi. Ou alors, ils sont tellement intégrés qu'ils lisent en français et ne trouvent plus ce qu'ils veulent chez nous. » [VISITE BCU, NOV.08].

En évoquant une « intégration » des usagers pour expliciter la désertion de ces derniers, la responsable quitte le registre des usages prescrits et s'éloigne par

conséquent de l'idéal d'« *intégration réciproque* » revendiqué et prescrit au niveau des objectifs de la bibliothèque [cf. II.2.3.2.]. Elle fait référence à une conception universaliste de l'« intégration », supposant, selon les conceptions auxquelles nous avons vu que cette notion est liée sur le terrain, l'« assimilation » des publics à la « *culture d'accueil* ».

A propos d'« assimilation », la lecture de Rogers BRUBAKER apparaît comme très utile. Ce dernier identifie un « return to assimilation », qui correspond selon lui à une stratégie mise en place par les « *migrants* » eux-mêmes [BRUBAKER, 2001]. La stratégie en question vise non pas à faire reconnaître leur « différence » (ce que *Globlivres* propose dans ses objectifs), mais à argumenter leur similarité. Rogers BRUBAKER retient ici une acception de l'« assimilation » qu'il désigne en tant que « processus intransitif » (qui n'admet pas de complément d'objet direct), qui consiste à augmenter sa similarité vis-à-vis de tel ou tel ensemble. A noter que par rapport à la conception universaliste de l'« assimilation » que je mentionne plus haut, l'« assimilation » dont parle Rogers BRUBAKER a subi une légère modification. Elle ne s'oppose plus à l'expression d'une « différence », mais à la ségrégation, ghettoïsation, marginalisation ⁸⁵. Quoiqu'il en soit, dans la définition qu'en donne Rogers BRUBAKER ou dans les propos de la responsable, cette volonté d'« assimilation » et l'« intégration » amène les « *migrants* » à laisser de côté tout ce qui pourrait renvoyer à leur « différence ».

Erving GOFFMAN montre par ailleurs que cette « différence » est susceptible d'être vécue comme un « stigmat » [GOFFMAN, 1975 (1963)]. Tant qu'ils entretiennent de façon ou d'autre ce « stigmat », les « *migrants* » s'appliquent à eux-mêmes des principes d'exclusion (ou la non-reconnaissance dont Charles TAYLOR soulignait la « violence » [TAYLOR, 1994]), qui les maintiennent hors d'un groupe (la « société ») idéalisé comme étant homogène, culturellement. Comme *Globlivres* a tendance à n'offrir à ces publics la possibilité de ne lire en français que pour l'apprendre, une fois la langue maîtrisée, ces « *migrants* » « *ne trouvent pas ce qu'ils veulent [à Globlivres]* », selon les termes de la responsable. De par le peu d'ouvrages en français disponibles pour des adultes dans la bibliothèque, il leur est en effet difficile de continuer de lire en français non plus comme

⁸⁵ C'est aussi cette « assimilation » que présente Manuel BOUCHER lorsqu'il parle de la façon dont le Haut Conseil à l'Intégration considère dans une publication de 1995 la notion d'intégration. Selon lui, cette intégration « valoris[e] [l]es " ressemblances " et des " convergences " » [BOUCHER, 2000, pp.45-46]

langue « *étrangère* », mais comme langue d'adoption. Un usage qu'ils sont susceptibles de privilégier, si l'on suit les hypothèses de Rogers BRUBAKER et de Erving GOFFMAN réunies, au détriment de l'usage prescrit à *Globlivres*: celui de continuer à lire dans la langue par laquelle ils sont désignés comme « différents » et à laquelle ils sont susceptibles d'attribuer leur « stigmatisme ».

En tous les cas, l'« intégration » prônée non seulement par les « *migrants* » (profil n°3, 4), mais aussi par les enseignants (profil n°2) donne lieu à une « intégration » « à *sens unique* » qui va à l'encontre des idéaux d'intégration « *réciproque* » prônés par les porte-parole. Concrètement, elle amène les publics à délaisser petit à petit leur langue maternelle pour des lectures en français, et non pas à maintenir les deux sur la durée. Elle reformule donc les finalités de l'« interculturalité » telles que je les ai identifiées au point II.2.3.2. Nous avons à faire à une nouvelle appropriation ou acceptation de cette notion, par laquelle il est possible d'expliquer la défection de certains publics qu'a évoqué la responsable.

Rappelons-nous toutefois, à ce stade de l'analyse, que la défection des publics évoqués par la responsable ne touche qu'une partie des publics de *Globlivres*, dont il m'est difficile d'évaluer l'importance en terme de proportions. De même, les usages que j'ai décrits les concernant ne représentent pas l'ensemble des usages observables dans son enceinte, mais uniquement ceux mobilisant des acceptions différentes de l'« interculturalité ». Nous ne pouvons par ailleurs écarter l'hypothèse selon laquelle les publics souhaitant apprendre le français par l'intermédiaire de *Globlivres*, se désaffilient ensuite parce qu'ils n'attribuent pas d'autres usages aux bibliothèques que celui de l'apprentissage (que ces dernières se situent en « *pays d'accueil* » ou dans leur « *pays d'origine* », pour reprendre des terminologies émiques). En ce cas, ils n'envisageraient tout simplement pas la bibliothèque comme lieu de lecture.

Une autre hypothèse encore est à prendre en compte, selon laquelle les « *migrants* » voulant lire dans « *leur langue* » auraient épuisé le stock des livres à disposition à *Globlivres*. C'est en fonction de cela que la responsable de la bibliothèque, par exemple, explique la défection de quelques usagers. Lors de la visite de *Profamilia*, elle dit – après avoir établi que les russes sont « *des très grands lecteurs* », que « *le problème, c'est qu'ils ont tout lu maintenant [dans leur langue]*. » [VISITE PROFAMILIA, DÉC.08].

2.3.2. Un « *changement d'état d'esprit* »?

Nous avons vu que les usages de *Globlivres* comme lieu d'apprentissage ou lieu d'« intégration » (dans sa conception universaliste) sont le résultat d'une appropriation de la notion d'interculturalité qui diffère des acceptions présentées par les porte-parole. J'ai noté que les écarts entre usages prescrits et effectifs et, par suite, entre différentes acceptions de l'« interculturalité » ont amené lors de mon enquête un débat sur l'identité de *Globlivres*. La nécessité de ce débat se pose non seulement suite à l'évolution de la demande des publics, mais aussi en lien avec les points de vues divergents de certains organes de financements de *Globlivres* en matière d'usages proposés dans son enceinte.

Il semble en effet que certains bailleurs de fonds lui attribuaient la tâche de privilégier l'apprentissage du français. Après avoir soumis une première fois un projet destiné à lire des histoires à des bébés dans la langue maternelle de leurs parents, la co-responsable me fait part d'une reformulation revendiquée par les bailleurs de fonds:

« [On a écrit qu'on] voulait que les mamans lisent les livres en langue maternelle, pour permettre à l'enfant de garder le contact avec sa culture d'origine, et elles ont dit: " Ah non, il faut pas mettre ça, notre but, pour l'intégration, c'est la langue française ". »

Le débat sur l'identité et le rôle de *Globlivres* a été instigué par des membres du personnel actifs à sa fondation (et possédant donc un « capital » élevé de « légitimité », pour reprendre la terminologie de Pierre BOURDIEU [1982]), dont l'une des fondatrices. Dans ce débat, la définition de la bibliothèque comme un espace de « *rencontre* » se heurte à celle d'un espace de « *transition* », qui semble plus à même de garantir la pérennité financière de *Globlivres*.

J'ai sollicité plusieurs entretiens de courte durée avec la fondatrice mentionnée plus haut. Cette dernière a été la première responsable de *Globlivres*, et a quitté le poste autour de 2002. Sur mon terrain, elle a été considérée comme l'une des représentantes légitimes des objectifs premiers de l'institution. Les propos que j'ai recueillis auprès d'elle sont d'ailleurs structurés selon une opposition entre un "avant" et un "maintenant". Quoique cette opposition ait en partie été héritée de la façon dont j'ai posé mes questions [CF. CI-APRÈS], elle a été confirmée en dehors de notre interaction par une lettre que cette fondatrice a rédigée peu avant mon arrivée sur le terrain, et dont j'ai eu

connaissance lors d'une séance du comité de *Globlivres* ⁸⁶. Cette lettre, adressée au comité, met en garde contre un « *changement d'état d'esprit* » susceptible de remettre en question l'identité de l'institution telle qu'elle a été pensée initialement par les porte-parole de *Globlivres*. La responsable m'en résume ainsi le contenu:

« [Elle] a dit que l'esprit avait changé, qu'il y avait [...] plus de poids sur l'intégration qu'il n'y en avait avant puisque pour elle, la priorité a toujours été donnée sur la langue maternelle. ».

Dans les extraits d'entretien qui suivent, la fondatrice fait référence à l'introduction d'une nouvelle brochure, d'un nouveau logo et d'un nouveau site pour présenter *Globlivres*. En me parlant de la façon dont elle conçoit *Globlivres*, c'est à travers ces évolutions qu'elle illustre le « *changement d'état d'esprit* » déjà exprimé dans sa lettre. Je reproduis ces extraits à la suite les uns des autres pour préserver au mieux l'articulation des tensions qui y sont exprimées. Je commenterai le tout dans la sous-partie qui suit.

- Laurence: « Tu peux me dire si ça a beaucoup changé, *Globlivres*?
- Fondatrice: Il y a eu des changements, et ça m'a pesé – ce n'est pas un secret: les autres le savent. Lorsque je suis partie, ce n'était pas en douceur, c'était assez violent. [...] Le changement... [Elle montre du bout de la main le cube qui contient les nouveaux signets de *Globlivres*] Je ne sais pas si tu as vu les vieux signets de *Globlivres*. [Elle s'adresse à l'une des bénévoles:] Les signets avec le dépliant. [FIG.17]
- Bénévole: J'en ai encore chez moi, alors je les garderai précieusement.
- Fondatrice: Oui, moi aussi. [A moi:] Si tu regardes le vieux, le nouveau, tu comprends.
- Bénévole: Il était beau!
- Fondatrice: Il était très beau, poétique, et celui-là... On est allés dans le sens de rationaliser les choses. [...] Ce changement là il a eu lieu en 2003-2004: il y avait déjà eu une première informatisation, mais il y a eu la deuxième informatisation qui n'était pas urgente.
- Laurence: Comment tu peux décrire ce changement, en quelques mots? Les détails ne sont pas importants.

⁸⁶ Je n'ai pu accéder qu'au résumé que m'en ont fait les membres de ce comité.

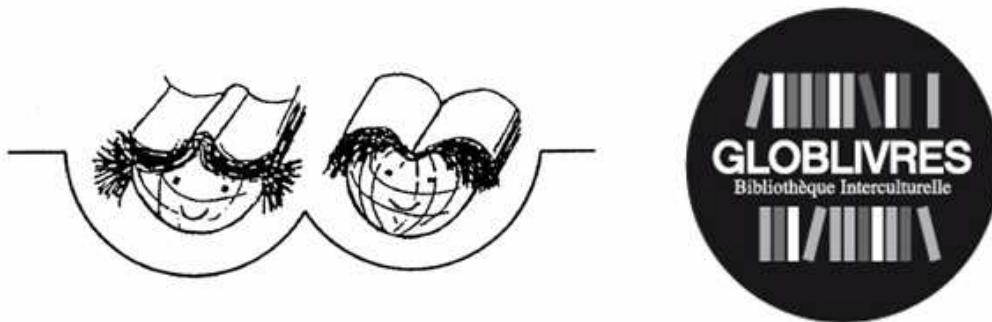


FIG.17 : Ancien (à gauche) et nouveau (à droite) logos de Globlivres

Fondatrice: *Tu vois, avant, on faisait des rappels en essayant de ne pas trop embêter les gens, quand un enfant perdait un livre, il pouvait en apporter un autre à la place. C'est comme de passer de quelque chose d'artisanal à quelque chose d'institutionnel. »*

[...]

« Beaucoup ont dit que quand l'argent est arrivé, les problèmes sont arrivés. On donnait plus d'importance à recevoir l'argent, on a commencé à faire beaucoup trop alors qu'on avait déjà assez de travail.

Laurence: *Vous deviez plus travailler?*

Fondatrice: *Ben... On était obligés de faire des nouveaux projets pour recevoir de l'argent alors qu'on avait déjà trop de travail. [Elle se retourne vers les signets, en s'adressant à moitié à la bénévole.] Ca on ne voit pas que c'est Globlivres: si tu veux, Globlivres c'est fait pour être différent, et certaines personnes ont voulu que ça ressemble plus à une bibliothèque. On ne met plus en avant notre différence, on veut ressembler aux autres bibliothèques, et ça, à mon avis, c'est un peu renier ce pour quoi Globlivres était fondé. [...]* »

2.3.3. Résistances à l'« institutionnalisation » de Globlivres:

Dans la manière dont la responsable décrit ce que l'autre fondatrice conçoit comme un « *changement d'état d'esprit* », la tension entre " avant " et " maintenant " est ramenée à une tension entre acceptions différentes de la notion d'interculturalité. Ceci dit, dans cet entretien, la tension entre " avant " et " maintenant " se réfère d'avantage encore à une volonté de résister à une « *rationalisation* », à une « *institutionnalisation* ». L'« *institutionnalisation* » en question est comprise comme un processus qui transforme

les pratiques « *souples* » valorisées à *Globlivres* en tant que bibliothèque d'association [CF. I.3.4] en institutions figées.

Cette volonté de résister à l'« *institutionnalisation* » ne nous étonnera pas si l'on reprend la lecture que Tariq RAGI en fait dans le cadre associatif. Ce dernier estime qu'elle amène une « fragilisation inévitable des associations », qui y sont soumises tôt ou tard [RAGI, 1998, p.212 ⁸⁷]. Personnel " passé " et " actuel " s'approprient, à ce qu'il semble, cette point de vue. Entre personnel " passé " et " actuel ", la divergence à laquelle fait référence la fondatrice dans ses propos ci-dessus provient probablement du fait que le personnel "actuel", dans un acte d'adaptation à l'acception de l'« *interculturalité* » brigüée par les publics, s'adapte également aux politiques financières de leurs bailleurs de fonds. Ceux-ci sont considérés par la fondatrice comme une double menace pour l'identité de la bibliothèque: D'une part parce qu'en finançant l'institution, ils acquièrent une position d'intendance et de contrôle, influant alors sur ses objectifs ainsi que sur sa gestion de la « *différence* ». D'autre part parce qu'ils tendent à faire de *Globlivres* une bibliothèque plus « *ressembl[ante]* » à d'autres bibliothèques, ce qui, comme nous l'avons vu tout au long de cette analyse, est contraire aux dynamiques de positionnement de *Globlivres* au sein du champ social l'environnant.

3. Conclusions intermédiaires:

Nous avons vu qu'une partie des usages observés dans l'enceinte de *Globlivres* ont mobilisé la notion d'interculturalité différemment de ce que prévoyait le personnel de la bibliothèque. En réaction à ces appropriations de la notion d'interculturalité, le personnel de *Globlivres* lui a attribué des rôles supplémentaires, en matière de « *transition* » ou de « *passerelle* » entre langue « *d'origine* » et langue « *d'accueil* ».

L'exemple d'une autre institution, recueilli par Tariq RAGI au sein de sa publication à propos d'associations interculturelles (ici l'association « *savoir interculturel* » située dans

⁸⁷ « Les associations [...] émergent de façon autonome le plus souvent, à la suite d'initiatives personnelles. Elles s'inscrivent, de ce fait, dans une opposition relative aux formes existantes, préalable à leur autojustification dans le champ de compétences concerné. Elles tentent de s'imposer en spécialistes de questions sociales et culturelles qui constituent un enjeu sociopolitique majeur, elles font valoir leur singularité, leur originalité et leur efficacité. Cependant, par divers processus, s'opère une institutionnalisation de l'association. Or, cette assimilation de l'association à l'institution peut jamais être totale, d'où la fragilisation inévitable de l'association. » [RAGI, 1998, p.212]

le quartier Nord d'Amiens en France depuis 1990) nous permet de prolonger la réflexion. En effet, selon les dires de son porte-parole, « [leur] aptitude à intégrer l'idée de l'autre différent a [...] trouvé une conséquence inattendue: [...] [ils] jou[ent] alors le rôle d'un espace intermédiaire permettant [l']adaptation [des enfants étrangers nouvellement arrivés en France] à l'environnement et aux exigences, notamment en matière linguistique, de l'école. » [RAGI, 1998, P.266]. Les idéaux d' « *intégration réciproque* » se sont dans ce cas aussi substitués à un idéal d' « intégration-assimilation », selon l'expression qu'utilise Christiane PERREGAUX [PERREGAUX ET AL., 2001, P.24]. Le décalage entre ces deux idéaux provient, d'après moi, des statuts différents que la langue française revêt selon les points de vue sur le terrain. Il est aussi et surtout lié au fait que la portion des publics de *Globlivres* dont j'ai restitué les usages dans cette partie, loin des préoccupations concernant la spécificité de *Globlivres* par rapport aux institutions dont elle est distinguée, en fait d'autres usages.

Il est intéressant de constater que la divergence d'acceptions de la notion d' « interculturalité » se rapporte là encore, en finalité, à la problématique du positionnement de l'institution au sein de son champ social. Face à cette tension entre « intégration » « à *sens unique* » et « *intégration réciproque* », c'est l'identité de l'institution qui est discutée. Ceci jusqu'au cœur décisionnel, au sein du comité de l'association. Quelques mois après le terme de mon enquête auprès de *Globlivres*, j'ai reçu une invitation à l'Assemblée générale de l'association, dans laquelle « *Avenir de Globlivres* » figurait parmi les différents points de l'ordre du jour. Nul doute que le débat sur les rôles de *Globlivres* y aura été passionnant.

CONCLUSION

Ce travail a consisté en une analyse des mobilisations de la notion d'interculturalité au sein de *Globlivres*, « *bibliothèque interculturelle* ».

Ma première partie a montré que la notion d'interculturalité a été mobilisée pour distinguer *Globlivres* d'autres bibliothèques avec lesquelles elle était susceptible de partager ses sources d'acquisition et de financement. La distinction a porté sur ce par quoi ses représentants ont argumenté l'« interculturalité » dans son enceinte: la « *diversité* » de langues mise à disposition des publics-cible, mais aussi une « *souplesse* » dans l'accueil de ces publics.

Une analyse de l'espace de la bibliothèque et des objectifs auxquels il a été soumis lors des visites effectuées par les porte-parole de *Globlivres* a révélé, en deuxième partie, que derrière cette mobilisation de l'« interculturalité » s'en sont profilées deux acceptions, deux politiques d'organisation sociale de la « différence » attribuée aux publics dans l'espace de la bibliothèque. La première a consisté à donner à reconnaître cette « différence », la deuxième, à performer la « *rencontre* » entre « *cultures* ». Toutes deux font référence à une conception classique de la « culture », qui permet de différencier un individu de l'autre dans l'espace de la bibliothèque en recourant à des critères d'identification tels que la langue maternelle ou le pays « *d'origine* ». L'une met l'accent sur des « différences » ou des particularismes, l'autre vise la transformation de ces particularismes sous l'influence les uns des autres, au nom d'un principe d'« *intégration réciproque* » des publics de la bibliothèque. En mobilisant tour à tour ces deux acceptions de l'« interculturalité », qui oscillent entre des idéaux d'« empowerment culturel » et de transformation des « identités culturelles », les porte-parole de *Globlivres* positionnent leur institution comme alternative à

- une politique « *assimilationniste* » d'organisation des « différences », qu'ils attribuent à certaines institutions étatiques s'occupant de « *migrants* »,
- une politique « *multiculturalisme* » d'organisation des « différences », qu'ils définissent en mettant l'accent sur une « *fragmentation* » des « identités », et qu'ils attribuent aux associations d'étrangers, s'occupant elles aussi de « *migrants* ».

Les mobilisations de l'« interculturalité » participent donc de l'énonciation d'une « différence » attribuée non plus aux publics de *Globlivres* mais à *Globlivres* en tant qu'institution. En exprimant cette « différence » (ou de cette « distinction », pour reprendre les termes de Pierre BOURDIEU [1982]), ses porte-parole revendiquent un

positionnement alternatif pour *Globlivres* au sein d'un champ social élaboré autour des « migrants ».

Une partie des usages que j'ai observés dans l'enceinte de *Globlivres* a montré d'autres façons de s'appropriier les finalités de l'« interculturalité ». Nous avons vu que ces publics ont utilisé *Globlivres* comme lieu d'apprentissage de la langue « d'accueil » (le français), adoptant une stratégie d'« intégration » qualifiée par les porte-parole d'« à sens unique » plutôt que de « réciproque ». En s'adaptant à la demande, les porte-parole de *Globlivres* ont été conduits à la formuler comme un « lieu de transition » entre langue « d'origine » et langue « d'accueil ». J'ai constaté que cette reformulation du rôle de la bibliothèque a mené à un débat à propos de son identité, orchestré par une tension entre un "avant" et un "maintenant". En plus d'une discussion à propos des finalités de l'interculturalité, ce débat a posé la question de l'« institutionnalisation » de *Globlivres*, et en finalité, de la capacité de la bibliothèque à se distinguer face aux institutions environnantes susceptibles de s'adresser à ses publics-cible.

Ce mémoire aura ainsi interrogé les mobilisations de la notion d'interculturalité, ses acceptions et les enjeux de ses usages, à travers une analyse des réseaux, de l'espace et des usages de *Globlivres*. Nous y avons exposé les registres d'oppositions au cœur desquels a été formulée l'« interculturalité » de *Globlivres*, et examiné l'un des enjeux de la mobilisation de cette notion sur le terrain: la « distinction » de l'institution qualifiée d'« interculturelle » au sein d'un champ social compétitif.

* * *

Interroger ces différentes facettes de l'« interculturalité » telles qu'elles ont circulé sur mon terrain m'a permis de mettre en évidence la polysémie de cette notion. Ceci dit, malgré l'absence de consensus autour de sa définition, l'analyse a confirmé que l'« interculturalité » est en tous les cas pas saisie comme une juxtaposition de « cultures », mais comme une « praxis sociale » [DAHINDEN, 2005, p.110]. Et ce non pas seulement du point de vue des analystes, mais aussi de celui des acteurs sur le terrain. Si bien qu'on peut légitimement se demander si le terme d'interculturalité est adapté, et s'il ne faudrait pas donner plus d'importance à l'aspect politique et dynamique que les acteurs eux-mêmes prêtent à cette notion en lui donnant le nom d'« interculturelisme ».

Ce travail a aussi montré que, tout comme l'interculturalité ne consiste pas en une juxtaposition de « cultures », la bibliothèque ne consiste pas en une simple juxtaposition d'ouvrages. Les façons de composer l'espace des bibliothèques à l'aide de ces derniers révèlent des manières d'organiser et de penser les « différences » attribuées à leurs publics. Si ces dernières ne renvoient pas, derrière la langue, à des « cultures », elles renvoient à l'âge, au genre, à des disciplines... toutes sortes de critères de classification qui expriment en finalité une affiliation communautaire. Le livre, lui, dès le moment où il est classé au côté d'autres livres, donne à voir plus que son contenu. Il est le « témoin » de cette affiliation.

Malgré la propension des bibliothèques en général à véhiculer un discours sur une « différence » (quels que soient ses contours), le personnel de *Globlivres* a eu à cœur de distinguer leur bibliothèque en tant que bibliothèque de « migrants », mais aussi en tant que bibliothèque d'« association ». Nous avons vu que le débat sur l'identité et le positionnement de *Globlivres* face aux autres bibliothèques a porté aussi bien sur l'« interculturalité » attribuée à *Globlivres* que sur sa propension à maintenir une « souplesse », voire une « indépendance » – deux aspects qui caractérisent les associations selon Tariq RAGI [1998]. Ceci pose la question suivante: Quel est le lien entre « interculturalité » et association? L'« interculturalité » n'est-elle « interculturalité » dans le regard de ces promoteurs que si elle est exprimée dans le cadre d'une « gouvernance associative », conçue comme alternative aux services proposés par des structures dites « étatiques » [FERRÉOL & JUCQUOIS, 2004; FRAGNIÈRE, 1989] ? Les promoteurs de l'« interculturalité », producteurs de « différence culturelle », se forgent-ils eux-mêmes un cadre "différencié" pour opérer en tant que tels?

Cette interrogation me permet de prolonger ou plutôt de lancer la réflexion sur d'autres mobilisations de la notion d'interculturalité rencontrées sur mon terrain en disant quelques mots, en conclusion, sur un autre rôle attribué à *Globlivres*, en dehors de toute transaction autour du livre: celui d'une assistance sociale.

Au cours de l'enquête, il est arrivé que les bénévoles soient amenées à effectuer des traductions ou rédiger des lettres officielles à la demande des publics. A l'intérieur même des rayons de la bibliothèque, j'ai noté la présence de prospectus à vocation d'aide sociale [FIG.18]. Je me suis rendue compte que cet aspect "aide sociale" a été plus clairement thématiqué, encore, au sein d'autres *bibliothèques interculturelles*. Lors du week-end de rencontre des *bibliothèques interculturelles*, le personnel de celle de

Genève, qui dépend de la *Croix-Rouge*, révèle ainsi qu'elle est moins utilisée comme bibliothèque que comme un centre d'aide social. Et la représentante de *Bibliomonde* à Neuchâtel de conclure sur la distinction entre « bibliothèques interculturelles » et autres types de bibliothèques: « *Le social, c'est ça la différence* ». Il serait intéressant d'investiguer cet aspect "aide sociale" de façon comparative au sein du réseau de *bibliothèques interculturelles* dont fait partie *Globlivres*.



FIG.18 : Exemple de prospectus à vocation d'aide sociale

ABDALLAH-PRETCEILLE Martine

2004. *L'Education interculturelle*. Paris: PUF, « Que sais-je ? », n°3487. 128p.

ABÉLÈS Marc

1995. « Pour une anthropologie des institutions ». *L'Homme* (Paris) n°135, pp.65-85

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/hom_0439-4216_1995_num_35_135_369951

ACKLIN MUJI Dunya, BOVET Alain, GONZALEZ Philippe, TERZI Cédric

2007. « De la sociologie à l'analyse du discours, et retour. En hommage à Jean Widmer ». *Réseaux* (Paris) n°144. pp.627-277

ADAMI Hervé

2005. « Le rôle de l'acculturation linguistique dans le processus d'intégration des immigrés », in: Vincent FERRY, Pierro-D. GALLORO, Gérard NOIRIEL (DIR.), *20 ans de discours sur l'intégration*, pp.31-39. Paris: L'Harmattan, « Forum » IRTS de Lorraine. 322p.

AMIT Vered

2002. « Reconceptualizing community », in: Vered AMIT, *Realizing community: concepts, social relationships and sentiments*, pp.1-21. London: Routledge. 173p. (« European Association of Social Anthropologists »)

AMIT-TALAI Vered

1996. « Anthropology, multiculturalism and the concept of culture ». *Folk* (Copenhagen) vol.38. pp.125-133.

ANGST Doris

2008. « Multiculturel – pluriculturel – interculturel – transculturel ». *Tangram – Bulletin de la Commission fédérale contre le racisme: Société multiculturelle* (Bern) n°22, déc. 2008, pp.36-37

<http://www.ekr.admin.ch/shop/00008/00068/index.html?lang=fr>

ASSOCIATION LIVRES SANS FRONTIÈRES, SUISSE (ASLFS)

<http://www.interbiblio.ch/fr/interbiblio/info/geschichte.html>, consulté le 29.10.08

BAGGIONI Daniel

1985. – « Marqueurs d'ethnicité et identité culturelle, problèmes de définition et application à La Réunion », in: Daniel BAGGIONI, Martine MATHIEU (dir.), *Culture(s) empirique(s) et identité(s) culturelle(s) à La Réunion*, pp.9-18. Saint-Denis: Service de publications de l'Université. 132p.

BALIBAR Etienne

1997 (1988). « Racisme et crise », in: Etienne BALIBAR, Immanuel WALLERSTEIN, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, [pp.293-298] La Découverte (2^e éd.): Paris (La Découverte / Poche, n°42). 307p.

BARTH Fredrik

1995. « Les groupes ethniques et leurs frontières », in: Philippe POUTIGNAT, Jocelyne STREIFF-FENART, *Théories de l'ethnicité*, pp.203-249. Paris: PUF, « Le Sociologue ». 270p.

http://www.cerium.ca/IMG/pdf/Barth-Groupes_ethniques.pdf

1998 (1969). « Introduction », in: Fredrik BARTH, *Ethnic Groups and Boundaries: The Social Organization of Culture Difference*, pp.9-37. Long Grove: Waveland Press. 153p.

http://www.byliny.com/kvetina/kvetina_etnoarcheologie/literatura_esaje/2_literatura.pdf

2000. « Boundaries and connections », in: Anthony COHEN (ed.), *Signifying identities: Anthropological perspectives on Boundaries and contested values*, pp.17-36. New York: Routledge. 178p.

BAUMANN Gerd

2000 (1996). « Introduction: the process of research », in: Gerd BAUMANN, *Contesting culture: Discourses of identity in multi-ethnic London*, pp.1-8. Cambridge: Cambridge University Press, « Cambridge Studies in Social and Cultural Anthropology ». 215p.

2000 (1996). « The argument: identifying a dominant discourse », in: Gerd BAUMANN, *Contesting culture: Discourses of identity in multi-ethnic London*, pp.9-36. Cambridge: Cambridge University Press, « Cambridge Studies in Social and Cultural Anthropology ». 215p.

BASTENIER Albert

2006. « Intégration des immigrés ou réintégration dans la société? », in: Rogers BRUBAKER, *Ethnicity without Groups*, pp.61-69. Cambridge: Harvard University Press. 283p.

BOLZMAN Claudio

2008. « Diversité culturelle, acculturation et dilemmes identitaires ». ». *Tangram – Bulletin de la Commission fédérale contre le racisme: Société multiculturelle* (Bern) n°22, déc. 2008, pp.94-97
<http://www.ekr.admin.ch/shop/00008/00068/index.html?lang=fr>

BOUCHER Manuel

2000. *Les Théories de l'intégration: Entre universalisme et différentialisme: Des débats sociologiques et politiques en France: Analyse de textes contemporains*. Paris: L'Harmattan. 337p.

BOURDIEU Pierre

1982. « La Dynamique des champs », in: Pierre BOURDIEU, *La Distinction: Critique sociale du jugement*, pp.249-287. Paris: Ed. de Minuit. « Le Sens Commun ». 670p.

BOUTTIAUX-NDIAYE Anne-Marie

2007. « Objets, cultures et musées d'ethnographie en Afrique », in: Anne-Marie bouttiaux, *Afrique: musées et patrimoines pour quels publics?*, pp.16-18. Paris: Karthala. 175p.

BRUBAKER Rogers

2002. « Ethnicity without groups ». *European Journal of Sociology* (Cambridge) n°43, pp 163-189
http://journals.cambridge.org/download.php?file=%2FEUR%2FEUR43_02%2FS0003975602001066a.pdf&code=86635b419209ece5d69390f92ddf4fcd

2001. « The return to assimilation ? ». *Ethnic and Racial Studies* (London) n°24(4), pp.531-548
http://www.sscnet.ucla.edu/soc/faculty/brubaker/Publications/21_Return_of_Assimilation.pdf

CALLON Michel

1989. « Introduction », in: Michel CALLON (DIR.), *La science et ses réseaux: Genèse et circulation des faits scientifiques*, p.9. Paris : La découverte, 1988. 214p.

1995. « Four Models for the Dynamics of Science », in: Sheila JASANOFF, Gerald E. MARKLE, James C. PETERSEN, Trevor PINCH, (EDS.), *Handbook of Science and Technology Studies*, pp.29-63. London: Sage. 820p.

1999. « Introduction générale », in: Michel CALLON, Patrick COHENDET [ET AL.] (ed.), *Réseau et coordination*, pp.1-11. Paris: Economica. 194 p.

CAPRARA Andrea

2008. *Biblioteche interculturali in Svizzera: nuovo trend?* [Lugano]: Università della Svizzera italiana (Facoltà di Scienze della comunicazione). 197p.

[En particulier, les points suivants: **2.4** « Dallo scaffale multiculturale alla biblioteca interculturale » [pp.20-27], **5.1** « Questionari » [pp.65-86], **5.2.9** « Motivaioni alla frequentazione o non frequentazione » [pp.104-109]]

CERTEAU Michel de

1990 (1980). *L'Invention du quotidien: 1. Arts de faire*. Paris: Gallimard, « Folio ». 350p.

COHEN Anouk

2008. « Quels usages de la bibliothèque au Maroc? ». *Conserveries mémorielles: La Bibliothèque (auto)portrait* (Québec) n°5(1). pp.67-80
<http://cm.revues.org/94#text>

COHEN Anthony

2000. « Introduction: Discriminating relations: Boundary and Authenticity », in: Anthony COHEN (ED.), *Signifying identities: Anthropological perspectives on Boundaries and contested values*, pp.1-13. London, New York: Routledge. 178p.

COQUEUGNIOT Gaëlle

2008. « Des mémoriaux de pierre et de papyrus: les fondations de bibliothèques dans l'Antiquité grecque, entre mémoire et propagande ». *Conserveries mémorielles: La Bibliothèque (auto)portrait* (Québec) n°5(1). pp.58-59

http://www.celat.ulaval.ca/histoire.memoire/cm_articles/cm5.COQUEUGNIOT.pdf

CUCHE Denys

1996. *La notion de culture dans les sciences sociales*. Paris: Ed. La Découverte. 123p.

1997. « Nouveaux regards sur la culture: L'évolution d'une notion en anthropologie ». *Revue Sciences Humaines* (Paris) n°77. pp.20-27

D'AMATO Gianni

2008. « Integration – das grosse Alles! : Migrationspolitische Begriffe zwischen Theorie und Praxis am Beispiel der Schweiz ». *Tangram – Bulletin de la Commission fédérale contre le racisme: Société multiculturelle* (Bern) n°22, déc. 2008, pp.53-57

<http://www.ekr.admin.ch/shop/00008/00068/index.html?lang=fr>

DAHINDEN Janine, CHIMIENTI Milena

2002. *Professionnelles Sprachmitteln und interkulturelles Vermitteln im Gesundheits-, Sozial- und Bildungsbereich: Theoretische Perspektiven*. Neuchâtel: Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, 74 p. [pp.36-40]

http://inter-pret.ch/contenus/pdf/mandat-standards-ofsp-2002/an2_theorie.pdf

2005. « Sprachliche und kulturelle Vielfalt: Welche Sprachenpolitik? ». *Babylonia: La revue suisse pour l'enseignement et l'apprentissage des langues* (Contone) n°1(2005). pp.59-62.

2008. « Deconstructing mythological foundations of ethnic identities and ethnic group formation: Albanian-speaking and new Armenian immigrants in Switzerland ». *Journal of Ethnic and Migration Studies* (London) n°34(1), pp.55-76

DANIEL Dominique

2004. « L'intégration par les droits sociaux: modèles nord-américains », in: Michel PELISSIER, Arthur PAECHT (DIR.), *Les Modèles d'intégration en questions: Enjeux et perspectives*, pp.71-80. Paris: IRIS/PUF. 229p.

DEGENNE Alain, FORSE Michel

1994. « Chapitre III: Le Langage des graphes », in: Alain DEGENNE, Michel FORSE, *Les réseaux sociaux. Une approche structurale en sociologie*, pp.77-92. Paris: Armand Colin, « U ». 263p.

DENOUX Patrick

2004. « Les modes d'appréhension de la différence culturelle chez les enseignants européens ». *Carrefours de l'éducation* (Université de Picardie) n°18(2). p.194-208

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CDLE&ID_NUMPUBLIE=CDLE_018&ID_ARTICLE=CDLE_018_0194

DOMENIG Dagmar, WENGER Susanne

2009. « Interview de Dagmar Domenig: Compétences transculturelles dans le secteur de la santé: explorer, rencontrer, comprendre, intégrer, construire », in: Susanne WENGER (DIR.), *Dossier: La diversité culturelle en EMS: Problème ou atout?*

FAINZANG Sylvie

2002. « De l'autre côté du miroir: réflexions sur l'ethnologie des anciens alcooliques », in: Christian GHASARIAN (DIR.), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive: Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*, pp.63-71. Paris: Armand Colin. 248p.

FERRÉOL Gilles, JUCQUOIS Guy (dir.)

2004. *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles*. Paris: A. Colin. 353p.

[Les articles suivants: « **Appartenance (Sentiment d')** », « **Association** », « **Bilinguisme** », « **Citoyenneté** », « **Intégration** »]

FERRY Vincent, SACCHELLI Oreste

2005. « Introduction générale », in: Vincent FERRY, Pierro-D. GALLORO, Gérard NOIRIEL (DIR.), *20 ans de discours sur l'intégration*, pp.11-14. Paris: L'Harmattan, « Forum » IRTS de Lorraine. 322p.

FORSÉ Michel

2008. « Définir et analyser les réseaux sociaux ». *Informations sociales* (Paris) n°147. pp.10-19.

http://www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=INSO_147_0010

FIGUIER Richard (DIR.)

1991. La Bibliothèque: Mémoire de l'âme, mémoire du monde. *Autrement* (Paris) n°121 (Série mutations), 229p.

FLICK Uwe

2006. « Selective Plausibilization », in: Uwe FLICK, *An Introduction to qualitative research*, pp.368s. London: Sage Publications (3e éd.). 443p.

FRAGNIÈRE Jean-Pierre

1989. « Action sociale et bénévolat social », in: Jean-Pierre FRAGNIÈRE, Pierre MERMOUD, *Le Temps des bénévoles*, pp.19-61. Sion: Editions du Centre de Formation Pédagogique et Sociale, « Travail social ». 150p.

GALLORO Piero-D., BONNETIER Carole, PASCUTTO Tamara

2005. « Entre discours et pratiques: les politiques publiques à l'épreuve de l' " intégration " des Sinté », in: Vincent FERRY, Pierro-D. GALLORO, Gérard NOIRIEL (DIR.), *20 ans de discours sur l'intégration*, pp.81-92. Paris: L'Harmattan, « Forum » IRTS de Lorraine. 322p.

GLOBLIVRES

2000. « Le rôle de la bibliothèque interculturelle dans la formation et l'intégration » [Présentation lors des journées de formation: *Relations interculturelles et formation: enjeux en vue d'une intégration*]. 6p.

2003. « L'invitée du mois: La Bibliothèque interculturelle *Globlivres* ». www.culturactif.ch [en ligne] www.culturactif.ch/invite/globlivres.htm [page consultée le 23.04.08].

2008. *Rapport d'activité 2007*. [S.L.]: [S.ED.]. 25p.

<http://www.globlivres.ch/files/Rapport%20Act07.pdf>

2009. *Rapport d'activité 2008*. [S.L.]: [S.ED.]. 33p.

<http://www.globlivres.ch/files/Rapport%20Act08.pdf>

GOFFMAN Erving

1975 (1963). *Stigmate: Les usages sociaux des handicaps*. Paris: Editions de Minuit, « Sens commun ». 175p.

GRANGE Juliette

2005. « Que veut dire intégration? Histoire d'une notion », in: Vincent FERRY, Pierro-D. GALLORO, Gérard NOIRIEL (DIR.), *20 ans de discours sur l'intégration*, pp.41-47. Paris: L'Harmattan, « Forum » IRTS de Lorraine. 322p.

GUISSET Serge

1998. « [Commentaire à propos de l'ouvrage:] Acteurs d'intégration, les associations et les pratiques éducatives ». *Vers l'Education Nouvelle* ([Paris]) n°485 [en ligne]

http://www.cemea.asso.fr/IMG/article_PDF/article_649.pdf

HADDAD Kévin, MANÇO Altay

2009. « Des antagonismes aux dialogues: quelle cohésion sociale en contexte de diversité culturelle ? », in: Kévin HADDAD, Altay MANÇO, Monique ECKMANN (DIR.), *Antagonismes et dialogues interculturels*, pp.89-102. Paris: L'Harmattan; Institut de recherche, formation et action sur les migrations (IRFAM), « Harmoniques ». 249p.

HAHN Aloys

1998. « Identité et nation en Europe: La Différenciation ». *Sociétés: Revue des Sciences Humaines et Sociales: La différenciation* (Paris) n°1. pp.39-52 [p.48s.: Sous-chap. 6: « L'étranger dans la nation: Le Ressortissant étranger »]]

HUGUENIN Marianne

2007. « Préface », in: Jean-Claude MARENDZ, *Renens: de la campagne à la ville*, p.5. Lausanne: Imprimeries Réunies Lausanne SA. 199p.

JENKINS Richard

1997. « Rethinking ethnicity », in: Richard JENKINS, *Rethinking ethnicity: Arguments and explorations*, pp.165-170. London: SAGE. 194p.

<http://books.google.ch/books?hl=fr&lr=&id=qoOj0SSrQrYC&oi=fnd&pg=PA1&dq=jenkins+rethinking+ethnicity&ots=ZngcMyGSOK&sig=42zh3UWEE5O-DW2ldcLYT-9vqCk#>

KYMLICKA Will

1996. « The Politics of multiculturalism », in: Will KYMLICKA, *Multicultural citizenship: A liberal theory of minority rights*, pp.10-33. Oxford: Oxford University Press. 280p.

LABELLE Micheline, MARHRAOUI Azzeddine

2001. « Intégration et multiculturalisme: Perspectives et paradoxes », in: Yannick RESCH (DIR.), *Définir l'intégration? Perspectives nationales et représentations symboliques*, pp.19-31. Montréal: XYZ, « Documents ». 167p.

LEANZA Yvan, OGAY Tania, PERREGAUX Christiane, DASEN Pierre

2001. « Introduction: L'intégration en Suisse: un cas particulier? », in: Yvan LEANZA [ET AL.] (DIR.), *Intégrations et migrations: Regards pluridisciplinaires*, pp.17-41. Paris: L'Harmattan. 335p.

LAVANCHY Anne

2007. « Les politiques interculturelles comme paradigme de la territorialisation des cultures », in: Anne LAVANCHY, *Comment rester Mapuche au Chili? Autochtonie, genre et transmission culturelle*, pp.203-221. [Neuchâtel]: Université de Neuchâtel (Institut d'ethnologie). 309p.

LEMIEUX Vincent

1997. « Réseaux et coalitions », in: Michel FORSÉ [ET AL.], *L'année sociologique: Les réseaux sociaux*, pp.55-71. Paris: PUF, vol.47, n°1, 250p.

LESERVOISIER Olivier, VIDAL Laurent

2007. « L'exercice réflexif face aux conditions actuelles de la pratique ethnologique », in: Olivier LESERVOISIER (DIR.), *L'anthropologie face à ses objets: nouveaux contextes ethnographiques*, pp.1-15. Paris: Ed. des Archives contemporaines. 295p.

MARENDZ Jean-Claude

2007. « Avant propos », in: Jean-Claude MARENDZ, *Renens: de la campagne à la ville*, pp.3-4. Lausanne: Imprimeries Réunies Lausanne SA. 199p.

MARENGO Marina

2008 [1997]. « Les lieux de l'interculturalité : une image de la complexité urbaine ». [Intervention lors du colloque: *Les problèmes culturels des grandes villes*, 8-11.12.1997] *Cybergeo: European Journal of Geography* [en ligne]

<http://cybergeo.revues.org/index1114.html#texte>

MARENGO Marina, MONDADA Lorenza

1997. « Les lieux de construction de l'interculturalité: Le Cas de la bibliothèque *Globlivres* de Renens (Vaud) » [Intervention lors du colloque: *Multilinguisme et multiculturalité: De la recherche aux applications*, Fribourg 16-18.10.1997]. 9p.

MERCKLÉ Pierre

2004. *La Sociologie des réseaux sociaux*. Paris: La Découverte & Syros, 121p.

MESURE Sylvie, SAVIDAN Patrick (DIR.)

2006. *Dictionnaire des sciences humaines*. Paris: PUF. 1277p.

[Les articles suivants: « **Association** », « **Citoyenneté** », « **Culturalisme** », « **Culture** », « **Réseaux sociaux** »]

NOIRIEL Gérard

2005. « Avant-propos », in: Vincent FERRY, Pierro-D. GALLORO, Gérard NOIRIEL (DIR.), *20 ans de discours sur l'intégration*, pp.9-10. Paris: L'Harmattan, « Forum » IRTS de Lorraine. 322p.

NSHIMIRIMANA Perpétue

2008. *Intégration et droits humains: Enjeux sociaux et actions concrètes* [Colloque organisé par le Bureau lausannois pour l'intégration des immigrés (BLI), Commission tripartite pour l'intégration des immigrés (CTI) (ORG.). Lausanne, 09.12.2008.

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre

1998. « Emique ». *L'Homme* (Paris) n°147. pp.151-166

ORTIGUES Edmond

1993. « Situations inter-culturelles ou changements culturels? », in: Fabienne TANON, Geneviève VERMÈS, Association pour la recherche interculturelle, *L'individu et ses cultures*, pp.7-22. Paris: L'Harmattan. « Espaces interculturels ». 206 p.

PERREGAUX Christiane

2001. « Processus d'intégration interculturelle », in: Yvan LEANZA [ET AL.] (DIR.), *Intégrations et migrations: Regards pluridisciplinaires*, pp.317-335. Paris: L'Harmattan. 335p.

POGLIA-MILETI Francesca

2006. *Théories de l'ethnicité*, 19p. [en ligne]

http://www.unifr.ch/socsem/cours/compte_rendu/Th%E9ories%20ethnicit%E9%20site.pdf

[Page consultée le 15.05.2010]

POUCHOL Jérôme

2009. « Mettre en œuvre un plan de classement », in: Bertrand CALENGE (DIR.), *Bulletin des bibliothèques de France: La boîte à outils* (Villeurbanne: Presses de L'ENSSIB) vol.18. pp.96-97

RACINE Jean-Bernard

2000. « Des relations interculturelles aux rapports d'intégration réciproque: des villes pour vivre durablement ensemble ou les leçons de Toronto », in: classeur: *Valorisation du PNR39: Les Lieux de l'interculturalité*. Lausanne: Université de Lausanne (Faculté des Géosciences et de l'Environnement, Institut de Géographie). [non paginé]

<http://pweb.ens-lsh.fr/omilhaud/racine.doc>

RACINE Jean-Bernard , MARENGO Marina

2005. *De l'Etat Providence à la solidarité communautaire: le monde associatif à Lausanne (Agenda 21): Vers un nouveau projet de société locale*. Lausanne: Université de Lausanne (Faculté des Géosciences et de l'Environnement, Institut de Géographie), « Travaux et recherche » n°30. 242 p.

[En particulier, les points suivants: **7.3** « La Construction des relations entre associations et institutions » [pp.131-135], **8.4.6** « De l'associationnisme au réseau public-privé, ou comment dépasser un premier seuil dans la création d'un nouveau welfare local » [p.163], **9.4.1** « L'Intégration: une question de démarche "consensuelle" » [p.190]]

RAGI Tariq

1998. *Acteurs de l'intégration: Les associations et les pratiques éducatives*. Amiens: Editions Licorne; Paris: L'Harmattan, « Villes plurielles ». 310p.

RAPPORT Nigel

2003. « 'Culture is no excuse'. Critiquing multicultural essentialism and identifying the anthropological concrete ». *Social Anthropology* (Cambridge) vol.11. pp.373-384.

<http://journals.cambridge.org/action/displayFulltext?type=1&fid=212810&jid=SAN&volumeld=11&issueId=03&aid=212809>

RENENS, COMMUNE DE

2008/2010. « Présentation de Renens: Historique ». [en ligne]

http://www.renens.ch/dev/pres_ren/index.html. [Page consultée le 28.09.08, puis 25.05.10]

RIVERA Annamaria

2000. « Culture », in: René GALLISSOT, Mondher KILANI, Annamaria RIVERA, *L'imbroglia ethnique en quatorze mots clés*, pp.63-82. Lausanne: Payot, « Anthropologie ». 294 p.

SCHEGLOFF Emanuel A.

1995 (1992). « Introduction », in: Harvey SACKS, Gail JEFFERSON (ÉD.), *Lectures on a conversation*, pp.ix-lxii. Oxford, Cambridge: Blackwell. 580p.

SCHNAPPER Dominique

1991. « L'intégration à la française », in: Dominique SCHNAPPER, *La France de l'intégration: Sociologie de la nation en 1990*, pp.100-104. Paris: Gallimard, « nrf », « bibliothèque des sciences humaines ». 367p.

SEMPRINI Andréa

1997. *Le multiculturalisme*. Paris: PUF, « Que sais-je? », n°3236. 127p.

SFEZ Géraldine

2008. « Les bibliothèques: identités-palimpsestes ». *Conserveries mémorielles: La Bibliothèque (auto)portrait* (Québec) n°5(1). pp.9-19

http://www.celat.ulaval.ca/histoire.memoire/cm_articles/cm5.SFEZ.pdf

SOULÉ Bastien

2007. « Observation participante ou participation observante? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales ». *Recherches qualitatives* (Québec) vol. 27(1), pp.127-140.

[http://www.recherche-qualitative.qc.ca/numero27\(1\)/soule.pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/numero27(1)/soule.pdf)

TAYLOR Charles

1994. « The Politics of Recognition », in: Amy GUTMANN [ÉD.], *Multiculturalism: Examining the Politics of Recognition*, pp.25-74. Princeton: Princeton University Press. 175p.

TODOROV Tzvetan

1978. « Le symbolisme linguistique », in: Tzvetan TODOROV, *Symbolisme et interprétation*, pp.9-21. Paris: Ed. du Seuil, « Poétique ». 167p.

1986. *Le Croisement des cultures*. [Paris]: Seuil, « Communications » n°43. 264p.

TOLIVIA Sandrine

2007. « Les mécanismes à l'oeuvre dans la constitution des relations sociales », in: Sandrine HELFER-TOLIVIA, *Innovations techniques et production de sens au sein d'une association de safraniers dans le Quercy (France)* [Thèse de doctorat], pp.33-43. Neuchâtel: Université de Neuchâtel. 317p.

http://doc.ero.ch/lm.php?url=1000,40,4,20071218102109-AP/these_ToliviaS.pdf

UGRINA Dušan

2009. *Doing Religion? Doing Ethnicity?*: talk lors du colloque: *Doing Religion? Doing Ethnicity? Religious and ethnic boundary making under conditions of globalization and transnationalisation* [Panel organized at the Annual Meeting of the Swiss Ethnological Society]. Neuchâtel, 13.11.09].

VASQUEZ Ana; XAVIER DE BRITO Angela

1993. « " L'œil de l'étranger ": La méthode ethnographique dans l'étude des processus de transculturation », in: Fabienne TANON, Geneviève VERMÈS, Association pour la recherche interculturelle, *L'individu et ses cultures*, pp.40-50. Paris: L'Harmattan. « Espaces interculturels ». 206p.

VERTOVEC Steven

1999. « Multiculturalism, culturalism and public incorporation », in: Steven VERTOVEC (éd.), *Migration and Social Cohesion*, pp.222-242. Cheltenham: An Elgar Reference Collection, « The International Library of Studies on Migration ». 534p.

WALI Alaka

1997. « Inserting "culture" into multiculturalism: conversations at the Field Museum, Chicago ». *Anthropology today* (London) vol.13, n°4. pp.9-12.
<http://www.jstor.org/stable/pdfplus/2783420.pdf>

WEBER Max

1965 (1904). « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », in: Julien FREUND (trad.), *Essais sur la théorie de la science: Un recueil d'articles publiés entre 1904 et 1917*, pp.106-159 [p.149]. Paris: Librairie Plon, « Recherches en sciences humaines », n°19. 539p.
http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/essais_theorie_science/Essais_science_1.pdf

WIEVIORKA Michel

1996. « Culture, société et démocratie », in: Michel WIEVIORKA (dir.), *Une société fragmentée? Le multiculturalisme en débat*, pp.11-60 [pp.11-33]. Paris: Ed. La Découverte, « Cahiers libres. Essais ». 322p.

WIMMER Andreas

2008. « The Making and Unmaking of Ethnic Boundaries: A Multilevel Process Theory ». *American Journal of Sociology* (Chicago) vol.113(4). pp.970–1022
<http://www.sscnet.ucla.edu/soc/faculty/wimmer/WimmerMakingUnmaking.pdf>